

LE MOIS DE DIPLOMATIQUE



Supplément

Cinquante années de république



LE GENERAL MUSTAFA KEMAL
Fondateur d'un Etat turc indépendant et entièrement laïcisé.

Participation à l'OTAN, association à la C.E.E.

UNE DIPLOMATIE ACTIVE ET SOUPLE

Par IHSAN SABRI CAGLAYANGIL *

Au cours de l'histoire, un grand nombre d'Etats turcs ont existés dans divers points du globe. Ils ont établi leur domination, ont rayonné, puis disparu en Extrême-Orient, en Asie centrale, en Anatolie, dans les Balkans et même, à une certaine époque, aux confins de l'Europe centrale. De ces anciens Etats millénaires et grandioses, le seul qui subsiste à l'heure actuelle en tant qu'Etat souverain représentant la race est la « République turque ». Comparé à ses prédécesseurs et même à son propre passé, il est réduit, diminué. Mais les Turcs ont su conserver, en tant que nation, l'expérience et les valeurs morales acquises au cours de leur passé mouvementé ainsi que le bon sens et le sang-froid. Fruit des expériences heureuses ou amères, des victoires et des revers. Si, aux pires moments, dans les circonstances les plus désespérées, les Turcs savent se redresser, le secret en doit être recherché dans cet héritage moral, dans leur propre passé.

C'est pourquoi, fondre comme point de départ la formation de la République, qui ne remonte qu'à cinquante ans, pour interpréter ou comprendre la politique étrangère

de ce pays serait, à mon sens, laisser incomplet un important et vaste sujet.

Parmi les principes qui régissent à l'heure actuelle la politique étrangère de la république, il est, en effet, possible de retrouver les traces de certaines attitudes fondamentales héritées de la propre histoire turque et de son passé récent. Car tout n'a pas changé d'emblée avec le passage de l'Empire à la république.

Sous l'Empire ottoman : de l'expansion à l'équilibre délicat

Deux périodes distinctes marquent la politique étrangère ottomane. La première est celle de la grande période où l'Empire connaît une expansion étonnante de rapidité. Cette politique porte l'empreinte du caractère de l'ambition et de la puissance du souverain, qui dicte sa volonté aux voisins terrestres et maritimes du pays et les entraîne dans son sillage.

La seconde période commence à partir de l'époque où, pour diverses raisons, l'Etat s'affaiblit. A la suite de guerres incessantes, les assises de l'Empire fléchissent et s'ébranlent, alors que les voisins deviennent plus puissants. Il n'est guère possible de trouver dans l'histoire ottomane une période de paix qui dure plus d'une décennie. Les Turcs, détenant les voies d'accès à la Méditerranée, sont contraints de se battre, non moins de quinze fois au cours de leur histoire, avec la Russie tsariste qui considère, de son

La Turquie se prépare à fêter le cinquantième anniversaire de la création de la république, proclamée le 29 octobre 1923, par une série de manifestations, dont la plus spectaculaire sera l'inauguration du pont suspendu jeté sur le Bosphore, reliant l'Europe à l'Asie.

Que de chemin parcouru depuis ce jour où Mustafa Kemal réalisa l'objectif qu'il poursuivait depuis 1919, en combattant simultanément l'ennemi qui envahit l'Anatolie et le gouvernement impérial d'Istanbul, entièrement soumis aux puissances alliées qui veulent mettre un terme à l'existence d'un Etat turc souverain, en Asie Mineure. Son indépendance reconquise au prix d'un extraordinaire sacrifice, dont sont capotés parfois dans l'histoire des peuples accablés à leurs derniers retranchements, sa souveraineté reconnue par le traité de Lausanne, il reste à la République turque la redoutable tâche de créer un Etat-nation moderne, sur la base du vieil Empire ottoman. Atatürk s'y employa avec énergie et obstination. Le kémalisme est la doctrine qui sert de ciment au nationalisme turc et de guide à la modernisation du pays.

Cinquante ans plus tard, la configuration de la société turque est bien différente de ce qu'elle était sous Atatürk. L'évolution économique, sociale et politique, le multipartisme et le bouleversement des valeurs qui s'en suit font qu'en apparence le kémalisme appartient au passé. Est-ce vraiment le cas ? Mustafa Kemal, qui a fondé la légitimité républicaine sur quelques principes comme le républicanisme, le nationalisme, le laïcisme, le populisme et l'étatisme, ne voulait-il pas faire de la Turquie un pays occidental, avec tout ce que cela comporte : le parlementarisme sur

le plan politique et le capitalisme sur le plan économique ? En un mot, un Etat bourgeois. En ce cas, son héritage n'auroit pas été traité. Certes, à mesure que la société turque est devenue pluraliste, les valeurs kémalistes ont été de plus en plus contestées. Mais, pour l'essentiel, la Turquie marche dans la direction que Mustafa Kemal lui a tracée. Elle est en voie de s'intégrer à l'Europe, elle s'industrialise.

Mais aussi que de retards accumulés, d'occasions manquées en un demi-siècle de République : mauvaises politiques économiques, gaspillage des ressources accaparées par les classes dominantes, exploitation des ouvriers, analphabétisme dont souffre encore le moitié de la population, abandon à leur sort des masses rurales, surtout à l'Est, où vivent les citoyens d'origine kurde, sans parler des répressions sanglantes dont ces derniers ont été victimes.

En ce début d'octobre, l'opinion turque est probablement davantage passionnée par les élections générales, qui auront lieu le 14 du mois, que par la célébration du cinquantième. Elle aspire à sortir de la période de répression, qui dure depuis le 12 mars 1971, et à retrouver le régime démocratique.

Située entre l'Occident industrialisé et le tiers-monde pauvre, grand pays de près de quarante millions d'habitants, la Turquie croit avoir trouvé sa voie dans l'industrialisation et l'intégration à l'Europe occidentale. Cela ne va pas sans crises et contradictions, ni sans les incertitudes sociales qu'implique ce type de développement, que les économistes appellent aujourd'hui le « capitalisme périphérique ».

La grande œuvre révolutionnaire du kémalisme

Par le Dr TANER TIMUR *

Il y a plus d'un siècle, les Jeunes Ottomans, intellectuels et petits-bourgeois, influencés par des courants libéraux de leur temps, se posaient une question cruciale : comment pouvaient-ils sauver l'empire ? Par quelle voie devaient-ils le développer et le rendre économiquement prospère ?

En vérité, ils ne le pouvaient pas. Les révolutions bourgeoises des pays occidentaux étant achevées, ils étaient le dernier pays du monde ; et le sort qui revenait à l'histoire à cet empire hérité, qui n'avait pas eu de temps sa propre industrialisation, était celui du déclin. En effet, ce déclin fut lent et pénible. Non parce que l'empire avait encore la force et les moyens de l'arrêter ; mais l'héritage en jeu était très difficile à partager et soulevait beaucoup d'intérêts et de passions contradictoires.

La Turquie ne fut pas une colonie proprement dite. Pourtant ses liens économiques avec les pays industriels étaient de nature à la rendre dépendante de tous, tout en la rapprochant du statut colonial. Les effets du traité commercial conclu en 1838 avec l'Angleterre et étendu par la suite aux autres pays européens furent décisifs à cet égard. Ce traité mettait en application une politique de libre-échange dans l'empire, au moment où les pays capitalistes dressaient les uns contre les autres des barrières douanières élevées. Ainsi, certains privilèges commerciaux et judiciaires, déjà concédés aux Européens depuis le traité de Commerce de 1830, furent accumulés par des emprunts successifs à l'étranger pendant et après la guerre de Crimée, rendaient-ils cette dépendance de plus en plus pesante. Dès la fin de la guerre russo-turque de 1877, l'empire n'était plus en mesure de payer ses dettes et c'est dans ces conditions que les pays créanciers ont mis en place le fameux organisme de la dette publique ottomane, organisme à direction anglo-française qui devait contrôler les principales sources de revenus du pays en contrepartie de leurs avances. A partir de cette date, on peut aisément considérer l'Empire ottoman comme un pays semi-colonial.

Cette dépendance économique du pays, de plus en plus accrue au cours du dix-neuvième siècle, ne pouvait manquer de faire sentir ses effets sur l'organisation sociale et politique. Ainsi le dix-neuvième siècle fut aussi le siècle des grandes « réformes » ottomanes. En réalité, ces réformes étaient, dans leur ensemble, destinées à apporter au pays de nouvelles lois et des institutions qui fussent en phase avec les besoins de ses relations économiques accrues avec l'Occident. L'Etat ottoman, rendu très faible face à l'étranger, ne devrait-il pas être puissant et dans l'ordre, à l'intérieur, vis-à-vis de ses propres sujets, comme garant de la dette publique et des liens commerciaux ? Pour cela, il fallait d'abord adapter les institutions du pays à

celles de l'Occident. Ainsi, le sultan octroya, en 1839, une charte, dite la charte impériale de Gul-Hamîd, qui garantissait les droits personnels et juridiques de la propriété et réformait l'impôt et le service militaire. Cette réforme fondamentale fut suivie par d'autres, qui modernisèrent partiellement les institutions juridiques scolaires du pays. Enfin, en 1876, la première Constitution turque fut adoptée pour la première fois au cours des élections à deux degrés et mitaill le système politique dans la voie d'un parlementarisme restreint.

La force motrice de ces réformes était constituée par les nouveaux cadres dirigeants du pays, encouragés et appuyés par les gouvernements étrangers. Une bourgeoisie industrielle faisait entendre sa voix et les jeunes officiers, les fonctionnaires et les étudiants. Sur le plan des idées, deux courants s'affrontèrent, les contradictions, ils étaient néanmoins transcendées par le courant positiviste de l'époque. Certains de leurs membres, à Paris, avaient suivi les cours de sociologues positivistes et cherché à comprendre les causes d'un développement. Ce fut le « ordre et le progrès », d'où le nom de l'association.

Parallèlement à leur lutte contre le despotisme du sultan, les Jeunes-Turcs voulaient aussi assurer la sauvegarde de l'Empire dans sa totalité territoriale. Ces deux buts devaient être atteints, les uns par un régime démocratique, les autres par la révolution.

Arrivé au pouvoir dans une joie populaire inouïe, mais sans préparation ni programme, le C.P.P. devait évoluer, dans ses contradictions internes, suivant la marche imprévisible des événements. Démocratie et libéral au début, il devint vite nationaliste et dictatorial, la « proclamation

tion hétérogène, dont le but ultime était de renverser le régime autocratique d'Abdul-Hamîd II. Celui-ci, ayant d'abord promis de réformer la Constitution de 1876, sous la pression de son grand vizir, avait suspendu le Parlement dès la deuxième session, tout en éliminant ses opposants réformistes récalcitrants. Devenu ainsi maître absolu du pays, il avait recouru à un paternalisme familial comme base idéologique de son pouvoir. Néanmoins, c'est sous son règne, qui a duré plus de trente ans, que se sont réunis toutes sortes d'éléments de l'opposition.

Les Jeunes-Turcs, organisés dès 1869 en une association secrète, sous le nom de « Comité d'union et de progrès », recrutèrent leurs adhérents surtout parmi les jeunes officiers, les fonctionnaires et les étudiants. Sur le plan des idées, deux courants s'affrontèrent, les contradictions, ils étaient néanmoins transcendées par le courant positiviste de l'époque. Certains de leurs membres, à Paris, avaient suivi les cours de sociologues positivistes et cherché à comprendre les causes d'un développement. Ce fut le « ordre et le progrès », d'où le nom de l'association.

Parallèlement à leur lutte contre le despotisme du sultan, les Jeunes-Turcs voulaient aussi assurer la sauvegarde de l'Empire dans sa totalité territoriale. Ces deux buts devaient être atteints, les uns par un régime démocratique, les autres par la révolution.

Arrivé au pouvoir dans une joie populaire inouïe, mais sans préparation ni programme, le C.P.P. devait évoluer, dans ses contradictions internes, suivant la marche imprévisible des événements. Démocratie et libéral au début, il devint vite nationaliste et dictatorial, la « proclamation

tion de la liberté » ayant encouragé les mouvements séparatistes et accéléré la désagrégation de l'Empire. Cette situation fut le résultat d'une révolte de caractère religieux difficilement jugulée, il promulgua de nouvelles lois restreignant les libertés et proclama le rétablissement de la monarchie absolue, qui fut la suite. D'origine petite-bourgeoise, il chercha, sur le plan politique, à satisfaire les intérêts des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie commerçante et essaya de créer une bourgeoisie nationale par une politique interventionniste. Pour contribuer à la modernisation du pays, il procéda de nouvelles réformes juridiques et culturelles qui formaient, pour ainsi dire, la première ébauche des réformes d'Atatürk. Enfin, il déploya beaucoup d'efforts en vue de réorganiser et de réajuster l'administration et l'armée ; efforts qui furent particulièrement fructueux pendant la guerre de libération nationale turque. Mais, tout cela n'étant pas suivi d'effets immédiats, le déclin de l'Empire s'accéléra. Finalement, chancelant entre les impérialismes anglais et allemand, il amena le pays dans la première guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne. Ce fut le dernier acte des Jeunes-Turcs avant qu'ils quittent le pouvoir ; ils avaient posé à la société turque beaucoup plus de problèmes qu'ils n'en avaient résolus. Entre-temps, les Etats impérialistes s'étaient finalement entendus sur le partage de l'Empire par quelques accords secrets. Ces accords conduisirent à la guerre entre les Alliés et dénoncés par les dirigeants soviétiques après la révolution d'Octobre, devaient constituer le dernier acte de la « question d'Orient ».

L'Empire démembré et partagé, il fallait sauver au moins les terres habitées par les Turcs, c'est-à-dire essentiellement l'Anatolie, dernier refuge de l'éthnie dirigeante de l'Empire. C'était une tâche ardue, étant donné que les accords de partage, que le peuple apprit avec consternation, touchaient aussi une grande partie de l'Anatolie.

(Lire la suite page 22.)

* Professeur agrégé à la faculté des sciences politiques, l'université d'Ankara.

Du parti unique au multipartisme

Par ATA GIL

La société turque a subi, depuis la seconde guerre mondiale, une série de changements politiques et sociaux qui ont altéré bien de ses aspects. Certes, c'est encore une société dans laquelle l'immense majorité des masses, qui vit surtout dans les campagnes (plus de 60 % de la population), reste démunie. En 1973, le revenu par tête d'habitant dépassera les 900 dollars, mais la répartition de la richesse nationale est déséquilibrée au profit d'une minorité. Au-delà de cette caractéristique fondamentale qui demeure, la société a connu des transformations structurelles profondes sur les plans économique, social et politique, et c'est à ce point but de les analyser dans le présent article, et c'est d'abord en gros trois phases pour la clarté de l'exposé : la première couvre la période allant de la fin

de la seconde guerre mondiale au coup d'Etat militaire du 27 mai 1960 ; la deuxième va de 1960 à l'intervention des forces armées par le mémorandum du 12 mars 1971 ; la troisième est celle qui a commencé à cette date et qui, après deux ans et demi de préparation et de mise en condition, sous l'état de siège frappant les forces armées, a conduit à la proclamation d'un nouveau devoir prendre un nouveau départ avec la suppression de l'état d'exception et les élections générales qui auront lieu le 14 octobre.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, la Turquie garde l'aspect qu'elle a réussi à maintenir le

traité au prix de grands sacrifices imposés à son peuple. Il lui a fallu entretenir, avec ses maigres ressources, une armée de cinq cent mille hommes, ce qui a empêché de procéder à de nouveaux investissements dans l'industrie et les infrastructures économiques. Tandis que la population turque est soumise à des restrictions draconiennes, le gouvernement n'est pas en mesure de mettre fin au marché noir et à la multiplication des « fortunes de guerre ». Les services sociaux d'Etat sont également en retard sur le monde. Les mesures sociales adoptées contre des spéculateurs n'ont d'autre conséquence que d'élargir le fossé entre le parti unique au pouvoir, le parti républicain du peuple (R.P.P.), et les milieux d'affaires.

(Lire la suite page 25.)

FRANÇOIS SILVIE
Administrateur - Délégué d'INTAS Agorita
et du Groupe des Compagnies L'UNION
A votre disposition pour toutes catégories d'assurances
P.K. 107, KARAKÖY, ISTANBUL
Téléphone : 741. KARAKÖY
Tel. 44-7474 et 49-83-21
Mithat Sözer Köksüt
Tevfik Çelikkaya
Tel. 62-02-13

* Ancien ministre des affaires étrangères de Turquie, président de la commission des affaires étrangères et du tourisme du Sénat, sénateur de Bursa.



La grande œuvre révolutionnaire du kémalisme

(Suite de la page 21)

En effet, quelle était, à ce moment-là, la situation socio-économique de l'Anatolie ? Elle comptait, dans ses limites d'aujourd'hui, quatorze millions d'habitants. La production, essentiellement agricole et artisanale, y était de caractère semi-féodal et patriarcal. Le pays vivait en insuffisance de votes et de chemins de fer et le marché intérieur était très peu développé. Les banques, les compagnies d'assurances et le commerce extérieur se trouvaient presque complètement sous le contrôle des minorités ethniques. Sauf quelques

Enfin, certains bureaucrates et intellectuels avertis voulaient obtenir un mandat des États-Unis, grand État lointain et paisible dont « la mission civilisatrice » était avérée dans certains pays. Assurément, rares étaient encore ceux qui, comme Kemal, croyaient à la libération totale de la Turquie.

Les forces sociales sur l'appui desquelles on pouvait compter, à ce stade, pour enlancer le Mouvement national étaient principalement les classes dominantes, par les gérillages face aux brutalités des forces occupantes, pour ensuite s'organiser en armées régulières qui seules pouvaient

le dessin républicain de Mustafa Kemal devenait de plus en plus apparent, les forces conservatrices averties, qui avaient d'ailleurs obtenu le support de certains généraux influents, collaborateurs intimes de Mustafa Kemal, manifestèrent leur opposition au Parlement. Mais, judicieusement, Kemal avait déjà formé un nouveau cadre plus jeune et plus soumis, et c'est à la tête de ce cadre, organisé dès 1923 en parti politique sous le nom de parti républicain du peuple, et ayant l'appui de l'armée, qu'il réalisa, avec un courage et une fermeté sans précédent, la République turque, œuvre substantielle de la révolution.

De leur côté, les conservateurs s'organisaient aussi comme parti politique, après la proclamation de la République. Mais leur parti fut aboli par Mustafa Kemal sous prétexte de leur complexité dans le soulèvement antirévolutionnaire survenu en 1925 à l'est de l'Anatolie. Il semble, toutefois, que le vrai motif de Kemal n'était pas là, mais qu'il devait considérer cette opposition, organisée comme un obstacle de poids, dressé face à ses projets réformistes. De cette manière, tous les opposants mis au pas, un système de parti unique constituait la base des réformes d'Atatürk, qui ne pouvait d'ailleurs pas se réaliser

par les voies parlementaires. Le parti du pouvoir, le P.R.P., devait représenter toutes les classes sociales du pays entre lesquelles il existait pas, d'après Kemal, de contradictions d'intérêts comme en Occident.

C'est dans ces circonstances que le califat et le charia du religieux furent successivement abolis, cédant la place aux institutions modernes empruntées aux pays européens. Aussi, une nouvelle Constitution, laissant la porte ouverte à un régime à parti multiples, fut-elle promulguée en 1924. Les réformes marquées qui suivirent furent la suppression des ordres religieux (1924), l'abolition du mariage civil (1928), l'abolition de l'article de la Constitution déclarant l'Islam religion d'État (1928) et l'introduction de l'alphabet latin (1928).

Parallèlement à ces changements radicaux, un esprit positiviste repréna vigueur parmi les cadres dirigeants comme principe idéologique du radicalisme moderne, et les slogans anti-occidentaux de la guerre d'indépendance ne laissent pas d'être oubliés. Mustafa Kemal Atatürk, auteur incontesté de toutes ces réformes, rompait ainsi avec le dualisme culturel de ses prédécesseurs et méritait le titre de fondateur d'un État turc, indépendant et entièrement laïc.

Par contre, à la suite de l'intervention militaire du 27 mai 1960, un nouveau courant d'idées se développa, se fondant sur le kémalisme pour en dégager un programme radical. Allié à une partie des socialistes, ce courant s'était plutôt tourné vers le passé, c'est-à-dire vers Mustafa Kemal, leader anti-impérialiste de la guerre de libération nationale. Comme les nouveaux liens de la Turquie avec l'Occident (l'O.T.A.N., accords bilatéraux avec les États-Unis, nouvelles dettes publiques) n'étaient pas sans rappeler les anciens, ce radicalisme kémaliste bourgeois eut, au départ, beaucoup d'influence. Mais une partie de la gauche, désagréant en anarchisme sous des provocations encore obscures et méprisant le pays dans le désordre, leur message, d'ailleurs fondé sur une analyse erronée des forces sociales, fut violemment rejeté par les forces mêmes auxquelles il était destiné. En conséquence, dans la vague de répression qui suivit l'intervention militaire du 12 mars 1971, les néo-kémalistes et les socialistes de toute envergure furent mis dans le même sac. Ainsi, les nouveaux opposants de gauche éliminés, le leader social-démocrate, M. Bulent Ecevit, dont le plus grand mérite est de défendre honnêtement le droit d'exprimer des vues qu'il ne partage pas, reste le seul espoir de tous les progressistes. Et, dans ces jours où le peuple est appelé à choisir ses nouveaux représentants, nombre d'intellectuels turcs essaient non sans amertume de procéder à une analyse plus saine des forces sociales et de trouver une issue aux problèmes fondamentaux du pays, qui n'ont pas été beaucoup changés.

des bases sociales pro-occidentales

devaient. Cette fois, également sous l'influence de la crise économique mondiale qui sévissait, on procéda, dès 1930, à une politique économique étatique qui, dans le cadre d'un plan quinquennal, fit naître la charpente de l'industrie publique. En effet, le secteur public, déjà existant, s'élargissait à côté du secteur privé et cette réalisation des décrets de différents groupes professionnels, pour déterminer la voie que devait suivre la Turquie, afin de réaliser son développement économique. Ce long, dominé essentiellement par la bourgeoisie des grandes villes libérées, accepta un « pacte économique » qui donnait la priorité à la libre entreprise. En conséquence, pour réserver ce régime fut appliquée pendant les premières années de la république nationale. Mais, comme le pays manquait de ressources et des capitaux nécessaires, les résultats de cette politique furent



LE GRAND BAZAR D'ISTANBUL AU DÉBUT DU SIÈCLE

La bourgeoisie des villes, sous un rôle déterminant dans la construction d'une économie moderne.

fabriques établies par Atatürk, la grande industrie, mais, en même temps, une masse paysanne, désabusée par des années de persécution, espérait trouver un moment de repos.

Paradoxalement, la Turquie devait vivre une nouvelle guerre, mais cette fois pour sa libération nationale, dans l'intervalle qui suivrait l'armistice. Celui-ci, qui mit fin à la guerre pour la Turquie, accordait de larges pouvoirs aux pays vainqueurs, compris celui d'occuper n'importe quelle partie de l'Anatolie s'ils l'estimaient nécessaire. Ainsi, après les occupations auxquelles procédaient à la hâte les pays vainqueurs d'après leur plan de partage, l'armée grecque envahissait l'ouest de l'Anatolie à partir du 15 mai 1919.

derrière, si en qu'antipathiques aux yeux du peuple qui les tenait pour responsables des maux successifs du pays sous le C.U.P., furent tout de même les premiers promoteurs de la résistance. Ils étaient soutenus, dans leur rôle, par les notables locaux, aux plus influents desquels Mustafa Kemal avait envoyé des lettres personnelles, dès son arrivée en Anatolie, pour les inviter à contribuer à la préparation de la résistance. Organisés d'abord en associations aux buts limités, les résistants furent ensuite réunis par un congrès national que Mustafa Kemal parvint à assembler le 4 septembre 1919, à Sivas, malgré les provocations et les

C'est à peu près à la même date qu'un général d'origine de grand talent, Mustafa Kemal, partait pour l'Anatolie à la tête de larges pouvoirs. Renommé par ses exploits aux Dardanelles pendant la guerre mondiale, mais lassé à l'écart du pouvoir du C.U.P., il avait un moment envisagé de pouvoir aller seul en Anatolie, comme simple citoyen sans grade, pour susciter et organiser la résistance nationale. Néanmoins, profondément réaliste, il jugea finalement plus opportun de bénéficier des pouvoirs que lui donnerait un mandat officiel, et trouvant la possibilité de se faire nommer commandant en chef de l'armée du Nord, il débarqua à Samsun, le 19 mai 1919, chargé de réprimer immédiatement les actes terroristes qui opposaient les Turcs aux Grecs aux environs de Samsun et d'étendre les premières apparitions de la résistance nationale. Mais, dès son arrivée, bien à l'encontre de sa mission, il commença à prendre contact avec les autres chefs militaires, les administrateurs et les notables du pays en vue d'organiser le soulèvement national. D'Amasya, il leur lançait une circulaire dans laquelle il déclarait sans ambages que « l'indépendance de la nation ne sera sauvée que par sa propre résolution et sa volonté », formule surprenante qui ignorait le sultan, le grand vizir et consort.

Islam, nationalisme et socialisme

Il va de soi que la force idéologique n'était pas sans importance dans cette lutte armée, et trois courants idéologiques se firent jour : l'islamisme, le nationalisme et le socialisme.

La guerre finie, il fallait faire la paix et recréer le pays. C'est là que furent déterminantes la structure socio-économique du pays et la nature des forces sociales qui s'étaient mises à l'avant-garde de la guerre de libération nationale.

Informé de ces activités qui excédaient certainement ses attributions, la cour ne tarda pas à lui retirer son mandat. Mais, dans l'intervalle, Mustafa Kemal était déjà assuré le soutien des chefs militaires, et particulièrement celui du général K. Karabekir, commandant en chef du corps d'armée stationné à l'est de l'Anatolie.

Il y avait alors, principalement, trois orientations parmi le peuple pour la libération du pays. Premièrement, la cour et une partie importante du peuple qui la suivait avouaient chercher la clémence des grandes puissances et en particulier des Anglais. Pour le méfier, il ne faudrait, d'après eux, que rester calme et sage, tout en attendant leur verdict équilibré. Entre-temps, on devrait réprimer violemment tous les émeutes et créerait du désordre dans le pays. Mustafa Kemal lui-même n'était-il pas envoyé en Anatolie pour appliquer cette politique obéissante ? En second lieu, il y avait ceux qui, n'ayant aucun espoir de sauver le pays, cherchaient au moins à influencer leur région et s'organisaient en association pour préparer la lutte.

C'était, d'abord, l'islam, idéologie officielle de la cour, tandis que le sultan se servait pour garder la courne d'indépendance nationale, mais les masses et l'empereur sur le Mouvement national qu'il avait d'ailleurs dirigé, se trouvaient en contradiction à la religion. Conscient du danger, Mustafa Kemal dut appliquer une politique bien prudente là-dessus, faisant semblant de ne s'opposer qu'à un gouvernement dont le traitement était évident et de chercher à sauver le sultan. Même si l'on s'appuyait sur la propagande hostile, il faut de la religion, qui l'appui d'une partie des hommes de religion, qu'il traitait complaisamment Kemal dans le même but, fut à cet égard d'un secours inestimable.

La lutte d'indépendance turque fut dirigée par des forces sociales dont les intérêts n'étaient pas identiques, en dehors de leurs revendications territoriales et de leurs privilèges judiciaires et commerciaux prévus par les capitulations. Le pays libéré, il ne restait, pour la Turquie, qu'à leur faire reconnaître ses nouvelles frontières nationales et à abolir les capitulations, pour réserver en suite les anciens liens amicaux. Ainsi, dans cette orientation, on peut alléguer que la guerre de libération turque fut plutôt de nature anticapitaliste qu'anti-impérialiste. « Nous avons toujours dit que l'État sans l'Ouest », disait Kemal à un journaliste français après la victoire. « Si nous avons changé de route ces dernières années, vous devez avouer que ce n'est pas de notre faute, est-ce que vous y avez obéi. »

Le nationalisme était, par contre, l'arme spirituelle des officiers et des administrateurs convertis en révolutionnaires. Anticolonialisme et petit-bourgeois, le nationalisme turc refléta fidèlement l'évolution de la lutte nationale, tout en y contribuant. Aussi fut-il nourri par des sentiments religieux qui ne suivaient pas servilement la cour et qui tenaient lieu, pratiquement, de nationalisme.

Enfin, on pouvait discerner, pendant la lutte d'indépendance, des idées socialistes auxquelles recouraient confusément les leaders de la résistance. C'était, essentiellement, sous l'influence de la révolution soviétique, dont l'assistance morale et matérielle ne fut pas négligeable au cours de la révolution de la lutte nationale, que se battait-on pas, à ce moment-là, dans le même camp, des idées socialistes et des impérialistes ? C'est d'ailleurs ce qu'avait soutenu Lénine contre le N. Roy, délégué indien, au deuxième congrès de la Troisième Internationale.

Méconnues dans le pays, les idées socialistes, que certains camps évolutifs de la guerre. Contraire à l'évolution de la lutte de libération nationale qu'il devait se transformer en révolution bourgeoise, elles perdirent progressivement leur influence avant d'être écartées par Kemal, à la suite de la victoire.

La guerre finie, il fallait faire la paix et recréer le pays. C'est là que furent déterminantes la structure socio-économique du pays et la nature des forces sociales qui s'étaient mises à l'avant-garde de la guerre de libération nationale.


La lutte d'indépendance turque fut dirigée par des forces sociales dont les intérêts n'étaient pas identiques, en dehors de leurs revendications territoriales et de leurs privilèges judiciaires et commerciaux prévus par les capitulations. Le pays libéré, il ne restait, pour la Turquie, qu'à leur faire reconnaître ses nouvelles frontières nationales et à abolir les capitulations, pour réserver en suite les anciens liens amicaux. Ainsi, dans cette orientation, on peut alléguer que la guerre de libération turque fut plutôt de nature anticapitaliste qu'anti-impérialiste. « Nous avons toujours dit que l'État sans l'Ouest », disait Kemal à un journaliste français après la victoire. « Si nous avons changé de route ces dernières années, vous devez avouer que ce n'est pas de notre faute, est-ce que vous y avez obéi. »

Toutefois, la paix ne fut pas négociée et il fallut huit mois de négociations serrées pour arriver, le 24 juillet 1923, au traité de Lausanne, qui fixait les limites nationales de la Turquie et abrogeait les capitulations. Les Alliés cédaient ainsi sur deux points essentiels à leurs vœux et se satisfaisaient du fait que la nouvelle Turquie ne serait pas une menace contre le capitalisme international.

C'est à peu près dans le même temps qu'une lutte de pouvoir, latente dès le début de la guerre, se faisait jour à l'intérieur du pays, opposant les classes dominantes aux révolutionnaires petits-bourgeois nationalistes, héritiers de Jeanes-Turcs. De cette lutte devaient sortir les assises du nouveau régime.

Coalisés pendant la guerre, il est évident que ces deux forces promotrices de la résistance nationale n'allèrent pas sans heurts. Les classes dominantes, féodales et foncièrement conservatrices, ne comptaient pas sur les révolutionnaires militaires et civils, et particulièrement sur Kemal, qu'elles soupçonnaient de ressusciter l'autoritarisme ancien et de procéder à des réformes qu'elles n'appréciaient guère. Par contre, les révolutionnaires petits-bourgeois, renouant avec l'occidentalisme turc, voulaient avancer la modernisation du pays et s'assuraient comme but principal de la civilisation contemporaine.

Après la victoire, au moment où



İTİHADI MİLLİ

TÜRK ANONİM SİGORTA ŞİRKETİ

Société d'assurances fondée en 1918

Capital : livres turques 27 millions

Siège social : Unyon Han Karaköy İSTANBUL

Téléphone : 44 74 74

Ad. téleg. : İmtasigorta İstanbul

AGENT GÉNÉRAL

POUR LA TURQUIE

DE

L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

(anciens groupes des Union-Séquanais-Urbain)

9, Place Vendôme - PARIS

Recueillant de multiples héritages historiques

Une "révolution culturelle" fonde l'unité nationale



Par PERTEV NAILI BORATAV *

LES réformes kémalistes étaient d'esprit « antitraditionnaliste » et elles ont souvent été critiquées pour avoir causé une rupture totale avec les no-
tions et leur passé. Pourtant, le programme culturel du kémalisme a donné aux sciences humaines, historiques, philologiques et ethnologiques un élan qu'elles n'avaient jamais connu jusque-là. Mustafa Kemal, de son vivant, a fondé les deux grands organismes de recherches scientifiques et sociétés d'histoire et de linguistique turques : il leur a légué, à sa mort, la quasi-totalité de sa fortune personnelle. Il avait été, également,

le fondateur de la faculté des lettres d'Ankara, qui, par la suite, devait devenir la seconde université du pays et où les sciences anthropologiques ethnologiques trouvaient, pour la première fois, le cadre idéal de leur développement. Il préconisait bien une intégration totale à la civilisation occidentale moderne, industrielle, ce qui exigeait une rupture avec un passé qui s'obstait à survivre dans le présent pour entraver tout changement de la structure sociale. Mais elle comportait aussi un renouveau à partir de nouvelles bases culturelles.

nements lui a, en quelque sorte, imposé une mission d'idéologie révolutionnaire, pour laquelle il n'était point fait. Il était homme d'action et non pas théoricien. Dans les révolutions kémalistes, la théorie n'a pas devancé mais suivi l'action ; les réformes ont été réalisées non pas d'après un programme codifié et diffusé par avance, mais conçues et exécutées presque simultanément. Dans les mémoires des proches compagnons de Mustafa Kemal, dans les écrits de ses biographes, on retrouve maint détail frappant sur le façon dont il soumettait ses projets à la discussion, dans un cercle restreint, avant de les porter aux débats parlementaires. Ces séances de discussion, parfois après, ont été, pour ainsi dire, des cours de formation révolutionnaire. C'est après les années 30 qu'ont commencé à paraître les premières synthèses de l'idéologie kémaliste, œuvres d'intellectuels formés à son enseignement.

A la veille de la proclamation de la République (1923), deux courants idéologiques étaient représentés, d'une part au sein de la Grande Assemblée nationale, qui avait mené la lutte de libération, et dont Mustafa Kemal avait été le président, d'autre part dans la

classe des intellectuels d'Istanbul, restés en dehors du combat. Le premier était conservateur ; satisfait de la reconquête de l'indépendance, seul objectif qu'il s'était désigné, il tenait à maintenir l'ancienne constitution de l'Etat, avec tout le caractère dualiste de ses institutions : le califat (à côté de l'administration républicaine, à la rigueur, l'enseignement et la juridiction canoniques) et les tribunaux civils, etc. Le second, appelé « turquiste », était celui de l'intelligentsia progressiste formée à l'école du sociologue Ziya Gökalp. Bien que révisé, et réduit aux dimensions d'un nationalisme débarrassé de ses visées expansionnistes du pantouranisme utopique des années de la première guerre mondiale, il était, lui aussi, contre un radicalisme révolutionnaire ; évolutionniste, il s'accommodait d'un compromis entre les institutions traditionnelles (plutôt « turques » ou « turquisées » qu'« islamiques ») et les techniques et les sciences modernes. A Mustafa Kemal revient le mérite d'avoir découvert et le courage d'avoir dénoncé l'anachronisme de ces deux idéologies face à la réalité d'une nouvelle Turquie qui était à bâtir sur les débris d'un empire.

partie de ces populations ont pu conserver tout au long de l'histoire leur autonomie religieuse et culturelle. Celles qui ont été lentement assimilées ont toutefois conservé beaucoup de leur ancien fond culturel ;
3) Des populations musulmanes (turques et non turques) ont immigré massivement, à la suite des pertes de territoires périphériques de l'empire Turc, Albanais, Bosniaques, Tatars de Crimée et de Dobroudja, Circassiens, Géorgiens et autres groupes ethniques, ainsi que des communautés d'origine turque (Karapaz, Koumouk, etc., du Caucase, Azérianais du Caucase et d'Iran) ;
4) Enfin, sur le territoire de la Turquie actuelle, habitent aussi des autochtones minoritaires musulmans qui ont conservé leurs langues et traditions jusqu'à nos

jours : Lazes du littoral oriental de la mer Noire, Kurdes des provinces de l'Est et Sémites (Haldéens, Arabes dialectes, Arméniens) des régions du Sud-Est. Il ne faut pas oublier non plus la masse musulmane, majoritaire, ne constitue « un » corps idéologiquement homogène ; au moins le quart de cette population appartient à la secte hétérodoxe d'ici ; celle-ci et les nombreuses confréries mystiques — qui ont été interdites à partir de 1925 — comportent un système de traditions de provenances très diverses. Toutefois, l'unité politique, qui s'est réalisée et maintenue plusieurs siècles sur l'ensemble du territoire actuel de la Turquie, a entraîné un vaste brassage de races et facilité les continus échanges culturels entre des communautés ethniquement, linguistiquement et religieusement différentes.

Un projet à long terme

LES « révolutions kémalistes », comme on a l'habitude de désigner les réformes politiques et culturelles élaborées et exécutées par Mustafa Kemal Atatürk, étaient les premiers essais d'un vaste panorama révolutionnaire à long terme. Elles ont débarrassé la voie pour mener à des changements socio-économiques plus profonds. Les premiers résultats ne pouvaient être que psychologiques ; ils devaient ouvrir des perspectives d'espoir et de confiance en l'avenir chez les grandes masses populaires. Pour ne citer qu'un exemple, celui de la réforme de l'alphabet : le jeune paysan illeté, qui suivait des cours pendant son service militaire, pouvait retourner à son village sachant lire et écrire. Le nouveau alphabet devenait ainsi un instrument de culture commode à manier et à la portée de tous. Mais de là à former quarante-cinq mille instituteurs — au moins — pour les quarante-cinq mille villages sans écoles, le chemin était long et pénible. Et cependant, ces caporaux et sergents, qui, au régime, avaient reçu les éléments d'une instruction rudimentaire, ont été les premiers « monteurs » — instituteurs suppléants, — les véritables pionniers de la campagne d'alphabetisation ; leurs élèves allaient bientôt peupler les futurs « instituts pédagogiques ruraux », et de leurs rangs devaient sortir les premiers « écrivains paysans » de la lignée de Makal, Baykurt, etc.

Les premiers pas comprennent toujours des risques. Dans une expérience aussi vaste, aussi hardie, qui devait bouleverser ses habitudes millénaires, on devait s'attendre à des résultats décevants, conséquences fâcheuses de fausses interprétations des principes, ou d'un excès de zèle révolutionnaire et responsables mal informés — et mal formés — d'autorités locales. Au cours de mes enquêtes dans les villages et bourgades anatoliens, j'ai entendu de la bouche de mes informateurs, comment, dans les mois qui ont suivi la réforme de l'alphabet, en 1928, des citoyens, possesseurs de vieux manuscrits en caractères arabes, les avaient détruits, de peur de perquisitions et de sanctions. Beaucoup plus tard, en 1939, à une séance de travail d'une commission du conseil de l'éducation nationale, un éminent journaliste proposa la révision des textes des livres de contes pour enfants, parce que, disait-il, podchahs, princesses et princesse y figuraient sous des traits sympathiques, susceptibles de réveiller, chez les jeunes générations, la nostalgie de l'ancien régime.

Mustafa Kemal, militaire de carrière, avait dû se forger une personnalité de politicien ; il avait su se débarrasser de son uniforme de général chaque fois qu'il s'en était senti gêné pour accomplir son action politique. Le cours des évé-

Grande diversité ethnique

L'IDEOLOGIE kémaliste a voulu donner une définition toute nouvelle de la nation turque, en fonction de sa structure ethnique, religieuse et linguistique.

En 1927, le pays avait une superficie très peu inférieure à celle de nos jours, pour une population de dix millions d'habitants, dont 85 % était rural. Aujourd'hui il en compte près de trente-cinq millions ; la population urbaine a fortement augmenté, au détriment de la population rurale. Il offre une grande hétérogénéité de cultures et de modes de vie qui est due, en partie, aux conditions très variées de sa géographie phy-

sique et humaine, mais aussi à d'autres facteurs plus complexes.

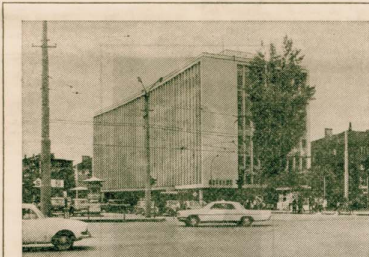
D'abord la diversité ethnique de la population, qui se schématise ainsi :
1) Les Turcs Oghouz musulmans qui, dès le onzième siècle, ont entrepris la conquête de l'Asie Mineure. Leur apport a été les traditions de l'Ancien Empire de la Transoxiane, déjà plus ou moins imprégnées d'éléments de culture chinoise et, à plus forte dose, iranienne ;
2) Les populations chrétiennes d'origines ethniques très diverses et à l'apogée des communautés turques christianisées ; une bonne

Une idéologie intégrationniste

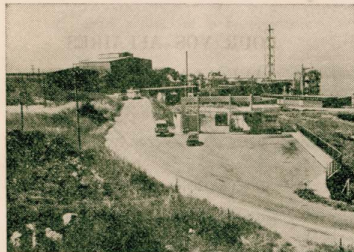
POUR assurer le maintien d'un sentiment d'unité nationale dans un tel complexe humain, le régime devait être une idéologie intégrationniste. L'abolition du califat et l'adoption du laïcisme dans les institutions de l'Etat éliminèrent toute ségrégation religieuse, aussi bien celle de l'Islam vis-à-vis des autres confessions que celle qui existait entre les sectes musulmanes. On sait que le premier ralliement à Mustafa Kemal, aux débuts de sa mission libératrice et révolutionnaire, était venu des communaux alévis. L'émancipation de la femme doit être considérée comme une suite logique de la laïcisation des institutions ; elle signifiait, avant tout, la libération de la femme de tous les préjugés d'origine religieuse ; elle permettait le renforcement, avec une immense réserve, du potentiel de travail de la nation, dans de multiples champs d'activités réservées jusque-là au sexe masculin.

Sur le plan culturel, à proprement parler aussi, le nationalisme kémaliste adopte des principes conciliateurs et unificateurs. Il considère respectivement les valeurs spirituelles et matérielles, quel que soit le caractère ni, du milieu dont elles émanent. De même, il revendique tout l'héritage culturel du passé de la terre anatolienne, aujourd'hui territoire de la nouvelle Turquie.
Les historiens de l'époque ottomane faisaient commencer l'« histoire nationale » par la dynastie d'Osman, après une vaste introduction de l'histoire de l'Islam qui remontait jusqu'à Adam ; le nationalisme turquiste la faisait remonter à « nos ancêtres centre-asiatiques » ; il en était exclu tout ce qui se rapporte au passé, chrétien et païen, de l'Anatolie avant la conquête turque en 1071. Pour le nationalisme kémaliste, l'histoire du peuple turc est des créations et valeurs culturelles, et non pas des dynasties qui l'ont gouvernées embrassées en même temps celle de ses ancêtres « venus de la lointaine Asie » et celle de « autres ancêtres », des peuples (et non pas des dynasties) et des civilisations qui se sont épanouies sur le sol anatolien qu'ils labourèrent aujourd'hui, comme ils l'ont labouré depuis des millénaires.

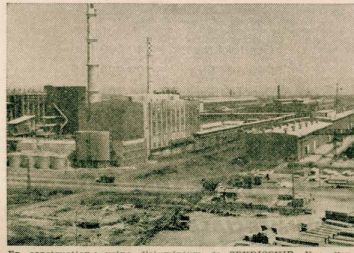
* Ethnologue.



Le siège social d'ETIBANK à Ankara.



Vue partielle de l'usine BANDERMA pour la fabrication de l'alumine autrichienne, de l'acide borique et du borax.



En construction : usine d'aluminium de SEYDISEHIR. Vue d'ensemble du traitement de la bauxite. Cette usine sera terminée à la fin de 1973.

ETIBANK

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la fondation de la République de Turquie, Etibank a l'honneur d'assurer les demandes du marché tant intérieur qu'extérieur dans le domaine des mines et des industries chimiques et métallurgiques.
Etibank est une entreprise d'Etat en activité depuis 1935.
Etibank s'occupe de la production de plusieurs minerais métallifères, minéraux industriels et de produits métallurgiques et chimiques associés. Son programme vise à développer ses capacités d'activité et augmenter sa capacité de production dans un avenir prochain.

Production actuelle

ACIDE BORIQUE	MINERAL DE CHROME
ACIDE SULFHYDRIQUE	CONCENTRE
ALUMINE	MERCURE
BAUXITE	MAGNESITE
CUIVRE NON RAFFINE	FERRONICROME SUR-
BORAX	APFINE
CARBURE DE CALCIUM	PERLITE
COLEMANITE	PLOMB CONCENTRE
DIATOMITE	PYRITE CONCENTRE
DIAPHRAGME	TINCAL
MINERAL DE PYRITE DE	ZINC CONCENTRE
CUIVRE	

Productions prévues

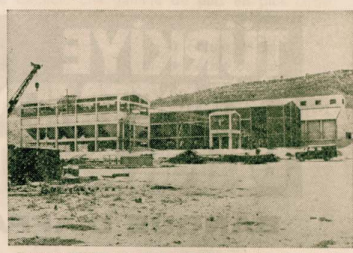
ALUMINIUM	(1974)
BORAX ANHYDRIDE RAFFINE ET CRU	(1976)
BORAX PENTA RAFFINE ET CRU	(1976)
FERRONICROME CARBURE	(1976)
PERLITE EXPANSEE	(1976)
PERBORATE DE SOLIDE	(1976)
WOLFRAM CONCENTRE	(1975)

Tous ordres promptement exécutés et toutes livraisons assurées continuellement.

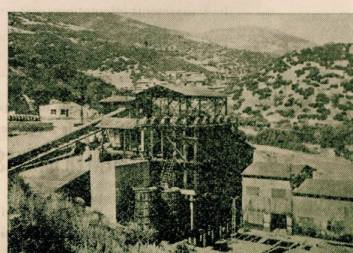
Adresse : ETIBANK SIHHIYE - ANKARA
Telex 42207 - Télég. Etibank/Ankara - Tél. 18-10-27, 25-38-43



Extraction de « colemanite » à ciel ouvert par l'entreprise EMBET.



Usine de KIRKA spécialisée dans le traitement du tincal.



Usine d'HALIKOY pour la production du mercure.

Usine d'électrometallurgie d'ANTALYA production de ferro-chrome et du carbure de calcium.



PRELUDE A LA REVOLUTION D'ATATURK

La modernisation et l'ébranlement de l'Empire ottoman

Par SERIF MARDIN *

L'ETUDE de la modernisation de l'Empire ottoman part souvent d'une prémisse inavouée, qui peut se résumer dans le mot « diffusion ». D'après cette conception, la modernisation de l'Empire découlerait de la diffusion d'idées européennes qui, ayant été adoptées par certains esprits éclairés, auraient transformé la Turquie au cours des dix-neuvième et vingtième siècles.

Cette façon de voir obscurcit plus de choses qu'elle n'en éclaire. Qui donc étaient ces esprits éclairés et pourquoi ont-ils eu cette perméabilité à des cultures étrangères, contrairement à d'autres officiels, réfractaires à ces mêmes idées? Y a-t-il eu une façon « ottomane » d'adopter des conceptions occidentales? Il est une plus riche interprétation de l'histoire qui se base sur une relation — si

l'on veut « dialectique » — entre diffusion d'idées et structures traditionnelles ottomanes.

L'Empire ottoman constituait une sorte de mosaïque de groupes ethniques et religieux vivant plus ou moins harmonieusement sous le gouvernement du sultan. Mais un corollaire de cette façon de bâtir une administration était peut-être encore plus important: le gouvernement ottoman avait un « centre », d'une organisation raffinée, et cependant il employait au maximum les formes d'organisation locales, il ne « pénétrait » pas beaucoup dans la société. Un groupe relativement restreint d'officiers, de bureaucrates et d'hommes de religion rassemblait les ressources militaires, contrôlait le régime fiscal et distribuait la justice tout en laissant beaucoup de latitude aux communautés. Les

décisions qui modelaient la vie quotidienne étaient prises par des organismes décentralisés. Pour les communautés non musulmanes, beaucoup de choses dépendaient des décisions de leur chef religieux. Dans les provinces, les notables avaient une grande influence et certains possédaient un charisme religieux. Ce système d'une bureaucratie impériale perfectionnée, qui cependant se servait de structures locales, constituait le trait de génie du système ottoman. De ce point de vue, l'Etat ottoman ne ressemblait que superficiellement à l'Etat moderne, ce dernier devenant au fur et à mesure de son développement plus bureaucratique et aussi plus « pénétratif ».

C'est cependant à cet Etat moderne que l'Empire ottoman allait être confronté à partir du dix-septième siècle. Auteurs d'une synthèse impériale raffinée, les Ottomans comprennent la notion d'un Empire et d'un Etat et ne se laissent pas intimider par les nouveaux membres d'un club dont ils avaient fait partie depuis longtemps. C'est là qu'ils se trompaient; ils faisaient face à un type d'Etat différent du leur. De plus, l'Etat ottoman était vulnérable à cette nouvelle forme d'organisation. L'une des premières conséquences de cette confrontation fut une série de défaites militaires pour l'Empire. Les Ottomans les interprétèrent aux forces armées des Etats européens. La modernisation de l'Empire commença donc par la modernisation de son armée. Ce que les officiels ne voyaient pas encore, c'est qu'il ne s'agissait là que d'un rouage d'une mécanique beaucoup plus compliquée.

Durant le dix-huitième siècle, une série d'hommes d'Etat essayèrent d'adopter les formes du nouvel appareil militaire occidental. Parmi eux, le sultan Selim III (1789-1807) a été souvent cité comme le premier architecte d'une réforme militaire systématique. Il alla plus loin lorsqu'il commença à toucher au système fiscal. La tâche destinée du sultan fut d'être sacrifiée à la réaction et aux chefs d'un mouvement hostile à la réforme militaire. Le fond de cette révolte, avec ses aspects de politique de palais et de mouvement de masse, n'est pas encore bien connu. Elle semble cependant établir le modèle d'une série de révoltes antimodernistes qui eurent lieu durant les dix-neuvième et vingtième siècles.

La réaction était cependant le moindre frein à la modernisation. Un obstacle bien plus formidable résidait dans une idéologie qui minimisait les réussites de l'Etat moderne et ne voyait pas qu'il constituait un système complexe dont les pièces s'imbriquaient les unes aux autres: la part de pou-

voir social qu'avait pu se tailler une classe marchande, plus industrielle, de nouvelles conceptions de la propriété, une bureaucratie de plus en plus organisée d'après les principes de la rationalité administrative, un nouveau système de communication et d'enseignement, etc., s'agglomèrent dans un tout auquel le système traditionnel ottoman était étranger. Le sultan Mahmud II fut le premier à voir très approximativement ce tout. Il fut le premier à comprendre que la réforme militaire et la recherche de nouvelles ressources financières devaient aller de pair avec un enseignement civil et la formation de fonctionnaires compétents, vivant de leurs salaires plutôt que de prébendes. Un officier ottoman, à la mort du sultan, avait déjà une expérience considérable de la politique européenne, voyait avec une clarté plus croissante. Cet homme était Mustafa Resid Pasa,

l'instigateur du mouvement de réforme connu sous le nom de Tanzimat. Sa tâche était plus facile maintenant que le royaume de l'empire traditionnelle, le corps des Janissaires, avait été éliminé sans pitié par le sultan Mahmud (1826).

Le successeur du sultan Mahmud II, Abdülmecid (1839-1861), encouragea Resid Pasa, qui entreprit une rénovation des institutions de base de l'Empire. Ses vues trouvèrent leur expression officielle dans une proclamation du sultan en 1839. Il fut plusieurs fois grand vizir dans les années qui suivirent. Lentement, un réseau d'institutions calquées sur la pratique de l'Europe vit le jour. Ainsi un comité consultatif, qui devait se transformer éventuellement en Conseil d'Etat, un nouveau système d'écoles entre le primaire et le primaire supérieur, un code criminel et un code commercial, une administration relativement centralisée du fisc virent le jour.

Beaucoup de ces jeunes gens s'opposèrent en Europe pour mener l'opposition contre Abdül Hamid. En 1908, leur mouvement triompha. Cependant ce succès n'était pas seulement dû aux aspirations de jeunes militaires. La Macedonia, l'une des parties les plus riches de l'Empire, avec une importante population musulmane établie sur ce sol depuis cinq siècles, était sur le point d'être arrachée à l'Empire. Les aspirations bulgares, grecques et serbes, le commencement d'un séparatisme albanais, effrayaient les notables macédoniens tout autant que les jeunes militaires.

Les Jeunes-Turcs au pouvoir semblèrent d'abord assez conservateurs. Ils gouvernèrent avec le « sultan Rouge » et ses ministres les plus fidèles. La Constitution de 1876 fut proclamée, le Parlement recommença à fonctionner. Le sultan ne fut détrôné qu'à la suite d'un rébellion de sous-officiers qui demandait un retour à un régime plus « islamique ».

La « deuxième période constitutionnelle », nom qui sert à caractériser en turc l'époque entre 1908 et la fin de la première guerre mondiale, fut une période de renouveau intellectuel remarquable. Le Parlement n'était souvent pas ce qu'il prétendait être. Les partis politiques étaient amorphes et éphémères. Le parti des Jeunes-Turcs ne devait sa prépondérance qu'à une intimidation systématique, et se continuait à sa base d'officiers et d'intellectuels. Néanmoins, cette première expérience suivie d'un régime à Parlement — il est difficile de donner un autre nom à cette expérience — fut fructueuse pour la Turquie. Toutes sortes d'idées furent lancées, examinées et discutées. Le sécularisme inauguré par le Tanzimat prit une extension nouvelle. Le socialisme fit une timide apparition. Les bases d'un nationalisme ottoman apparurent. Ce nationalisme était déjà assez turc pour que la transition d'un Etat multinational à une république turque se fit sans cassure fondamentale.

Le «sultan Rouge»

PENDANT, créer un Etat moderne avec un appareil administratif et fiscal centralisé suscitait de nouveaux problèmes. L'équilibre qui s'était établi autour de la structure de mosaïque de l'Empire était maintenant mis en cause. L'Etat « pénétrait » davantage et des privilèges longtemps considérés comme des droits étaient désormais atteints. Le fermage des taxes constituait un système abusif dont la modification, même partielle, touchait les notables. Le nouveau système n'était souvent pas appliqué. Le Tanzimat n'avait servi qu'à dire de ses détracteurs qu'ils enrichissaient la couche supérieure d'une nouvelle classe de fonctionnaires acquiescés à la réforme. Les petits fonctionnaires s'opposaient comme ils pouvaient. Les notables rétablirent leur influence sur les affaires locales par leur intermédiaire.

Some time, the Tanzimat n'était pas populaire dans les provinces. Dans certaines parties de l'Empire, des mouvements nationaux ou cet antagonisme de périphérie et du centre jouait souvent un rôle décisif, prenaient forme. Par le reste de l'Empire, un autre problème apparaissait: le système traditionnel avait établi une identité collective religieuse; maintenant, la nouvelle conception d'un citoyen devait être établie indépendamment de son appartenance religieuse.

Le Tanzimat avait aussi créé sa classe marginale de fonctionnaires. Ceux qui n'avaient pu se joindre au groupe d'officiels favorisés se désolidarisèrent de leurs collègues. Les jeunes de la génération du Tanzimat, qui s'étaient groupés dans les bureaux de la jeune presse ottomane, avaient encore d'autres motifs pour critiquer le clique du Tanzimat: ils considéraient les hommes d'Etat qui avaient pris le relais de Resid Pasa — Ali et Fuad Pasa — comme naïfs et excessifs dans leur zèle européiste. Toutes ces sources de mécontentement créèrent le premier mouvement d'opposition politique organisé du Tanzimat, celui des Jeunes Ottomans, qui s'éleva durant les dernières années du règne du sultan Abdül Aziz (1861-1871).

Le chef spirituel des Jeunes Ottomans, Namik Kemal, dut s'exiler en Europe (1867). Il essaya de propager en Turquie le constitutionnalisme, qu'il préconisait à travers le journal « Hürriyet » (Liberté), publié à Londres et distribué clandestinement en Turquie. Un coup d'Etat militaire renversa le sultan Abdül Aziz II. Une Constitution ottomane fut promulguée. Après le court règne du sultan Murad, qui était l'espoir des constitutionnalistes, le sultan Abdül Hamid II (1876-1909) accéda au trône. Il suspendit très vite la Constitution. Un long interlude succéda à la période d'effervescence des années 60 et 70. Cette époque fut connue comme celle du « sultan Rouge », l'épithète favorite employée pour Abdül Hamid. En réalité, le sultan semble avoir été l'un des grands incompis de l'histoire ottomane. Cette incompréhension est normale en raison du naturel méfiant, intrigant et pusillanime du sultan. Cependant, le système d'enseignement qui existait en Turquie aujourd'hui fut établi de son temps, l'organisation militaire fut refondue, le réseau de communications fut élargi et une politique de mobilisation sociale autour de nouveaux symboles de solidarité — le fameux « panslamanisme » du sultan — fut entrepris avec un modeste succès.

Il est vrai que la politique du sultan était pleine de contradictions internes qui mirent un terme

à son règne. Il ne pouvait anticiper les conséquences, néfastes pour son propre pouvoir, de certaines de ses innovations. Ainsi, c'est des écoles militaires créées durant son règne que partit la révolution « jeune turque ». Il avait espéré que les provinciaux cooptés dans le système militaire, grâce à des écoles fondées durant son règne, lui seraient fidèles. C'était trop demander dans un pays où se côtoyaient deux hiérarchies militaires parallèles, celle du palais, qui était aux ordres du sultan et à laquelle il octroyait ses largesses, et celle issue des écoles. L'avancement de cette dernière dépendait en théorie du succès aux concours mais, en pratique, des relations avec la hiérarchie du palais.

C'est dans ces circonstances que fut créé le Comité d'union et de progrès, la société secrète dont le premier rayonnement avait été établi à l'Ecole impériale de médecine mili-



La Banque Ottomane

a 93 agences en TURQUIE
dont 30 à Istanbul
18 à Ankara
9 à Izmir
et dans 25 autres
villes du pays

BANQUE OTTOMANE

Siège social :
Bankalar Caddesi, Karaköy, Istanbul
Téléphone : 45-40-30 - Télex : 22359 diro tr

TÜRKİYE ÖĞRETMENLER BANKASI T.A.Ş.

BANQUE D'AFFAIRES

Transactions internationales - Administrateurs de biens
Investissements internationaux et nationaux
Promoteur d'implantations de sociétés multinationales
Banque spécialisée dans le domaine de l'accréditif documentaire

Succursales dans toute la Turquie
 Correspondants dans le monde entier

TÜRKİYE ÖĞRETMENLER BANKASI T.A.Ş.

Direction générale : Atatürk Bulvarı N° 169
Boîte Postale 152 - Ankara Turquie

Adresse télégraphique
Öğretmenbankum Télex Ankara 42582 OGBM - TR



POUR VOS AFFAIRES
AVEC LA TURQUIE

Türkiye İş Bankası A.Ş.

Direction Générale : ANKARA
Direction Générale Département de l'Etranger : ISTANBUL

Banque fondée en 1924

Capital Ltqs : 40.000.000
Réserves Ltqs : 729.329.515
Dépôts Ltqs : 15.866.201.555

LA PLUS GRANDE BANQUE
COMMERCIALE DE LA TURQUIE

DU PARTI TURQUE AU MULTIPARTISME

(Suite de la page 21)

Les prix agricoles sont bloqués, ce qui mécontente les propriétaires terriens. En 1953, le coût de la vie a augmenté de 400 % entre 1938 et 1953. En 1945, le revenu par tête d'habitant est pratiquement égal à son niveau de 1929.

Le pouvoir politique est entre les mains de la bourgeoisie civile et militaire depuis le début de la république. Quant au pouvoir économique et au rôle des paysans, aux propriétaires et notables ruraux, qui perpétuent leur domination traditionnelle sur les masses paysannes, et aux milieux d'affaires qui gravitent autour du pouvoir politique.

Cependant, la coalition des forces sociales au pouvoir est en voie de désintégration. Les notables ruraux, qui n'ont jamais accédé volontiers à la réforme, redoutent en 1945 les velléités de réforme agraire. Leur emprise est totale sur les masses rurales, excédées de ne recevoir de l'Etat que les brimades d'une administration hâtive et aucune aide ni amélioration de leur sort. Les milieux d'affaires ne se contentent plus des possibilités de fortune offertes par le commerce et le népotisme ; ils veulent mettre fin à l'étatisme et déterminer eux-mêmes l'orientation de l'économie. Les salariés, victimes de l'inflation, les intellectuels et la jeu-

nesse universitaire, qui désirent une plus grande liberté d'expression, sont en faveur d'un changement.

La dynamique interne qui pousse au changement s'ajoute des circonstances extérieures. En mars 1945, la pression soviétique de ne pas renouveler le traité d'amitié de congrégation qui lie les deux pays depuis 1923, suivie d'une demande de participation à la défense. Détroués et de rectification des frontières, au détriment de la Turquie, produit un véritable traumatisme dans les cercles gouvernementaux et militaires. C'est ainsi que la diplomatie turque, qui se fonde sur le principe de bon voisinage avec l'U.R.S.S.

Le gouvernement turc résiste néanmoins seul pendant deux ans, de mars 1945 à mars 1947, aux pressions de Moscou. Mais le climat traumatisant créé par ces menaces ainsi que la dynamique sociale que nous avons déjà signalée se conjuguent pour inciter la Turquie à changer radicalement de politique et, à partir de la doctrine Truman, à proclamer le 12 mars 1947, à ses côtés des Etats-Unis avec une société de sécurité, le rôle de l'assistance militaire américaine entraîne derrière elle toute une série de réformes, dont la plus importante est la « totalitarisme communiste ».

« ...arrivés, au niveau de la civilisation contemporaine », c'est-à-dire occidentale. Dans cette optique, les masses ignorantes sont « réactionnaires » et les couches instruites sont « progressistes ».

C'est au nom de ces valeurs, véritable base de la légitimité républicaine, dont l'armée se considère comme gardienne, que le coup d'Etat militaire du 27 mai 1960 perpétre, avec le soutien de l'Intelligence et de la bourgeoisie d'affaires.

« ...le sein du « comité d'union nationale », qui dirige le pays

pendant un an et demi, la tendance favorable à la remise du pouvoir aux civils l'emporte sur les nostalgiques d'une dictature militaire, qui sont éliminés. Cette dernière tendance, qui a le soutien d'une partie de l'intelligence du parti, et le désespoir de la bureaucratie, du « centre », à identifier à la « périphérie », et à l'ériger en défenseur des intérêts des masses auprès de qui il est en rupture avec le Parti de la justice. Il condamne vigoureusement l'intervention des militaires du 12 mars 1971, et, lorsque le vieux chef, M. İnönü, décide que le P.R.P. participera au gouvernement de M. Nihat Erim, soutenu par les militaires, il démissionne de son poste de secrétaire général.

L'appareil du parti lui reste néanmoins fidèle, et lorsque en 1972, incapable de regagner le contrôle du parti, M. İnönü démissionne de la présidence, M. Ecevit est élu à sa place.

A partir de 1969, l'agitation gagne tous les secteurs de la société. Les ouvriers lancent des grèves sauvages et occupent les terres appartenant aux grands investisseurs privés. Les affaires sont en pleine expansion. Les exportations dépassent en 1973 le milliard de dollars, dont 40 % de produits industriels.

La Turquie est bel et bien entrée dans l'ère industrielle. Le processus capitaliste est en train de transformer radicalement ses structures. Il s'agit d'un développement sauvage, ce à la brève échéance, dans lequel les masses paysannes ont le coût de la croissance.

De grandes choses ont été réalisées en cinquante ans de république. Mais beaucoup d'efforts restent à faire pour atteindre cet objectif.



La Constitution de 1961

UNE assemblée constituante est chargée de préparer la nouvelle Constitution, soumise au référendum et adoptée en juillet 1961, avec 60 % des suffrages exprimés, ce qui indique que le consensus est loin d'être établi, surtout dans les campagnes, face au nouveau régime.

La nouvelle Constitution, qui remplace celle de 1924, est plus démocratique que la Turquie ait connue. Elle garantit les libertés publiques, accorde aux citoyens des droits économiques et sociaux, en chargeant l'Etat de l'obligation de les assurer.

Sur le plan des institutions, les bâtiments de guerre américains n'arrivent pas à obtenir le droit de faire escadre dans le port d'Alexandrette. La politique turque est décidément trop pro-arabe au goût de Washington. M. Demirel résiste aussi à M. Nixon, qui veut imposer à la Turquie l'interdiction de la culture du pavot dont vingt-cinq mille familles de paysans turcs ont fait leur affaire.

La principale formation d'opposition, le P.R.P., fait également beau jeu. A cause de son image bureaucratique qui date d'avant

des masses et l'agitation des étudiants révolutionnaires dans les universités. L'insurrection ouvrière d'Istanbul, en juin 1970, où des centaines de milliers d'ouvriers se battent contre les forces de l'ordre et l'armée, donne le glas du gouvernement Demirel, qui n'est plus en mesure de satisfaire la bourgeoisie. Washington a également condamné : il ne peut pas mettre fin aux manifestations anti-américaines dans le pays ; la VF flotte ne peut plus faire escale dans les ports turcs ; fait intolérable pour les Américains, en septembre 1970, lors des événements de Jordanie, les bâtiments de guerre américains n'arrivent pas à obtenir le droit de faire escale dans le port d'Alexandrette.

Le soulèvement d'octobre 1970 et l'attitude que l'armée adopte alors sont une grande déstabilisation pour les jeunes révolutionnaires, qui croient à la révolution nationale démocratique. En effet, l'armée brise la grève, établit l'état de siège, et les leaders ouvriers sont traduits devant les tribunaux militaires. L'armée a pris sa place aux côtés de la bourgeoisie industrielle.

L'ère industrielle

Aux élections générales qui ont lieu en octobre 1961, le P.R.P., logiquement le principal bénéficiaire des réformes, obtient 38 % des voix face au P.D. Le P.R.P. vient d'être créé comme héritier du P.D. dissous, et qui recueille 35 % des voix. Les sondages précédents de ces résultats, acceptent finalement la formation d'un gouvernement de coalition sous la direction d'İsmet İnönü. Appuyé par le général Cemal, président du Comité d'union nationale, est élu chef de l'Etat, après le retrait du candidat du Parti de la justice, sous la pression des militaires. Entre le 12 mars 1961 et le 12 mars 1971, M. İnönü gouverne avec beaucoup de difficultés, formant trois cabinets successifs.

Sur le plan intérieur, la question de l'amnistie des anciens dirigeants du parti démocrate, des deux tentatives de coup d'Etat militaire, la remise en ordre de l'économie avec le lancement du premier plan quinquennal en 1962, occupent cette période. A l'extérieur, le P.R.P. est en rupture avec les relations avec l'U.R.S.S., constituées des faits marquants. Début 1965, le Parti de la justice se sent assez fort pour mettre fin à l'interdiction de la culture du pavot. Le P.R.P. est en rupture avec les militaires. Son succès est dû à l'ancien chef de l'Etat, Demirel, reçoit, en outre, le feu vert non déguisé de Washington. inquiet du rapprochement turco-soviétique. Le dernier cabinet İnönü est renversé en février 1966 à l'occasion d'un vote budgétaire. Un gouvernement de transition, dans lequel M. Demirel est vice-président du conseil, conduit le pays aux élections générales d'octobre. Le Parti de la justice les emporte avec 53 % des voix et obtient la majorité absolue au Parlement. Il renouvellera ses succès en octobre 1969, avec toutefois seulement 46 % des suffrages.

Les années 60 sont marquées par de remarquables développements à tous les niveaux de la société turque. Le syndicalisme ouvrier obtient des droits importants. Le mouvement socialiste se développe, avec la création du Parti ouvrier de Turquie (POT), mouvement marxiste mais respectueux du parlementarisme.

Les deux grands partis suscitent l'évolution qui transforme la société en profondeur. Le P.J., dirigé par M. Demirel, ingénieur d'origine paysanne qui a fait des études aux Etats-Unis, se transforme peu à peu en parti libéral-conservateur, en éliminant son aile d'extrême droite religieuse. Les gouvernements Demirel poursuivent la politique que préconise la bourgeoisie industrielle : concentration des ressources dans l'industrie et en provenance de l'agriculture. Lorsqu'il devient évident que le P.J. ne représente plus les intérêts des notables terriens, qui ne sont pas capables de défendre le processus capitaliste, l'aile droite du parti fait scission et crée le Parti démocratique. Ce parti affaiblit le P.J. sur le plan parlementaire.

Plus, les élites civiles et la bureaucratie, qui ont le soutien des forces sociales dominantes en Turquie, ont une chance d'être rétabli après les élections d'octobre, mais une démocratie aussi bien économique, sociale et culturelle que politique, est certainement la seule solution pour atteindre cet objectif.

L'arrivée des démocrates

C'EST dans ce contexte que l'opposition au pouvoir du parti unique s'organise en Turquie, sous l'impulsion de MM. Celâl Bayar et Adnan Menderes. M. Bayar, premier ministre sous Atatürk, est un banquier proche des milieux d'affaires ; M. Menderes est un journaliste. L'opposition, qui se cristallise d'abord autour du refus de la réforme agraire, fait ensuite campagne pour la démocratisation du régime. Elle est soutenue à la fois par tous les secteurs de la société. Le parti démocrate (P.D.) est créé en janvier 1946. Les premières élections multipartites ont lieu en juillet de la même année, ce qui donne l'opposition au pouvoir.

Corée, pour démontrer aux Américains que le soldat turc, « le meilleur du monde », constitue le socle du régime turc. Le P.D. n'a pas l'impression de s'être imposé. Les quatre premières années du pouvoir démocrate sont euphoriques. Tous les secteurs de la société sont satisfaits. Le P.D. remporte triomphalement les élections de 1954. C'est l'apogée de son succès. Le profil déjà à l'horizon. La disparition des ressources, des investissements peu rentables, l'ouverture du marché aux produits de l'économie soviétique, l'Amérique — libre entreprise oblige — qui épuise les réserves en devises, surtout l'inflation galopante mettent le régime démocratique en crise. C'est ainsi que le gouvernement Menderes multiplie les restrictions aux libertés publiques, emprisonne les intellectuels et les journalistes, coupe l'Herbe sous les pieds de l'opposition.

Ces efforts, dont la plupart consistent des initiatives au kémalisme, ne suffisent pas à changer le cours des événements. Les élections de mai 1950 mettent fin au pouvoir du P.R.P., qui dure depuis vingt-sept ans. M. Celâl Bayar devient président de la République et M. Menderes son premier ministre. Le gouvernement du P.D. poursuivra, en les accentuant, les mesures que son prédécesseur avait commencé à adopter : priorité à l'initiative privée, libéralisation du commerce extérieur, qui satisfait les importateurs ; subvention des crédits à l'agriculture, qui profitent surtout aux gros producteurs ; privilèges accordés aux capitaux étrangers. En politique extérieure, la Turquie donne maintes preuves de sa fidélité à l'Occident, notamment en envoyant des troupes en

Tout en étant sans chance à l'opposition, M. İnönü adopte une série de mesures dans l'espoir de couper l'Herbe sous les pieds de l'opposition.

Ces efforts, dont la plupart consistent des initiatives au kémalisme, ne suffisent pas à changer le cours des événements. Les élections de mai 1950 mettent fin au pouvoir du P.R.P., qui dure depuis vingt-sept ans. M. Celâl Bayar devient président de la République et M. Menderes son premier ministre. Le gouvernement du P.D. poursuivra, en les accentuant, les mesures que son prédécesseur avait commencé à adopter : priorité à l'initiative privée, libéralisation du commerce extérieur, qui satisfait les importateurs ; subvention des crédits à l'agriculture, qui profitent surtout aux gros producteurs ; privilèges accordés aux capitaux étrangers.

« ...arrivés, au niveau de la civilisation contemporaine », c'est-à-dire occidentale. Dans cette optique, les masses ignorantes sont « réactionnaires » et les couches instruites sont « progressistes ».

« ...arrivés, au niveau de la civilisation contemporaine », c'est-à-dire occidentale. Dans cette optique, les masses ignorantes sont « réactionnaires » et les couches instruites sont « progressistes ».

Les «élites civiles» et la bureaucratie

À la fin de la période 1945-1960 marque en Turquie la fin de la société précapitaliste, dans laquelle les forces dominantes étaient une bureaucratie perpétuant la tradition patrimoniale de l'Empire ottoman et les notables terriens exerçant leur domination sur les campagnes où prévalaient des structures socio-économiques de type féodal. Or, en 1960, deux nouveaux éléments doivent être ajoutés au tableau : d'abord, au sein des classes dominantes, qui ont acquis le pouvoir politique en 1960, débute la bureaucratie, la bourgeoisie du commerce et de l'industrie devient de plus en plus forte.

Ensuite, le multipartisme ouvre la voie à la participation des masses à la vie politique. Certes, la société n'a pas fondamentalement changé : une minorité accapare les ressources du pays, tandis que les masses subissent sa loi. Certes aussi, le résultat le plus tangible du multipartisme est l'arrivée au pouvoir politique d'«élites civiles» ou socio-économiques qui détrônent les «élites» bureaucratiques. Mais alors que ces dernières font partie de l'appareil d'Etat, ou, si l'on veut, du «centre» de l'économie, les élites socio-économiques appartiennent à la «périphérie», surtout dans le cas des notables terriens, qui partagent les mêmes valeurs avec les paysans qu'ils exploitent. De plus, les élites civiles sont obligées, jusqu'à un certain degré, de prendre en compte les intérêts et les aspirations des masses afin d'obtenir leurs suffrages. Sous leur pouvoir, les masses ont malgré tout plus de possibilités de se faire entendre, et donc d'influer sur la domination politique de la bureaucratie.

C'est pourquoi, dans les conditions spécifiques de la société turque, les «élites civiles», tout en exploitant les masses, jouent un

« ...arrivés, au niveau de la civilisation contemporaine », c'est-à-dire occidentale. Dans cette optique, les masses ignorantes sont « réactionnaires » et les couches instruites sont « progressistes ».

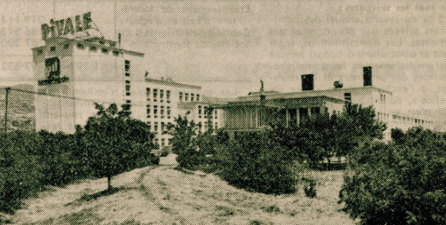
« ...arrivés, au niveau de la civilisation contemporaine », c'est-à-dire occidentale. Dans cette optique, les masses ignorantes sont « réactionnaires » et les couches instruites sont « progressistes ».



LA MARQUE DE QUALITE DANS L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Depuis une cinquantaine d'années, nous produisons des pâtes alimentaires de la meilleure qualité. Aujourd'hui, notre but est d'offrir à notre clientèle une gamme de plus en plus large de produits :

- Pâtes (17 sortes)
- Farine de blé
- Semoule
- Soupes en poudre (7 sortes)
- Farine de riz
- Fécule de maïs
- Fécule de blé
- Farine de lentilles
- Bulgur (blé concassé)
- Épices diverses



MAKTAŞ MAKARNACILIK VE TICARET T.A.Ş.
1644 Sok. No:6 Bayraklı - Izmir Türkiye. Tél. : 52191 piya tr

Distributeur général en Turquie ANFA Anadolu Gıda ve İçecek Endüstrisi A.Ş. Hırtçay Maddeleni Pazarması ve Sanayi A.Ş. Gazi Bulvarı 10/4 Izmir Turquie Tél. : 24858	Distributeur général en Allemagne Fédérale Liebig-Industrie-AG Albenansmittel-Vertriebs GmbH Obergasse 1 637 Oberursel/TS Allemagne fédérale	Distributeur général en Grande Bretagne K.A. Shahn Ltd. 85 A Moray Road Londres N. 4 Angleterre
---	---	---

LE PROGRAMME DES DEUX GRANDS PARTIS

Pour une société plus prospère, plus heureuse et plus juste

Par SULEIMAN DEMIREL, président du Parti de la justice



La Turquie est à la veille d'élections législatives qui vont lui permettre d'entamer une crise qui durait depuis 1971 et de faire un nouveau pas dans le sens de la démocratie.

Subissant naturellement les effets de la rapide et profonde mutation que connaît le monde occidental, la Turquie, encore au stade de transition entre la société agricole et la société industrielle, éprouve également les conséquences de ce changement de structure.

Dure est donc la tâche de l'homme politique turc s'il veut résoudre les problèmes engendrés par ce changement sans violer les règles du régime démocratique. D'autant plus que comme partout dans le monde, la société comporte des éléments qui s'efforcent plus de détruire la civilisation que de la rénover, considérant l'homme comme un objet et non comme une finalité.

Le Parti de la justice, durant toute la période où il a assumé les responsabilités gouvernementales — 1965 à 1971 — ne s'est jamais écarté de cette voie démocratique, déployant tous ses efforts pour assurer le développement économique et social du pays en restant toujours dans le respect des institutions, alors que certains groupes d'opposition tentaient de toutes leurs forces de la pousser à sortir de la légalité.

Ces groupes d'opposition étaient d'ailleurs bien hétérogènes et, si les uns étaient convaincus que le développement est possible dans le cadre de la démocratie, accusant pourtant notre parti d'incapacité, les autres, ayant perdu tout espoir de représenter légalement le peuple, tentaient de s'imposer à celui-ci par la voie révolutionnaire en commettant des actes d'anarchie et de terrorisme.

Deux années de régime factice

C'est dans ce contexte que le Parti de la justice a quitté le gouvernement en mars 1971. S'est instauré ensuite un régime factice avec des gouvernements d'exception qui n'ayant pas d'assises populaires, de compte à rendre à personne, ont très vite été considérés comme irresponsables par le peuple, ce qui eut pour conséquence de consolider notre raison d'être. Ce

régime particulier, qui a dure deux ans avec des gouvernements d'exception et dans des conditions d'exception, loin de mettre fin à l'instabilité politique, économique et sociale, a vu au contraire s'intensifier le désordre, lequel risquait plus particulièrement, lors de l'élection présidentielle en mars dernier, de se transformer en une véritable crise de régime.

Enraciner les traditions démocratiques

TOUT cela metait en évidence que ce qui était visé par les extrémistes, ce n'était pas le départ du Parti de la justice mais bien la suppression du régime démocratique lui-même. Quant aux accusations portées par les autres opposants, selon lesquelles notre parti était incapable d'assurer le développement économique et le fonctionnement du système politique, elles étaient démenties par les faits. En effet, pendant les années de son gouvernement, le Parti de la justice a pu plus que doubler le revenu national, tripler le budget de l'Etat, tripler le montant des investissements publics, créer autant d'écoles et électrifier douze fois plus de villages que durant les quarante années précédentes, construire cinq fois plus de routes rurales et réaliser pour les villages trois fois plus d'adductions d'eau potable que ses prédécesseurs durant une période équivalente, et tout cela en ne sacrifiant jamais les libertés publiques et les droits de l'homme et en maintenant les prix dans une relative stabilité.

Les grandes décisions d'ordre économique et social que notre parti a mises en œuvre durant les deux dernières années de son pouvoir se sont réalisées, malgré l'instabilité politique qui régnait alors dans le pays, décisives pour le redressement national. Si bien qu'aujourd'hui la Turquie est parvenue au stade de décollage économique, ses produits industriels représentant une part toujours plus importante de ses exportations et ses réserves de devises s'élevaient à plus de 2 milliards de dollars.

Aujourd'hui la Turquie vit une période très importante de son histoire et d'énormes possibilités s'ouvrent devant elle. Un grand progrès a déjà été accompli grâce aux efforts saluaires déployés par la nation et par son Parlement dans leur volonté de défendre les institutions démocratiques. Les foyers d'anarchie et de terrorisme ont été en grande partie neutralisés et des mesures législatives ont été prises afin d'éviter qu'à l'avenir certains éléments extrémistes puissent user des libertés en vue de supprimer la liberté. La discussion de demain n'aura donc pas pour objet le régime mais se fera dans le régime.

A qui appartient la souveraineté, qui gouvernera qui, comment et par quels moyens ? Cela est parfaitement compris par tout le monde. Et le peuple turc, à ce stade historique de sa vie politique, élira le parti qui s'est réellement identifié à lui, c'est-à-dire le nôtre. Nous connaissons ses aspirations et savons comment et par quels moyens nous pourrions les satisfaire. Les services que nous devons lui rendre sont innombrables. Je me bornerai à en souligner certains quelques-uns :

— Rétablir, enraciner dans nos mœurs et dans notre mode de vie les institutions démocratiques basées sur les droits de l'homme dans le respect du principe d'égalité et de justice sociale en vue de créer une société dans laquelle l'homme ne soit pas un objet mais une finalité ;

— Assurer le développement, économique de la façon la plus harmonieuse possible en utilisant les fruits de la croissance économique dans l'établissement de la justice sociale, pour diminuer dans une large mesure les disparités existant entre les hommes et entre les régions ;

— Assurer le développement du secteur primaire et faire en sorte que la population rurale ne soit plus défavorisée. Chaque année devront ainsi être réalisés : 7 000 kilomètres de routes rurales, quatre mille adductions d'eau potable

et mille cinq cents projets d'électrification. Un « plan vert » sera appliqué pour moderniser le plus rapidement possible l'agriculture et permettre aux paysans de doubler leurs revenus d'ici quatre ans ;

— Les richesses du sous-sol seront explorées et exploitées, la recherche pétrolière sera intensifiée. De grands complexes industriels pour la mise en valeur des ressources minières et pour la transformation des produits agricoles seront créés avec la participation et l'intéressement des travailleurs.

Entrer dans la C.E.E. à part entière

NOUS voulons pour le peuple turc que, dans un proche avenir, la question du niveau de vie soit résolue au profit de celle du mode de vie.

Nos préoccupations vont également et en priorité aux domaines de l'enseignement, du logement, de la sécurité sociale et de la santé. Obtenir que la scolarisation soit assurée à 100 % en 1977, que l'ensemble des travailleurs puissent dans quelques années bénéficier de la sécurité sociale, tels sont quelques-uns de nos objectifs.

Sera également appliqué un plan national de la jeunesse visant à offrir à nos jeunes, et spécialement à ceux des classes défavorisées, davantage de facilités d'éducation, de loisirs, et surtout l'assurance d'un emploi.

Une attention toute particulière sera accordée à la protection et à la mise en valeur de l'environnement ainsi qu'à notre industrie touristique, dont les revenus devraient d'ici cinq ans passer de 150 à 500 millions de dollars.

Notre volonté est que la Turquie puisse, par la mise en œuvre de ces plans de réformes, être admise très rapidement au sein du Marché commun comme membre à part entière, le plus sûr moyen et la confirmation de son intégration politique et économique à la communauté occidentale.

Nous sommes persuadés que le peuple ne manquera pas le 14 octobre de nous accorder la confiance qu'il n'a jamais cessé de nous témoigner. Il nous apprendra alors de répondre à ses vœux pour la réalisation d'une Turquie plus prospère, plus heureuse et plus juste.

BANQUE DES PROVINCES "ILLER BANKASI"

Les fonctions et objectifs de la Banque Iller sont les suivants :

- Aider à résoudre les problèmes de reconstruction qui se posent aux administrations locales (provinces, municipalités, entités juridiques rurales) ;
- Procéder, que ce soit directement ou par l'intermédiaire de contractants à son nom ou encore en ouvrant des crédits, à la construction d'immeubles de services publics, bureaux, édifices, et à la réalisation de plans et études pour l'implantation, la reconstruction et l'aménagement de villes, provinces, et villages ;
- Effectuer, sur la demande des établissements créés au moyen des crédits consentis par la banque, le contrôle et la supervision de ces derniers ;
- Effectuer la vente, la location et l'entretien des équipements et machines nécessaires aux administrations associées ;
- Eventuellement se charger de l'assurance des biens mobiliers ou immobiliers des administrations associées ;
- Procéder à tous les services bancaires prévus dans son texte constitutionnel ;
- Subventionner les bourses de ses propres étudiants ou de ceux des administrations locales ;
- Envoyer des employés à l'étranger pour un apprentissage sur place.

Les ressources financières de la banque sont les suivantes :

- 5 % du revenu annuel des administrations privées des provinces et des municipalités. Les administrations, organisations et associations à budget annexé qui sont en liaison avec les administrations privées des provinces et les municipalités, à l'exclusion de la taxe sur le bénéfice, sont 5 % de ce revenu net qui n'est pas transféré au budget des administrations avec lesquelles elles sont en rapport ;
- 3 % prélevés par les administrations privées sur les 35 % provenant du montant des taxes sur les propriétés immobilières, perçus par les administrations locales, sous la couverture des parts du capital des autorités rurales.
- Il est à noter que 35 % du revenu net de la banque constituent la « part du capital des autorités rurales ».
- Aides de toutes sortes provenant du budget général ou de toute autre source ;
- Toutes sommes d'argent et autres biens qui peuvent s'ajouter au capital de la banque par suite de la mise en vigueur de nouvelles lois spéciales.
- A l'heure actuelle, le capital libéré est donc très proche du capital nominal. Une nouvelle proposition de loi a été soumise au Parlement pour permettre à la banque de porter son capital à 2 milliards de livres turques et autoriser le gouvernement à doubler ce capital pour faciliter l'exercice normal de la

La Banque Iller ou banque des provinces est une des importantes institutions données à la Turquie du « Grand Ataturk » par les gouvernements républicains. Elle a un capital de 1,2 milliard de livres turques et son histoire porte sur quarante années de succès.

Les nombreuses attributions de la Banque Iller visent à promouvoir l'économie régionale de la Turquie par un système d'assistance financière et technique sous l'égide du gouvernement. Les fonds dont elle dispose sont alimentés par les apports sur une base mutuelle des intéressés eux-mêmes, par des crédits bancaires traditionnels et par l'Etat.

programmé en accord avec le gouvernement central, à la lumière du plan quinquennal. Sur la période totale du plan, qui couvre dix ans et qui a commencé en 1963, au cours des cinq premières années, un montant global de 1 227 371 000 livres turques a été investi et, au cours de la deuxième période, 2 284 723 000 livres turques. Une idée des travaux annuels de la Banque Iller ressort du tableau ci-dessous pour les programmes de 1972 :

Secteur	Nombre d'établissements de reconstruction	Investissements planifiés en millions de livres turques	Nombre d'établissements achevés	Au cours de l'année	
				Dépenses effectuées (en millions L.t.)	Estimations (en millions L.t.)
Cartographie	269	14 000	98	13 308	14 027
Plans de villes	261	6 403	52	5 073	6 091
Projets d'alimentation en eau	120	—	46	—	—
Projets d'égoûts	32	—	12	—	—
Projets relatifs aux installations électriques	115	—	80	—	—
Etablissement de fourniture d'eau et d'égoûts	204	219 114	47	219 304	255 456
Centrales électriques	258	186 515	72	195 764	207 074
Sociétés de construction	133	67 300	39	68 665	68 665
	1 392	493 332	446	502 114	551 313

Les autorités locales n'incluent pas dans leurs programmes les investissements importants qu'elles ne peuvent financer à l'aide de leurs propres ressources. Elles s'adressent à la Banque Iller. Les autorités locales ne font pas ce genre de demande, uniquement par suite du manque de financement. En général, en Turquie — à l'exception des municipalités de quelques grandes villes — il n'y a actuellement aucune municipalité disposant du personnel technique capable de maintenir les infrastructures, et les établissements publics. La Banque Iller couvre ce genre de besoins également au cours des années à venir.

Pour les investissements relatifs au programme de 1973, 819 millions de livres turques sont financés en majeure partie par les propres ressources de la banque. Un complément de 455 millions de livres turques est financé par le Trésor public.

Les autorités locales n'incluent pas dans leurs programmes les investissements importants qu'elles ne peuvent financer à l'aide de leurs propres ressources. Elles s'adressent à la Banque Iller. Les autorités locales ne font pas ce genre de demande, uniquement par suite du manque de financement. En général, en Turquie — à l'exception des municipalités de quelques grandes villes — il n'y a actuellement aucune municipalité disposant du personnel technique capable de maintenir les infrastructures, et les établissements publics. La Banque Iller couvre ce genre de besoins également au cours des années à venir.

urbaine, qui est actuellement de 38 %, passera en 1995 à 75 % de la population totale. La population urbaine atteindrait donc quarante-neuf millions, soit trente-deux millions de plus que la population actuelle. Les besoins d'investissements qui se feraient jour pour le financement des équipements collectifs porteraient sur environ 100 milliards de livres turques. Si nous ajoutons les dépenses nécessaires à l'amélioration du niveau de vie et pour les rénovations, les besoins annuels seraient de 5 milliards de livres turques pendant la période de vingt-deux ans allant jusqu'en 1995.

C'est pourquoi il est indispensable que les municipalités des grandes villes se procurent des revenus en dehors de la Banque Iller pour résoudre les problèmes importants et coûteux d'infrastructure. La Banque Iller les aide également dans ces domaines.

Justiciable, la Banque Iller n'a connu aucune difficulté quant au remboursement des crédits transférés par des organismes financiers intérieurs et extérieurs aux administrations locales de la Turquie. Ces transferts ont été effectués par l'intermédiaire de la Banque Iller, en temps voulu et avec régularité. Actuellement, il y a en Turquie soixante-sept administrations privées de province, mille six cent vingt-six municipalités et trente-cinq mille cent soixante-dix villages. Si nous ne tenons pas compte des unions provinciales, des administrations et des administrations ou organisations à budget annexé qui en dépendent, le nombre de partenaires de la Banque Iller est de trente-six mille huit cent soixante-trois ; le nombre des municipalités à la fin de 1972 est de mille cinq cent soixante et onze et le nombre d'ouvrages terminés durant la première période apparaît dans le tableau ci-dessous :

Coûts	Total
Formation de techniciens électriciens	916
Techniciens mécaniciens	377
Cours de formation sanitaire et d'environnement	392
Comptabilité	612
Total	2 297

L'Assemblée générale, organe administratif supérieur de la banque, se réunit une fois l'an. Le président de l'Assemblée est le ministre de la reconstruction et de la population.

L'organe administratif qui suit l'Assemblée est le directeur général d'administration. Il est composé de quatre membres. Le directeur général est en même temps président du conseil d'administration de la Banque Iller ne distribue pas de participations aux bénéficiaires.

Les bénéfices ressortant du bilan sont répartis comme suit :

- 10 % de réserve ;
- 5 % de réserve extraordinaire ;
- 35 % représentant les parts de capital des zones rurales ;
- 50 % pris en compte aux noms des entités juridiques rurales qui ont aidé à accroître les revenus des villages considérés.

Le nombre de personnes diplômées depuis 1961, à la suite de ces cours, ressort du tableau ci-dessous :

Nombre de municipalités à la fin de 1972	Nombre de municipalités dont les ouvrages ont été finis dans la première période
Cartographie	1 571
Plans urbains	1 571
Réseaux électriques	1 571
Réseaux d'alimentation en eau	869

Comme la banque n'a pas d'administration, il est composé de quatre membres. Le directeur général est en même temps président du conseil d'administration de la Banque Iller ne distribue pas de participations aux bénéficiaires. Les bénéfices ressortant du bilan sont répartis comme suit :

- 10 % de réserve ;
- 5 % de réserve extraordinaire ;
- 35 % représentant les parts de capital des zones rurales ;
- 50 % pris en compte aux noms des entités juridiques rurales qui ont aidé à accroître les revenus des villages considérés.

AVANT LES ÉLECTIONS DU 14 OCTOBRE

Démocratie élargie, développement accéléré et justice sociale



Par BULENT ECEVİT, président du Parti républicain du peuple

DANS son manifeste électoral de 234 pages, intitulé *Vers des jours heureux*, le Parti républicain du peuple (P.R.P.) a exposé sa conception d'une « démocratie élargie », visant à une participation plus directe du peuple au gouvernement.

« Notre époque étant celle de l'éducation et de la communication de masse, dit le manifeste, les gens sont bien plus aptes qu'autrefois à saisir et à évaluer les phénomènes sociaux et économiques et ne se contentent plus des anciens modèles de démocratie par délégation de pouvoirs. Ils souhaitent exercer leur volonté de façon plus efficace. Une des causes de la crise contemporaine que traverse la démocratie est l'impossibilité ou les tentatives de démocratie par délégation de pouvoirs. »

La puissance politique est proportionnelle à la puissance économique.

Si la puissance économique est concentrée de façon excessive dans l'administration de l'Etat, le peuple ne peut échapper à l'asservissement par l'Etat. Par contre, si la puissance économique est confiée par les milieux d'affaires privés, le peuple risque d'être exploité et jugulé par le grand capital.

Afin d'éviter ces deux écueils et d'assurer l'autorité politique suprême du peuple, le Parti républicain du peuple propose un nouveau système d'économie au moyen duquel les travailleurs deviendront la puissance économique dominante — en raison non seulement de la main-d'œuvre qu'ils fournissent mais aussi des réalisations économiques qu'ils entreprennent en commun. Aussi un secteur nommé « secteur du peuple » sera créé au sein de l'économie, indépendamment du secteur de l'Etat et du secteur privé, qui continuera à fonctionner. Le « secteur du peuple » sera composé d'entreprises fondées par des coopératives, agricoles et autres, des syndicats ouvriers, des associations de fonctionnaires de l'administration et par les organismes de sécurité sociale, qui seront placés sous le contrôle direct de leurs bénéficiaires, des entreprises établies par les travailleurs migrants à l'étranger, désireux de placer leurs fonds en Turquie, ferozement également du « secteur du peuple ».

Le système de crédit bancaire et les encouragements de l'Etat à l'épargne seront orientés de façon à donner la priorité à ce secteur et à activer son expansion.

Le Parti républicain du peuple rejette l'hypothèse selon laquelle le pays aurait à choisir de façon claire et nette entre l'agriculture et l'industrie. Il faudrait, bien entendu, donner un élan accru à l'industrialisation. Mais, dans le cas d'un pays comme la Turquie, qui dépend en grande partie de la production agricole pour l'accumulation de capitaux à investir, l'industrialisation ne peut être accélérée aux dépens de l'agriculture. A l'intérieur d'un système de distribution équitable des terres sous la forme de la propriété individuelle, l'agriculture devrait être modernisée et la productivité augmentée de façon à assurer une base plus solide à l'industrialisation. De nouveaux organismes ruraux devront être institués sous l'appellation de « communes villageoises », qui feront office de centres de service pour les populations paysannes, dans le but d'accélérer ce processus. Ces communes procureront aussi les conditions techniques et matérielles favorables à l'industrialisation rurale au moyen des investissements de coopératives agricoles. On réduira ainsi les frais inhérents aux prestations de service public, à l'industrialisation et à l'urbanisation du pays; les problèmes de l'environnement diminueront et une distribution équilibrée de l'industrie sera assurée dans le pays tout entier. Ces avantages permettront également à la nation d'accomplir une transition plus saine et plus rapide vers une société moderne.

L'administration bureaucratique qui sévit actuellement dans les entreprises régies par l'Etat sera remplacée par un système efficace et démocratique d'autogestion. Ces entreprises seront ainsi libérées du joug de pressions et d'interventions politiques paralyisantes.

Des bases démocratiques plus solides

LES domaines ouverts à l'entreprise privée ne seront nullement réduits, sauf en ce qui concerne les mines et le pétrole, mais les entreprises étatisées devront avoir toute licence pour coexister avec les entreprises privées et les concu-

rener dans tous les secteurs de l'économie. Elles devront, toutefois, donner la priorité à l'industrie lourde et à l'armement.

En résumé, le manifeste électoral du Parti républicain du peuple propose un prototype de développement visant à combiner une croissance économique accélérée avec une justice sociale accrue et une démocratie « élargie » et plus saine. Le Parti républicain du peuple n'accepte pas l'analyse selon laquelle la Turquie devrait remettre à plus tard la justice sociale ou sacrifier la démocratie afin de hâter sa croissance économique. Bien au contraire, en sauvegardant les paysans de l'exploitation et en leur permettant de pratiquer des méthodes d'agriculture moderne, le « marketing » direct et les investissements industriels, en mettant à profit toutes les possibilités des entreprises étatisées par l'attribution aux travailleurs et aux cadres de responsabilités accrues et de droits d'initiative plus étendus, et en incluant la masse des travailleurs à augmenter leur épargne et à la rassembler dans des entreprises industrielles communes, la croissance économique et l'industrialisation seront favorisées, tandis que la justice sociale se réalisera à un niveau bien plus élevé. Conjointement, l'amélioration de la situation économique augmentera la puissance politique du peuple et ménagera à la démocratie des bases plus solides.

La participation du peuple à l'administration deviendra plus effective au moyen de l'autogestion dans le secteur de l'Etat, de la représentation des coopératives agricoles dans tous les organismes de l'Etat relevant de l'agriculture, et d'une administration locale plus décentralisée au sein de laquelle les nouveaux centres ruraux, où les coopératives agricoles sont destinées à jouer un rôle important, seront un élément de dynamisme.

L'administration du Parti républicain du peuple supprimera toutes les entraves imposées aux droits et aux libertés démocratiques depuis le 12 mars 1971. La liberté totale d'opinion et d'expression sera instaurée. Ces mesures démocratiques s'accompagneront d'une amnistie générale.

La Turquie ne peut espérer conserver sa position au sein de la communauté occidentale des nations démocratiques si elle ne pratique pas une démocratie absolue. Les partis politiques qui prétendent que la Turquie ne peut se permettre toutes

les libertés dont disposent les démocraties occidentales, en raison d'une situation géographique délicate, sont dans l'erreur. Au contraire, l'isolement de la Turquie, qui résultera inévitablement de la perte des droits et des libertés démocratiques, exposerait la nation à de graves dangers extérieurs.


Le Parti républicain du peuple considère que la démocratie et la liberté sont les conditions préalables non seulement d'une société humanitaire et avancée, mais aussi de l'indépendance de la Turquie et de sa sécurité.

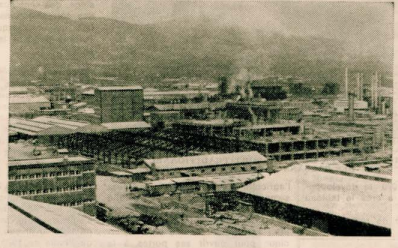
Des concessions excessives à la C.E.E.

LES récents développements internationaux et le rapprochement opéré entre les grandes puissances ont augmenté pour la Turquie l'opportunité de liens plus étroits et d'une solidarité plus grande avec l'Europe de l'Ouest. Par conséquent, l'importance de l'intégration à la Communauté économique européenne comporte une signification politique aussi bien qu'économique. Le Parti républicain du peuple s'inquiète, toutefois, des concessions économiques excessives accordées par la Turquie sans que les mesures nécessaires aient été prises pour renforcer son industrie et son agriculture. Les concessions obtenues par la Turquie, par contre, font piètre figure en comparaison de quelques-unes des concessions imparties à certains pays non associés. Le Turc devrait persévérer dans ses efforts vers l'intégration, mais elle doit prendre garde que la Communauté économique européenne ne devienne pas un fardeau pour son économie et qu'elle-même ne devienne pas un fardeau pour la C.E.E.

En ce qui concerne les questions de défense, la Turquie devrait, tout en se conformant à ses alliances, développer sa propre stratégie nationale de défense, concurrentiellement aux arrangements pour la sécurité collective.

Le Parti républicain du peuple a la conviction que, grâce au nouveau système économique, social et politique qu'il établit, toutes les formes d'exploitation prendront fin, le développement du pays sera plus fermement installé, le développement du pays accéléré et que, en fin de compte, une société plus saine, plus libre et plus indépendante verra le jour.






Pays en voie de développement continu, la Turquie s'est engagée depuis 1963 dans des investissements considérables intéressants divers secteurs industriels. Ainsi l'industrie de la pétrochimie a commencé en 1965 avec la création de PETKIM PETROKIMYA. A.S. à installé son premier complexe pétrochimique à Yarmouk-Izmit. La plupart des unités de ce complexe ont été mises en route en 1970. Le coût total du projet sera de 3,2 milliards de livres turques (230 millions de dollars U.S.). Les investissements à la fin de l'année 1972 ont atteint le chiffre de 2,3 milliards de livres turques.

Le tableau suivant indique les produits fabriqués sous licence avec les capacités de production et la date de la mise en route des opérations pour chaque produit. (Capacité annuelle exprimée en milliers de tonnes)

Unités de production	Expansion		Débiteurs de brevets	Calendrier des opérations	
	Début	Total		Début	Expansion
Ethylène	30	30	Stone and Webster	1970	1973
PE (polyéthylène)	12	15	BP	1970	1973
PVC	27	27	ICI	1970	1973
FVC	26	26	ICI-Solvay/Solvay	1970	1974
Chlore-alcali	18	18	ICI-Solvay/Solvay	1970	1974
DBB (dodécyl benzène)	16	16	OLIN CHEMICALS	1970	1974
Noir de carbone	15	15	UOP-CONOCO	1972	1974
SUIVRE	15	15	Phillips Petroleum	1972	1974
PS (polystyrène)	15	15	UOP	1974	—
Caprolactame	25	25	Costen	1974	—
Extraction de butadiène	32,4	32,4	Inventa EMS	1974	—
SBR (caoutchouc)	32,4	32,4	Shell	1974	—
CBR (caoutchouc)	13,5	13,5	Polymer	1974	—
			Polymer	1974	—

PETKIM PETROKIMYA A.S. a pour mission de fournir les matières premières aux fabricants de produits pétrochimiques. En Turquie, la demande des produits pétrochimiques est en rapide augmentation. Le premier complexe pétrochimique s'est avéré insuffisant pour satisfaire la demande nationale. Un second complexe pétrochimique est en voie d'établissement pour subvenir aux besoins du marché turc.



PETKIM PETROKIMYA A. S.



**PARTOUT EN TURQUIE...
COUVRE LE MONDE ENTIER**

Sûre, efficace et rapide

Assure tous services bancaires et commerciaux dans tous pays par ses 370 correspondants à travers le monde





ÉCONOMIE

De la société agricole

Un nouveau monde sous les minarets

L'HISTOIRE des cinquante premières années de la République turque est celle des luttes pour le développement d'une société dont l'industrialisation et le redressement avaient été retardés. Le jeune Mustafa Kemal avait réuni un congrès économique à Izmir, avant même que le traité de Lausanne ne marquât la reconnaissance internationale de l'existence de l'Etat turc. Il disait alors : « Le nouvel Etat turc ne sera pas un Etat de conquérants. La République turque sera un Etat d'économie. »

Mais quel mode d'économie ? Dans ses lignes générales, l'histoire mondiale n'avait connu qu'un seul modèle économique jusqu'à 1917. C'était le modèle capitaliste, qui avait imposé, au terme d'un long processus d'évolution, sa suprématie mondiale. La société ottomane s'était trouvée proche de l'effondrement. Pour le jeune leader de la révolution, l'expérience de la création d'une société socialiste sur la vaste étendue du territoire russe était peut-être intéressante, mais certes pas un modèle à adopter. La question était de savoir si un nouveau modèle économique, ni capitaliste ni socialiste, pourrait être créé.

Ce dilemme est finalement lié, au premier lieu, à la structure sociale du pays. La souveraineté turque, qui s'étend sur plus de six siècles en Anatolie, se trouve dissociée en certains points des sociétés classiques occidentales aussi bien qu'orientales. La société ottomane est fondée sur la réaction du paysan libre de l'Anatolie contre l'empire byzantin qui subit une évolution de plus en plus

renforcée vers le système féodal. Les fondateurs de l'Etat ottoman apportèrent une solution toute nouvelle, dérivée des traditions orientales et islamiques. La terre ne serait pas assujettie à la propriété privée. Le sultan ou l'autorité publique ottomane, représentant une forme un peu plus tolérante du despotisme oriental, était le propriétaire exclusif de toutes les terres cultivables. Pour l'individu, il ne pouvait être question que d'un « droit d'utilisation » (1). Cette situation a nourri dans les grandes masses paysannes une profonde aspiration à la liberté, aussi bien sous l'Empire que sous la

Republique. L'autorité centrale ottomane organisait la mise en utilisation des terres. La principale question était de trouver des ressources. En conséquence la valeur produite de la terre, et en l'utilisant comme un moyen très efficace du renforcement progressif de la bureaucratie étatique, les fonctionnaires civils ou militaires se comportaient parfois comme une classe souveraine. Bien que n'étant pas réellement propriétaires des moyens de production à sa disposition, cette classe disposait d'une autorité que, en Occident, seuls possédaient les propriétaires (2).

Industrialiser le pays

LA pensée économique kémaliste des cinquante années de la République sont fondés sur des caractéristiques sociales héritées de la société ottomane. Au début de la première guerre mondiale, le bureaucrate ottoman ou l'intellectuel petit bourgeois, le Jeune-Turc, avait quelques idées essentielles qu'on essaierait être salutaires :

1° L'Empire pourrait accéder à la prospérité et s'ouvrir vers les peuples asiatiques comme le capitalisme occidental étendit son champ d'action au monde entier. Tel était le rêve des jeunes cadres qui avaient introduit en 1908 un système parlementaire au sein de la société ottomane

sous le leadership de la petite bourgeoisie qui englobait tous les peuples asiatiques d'origine turque.

2° Le précurseur de la seconde thèse, dont les aspirations étaient aussi dans la modernisation, mais avec les yeux braqués sur l'Occident et non sur l'Orient, était Mustafa Kemal. Le jeune officier estimait le terrain où habitaient les Turcs d'Anatolie suffisant pour y fonder un Etat national. Les cadres, qui s'attachaient aux Allemands en vue d'obtenir des marchés mondiaux contre le capitalisme franco-anglais, et leur leader militaire Enver voulaient s'effondrer leur rêve le jour où l'Allemagne subirait la défaite. Pour

les Turcs, la conjoncture internationale était dorénavant favorable à la fondation d'un Etat national.

Du point de vue de l'Occident, Mustafa Kemal était un grand réformateur qui abandonne le système théocratique de l'Etat ottoman. Mais l'Occident ne s'est pas suffisamment penché sur sa pensée économique. Mustafa Kemal se définit comme un étatiste, mais n'en fournit pas une définition doctrinale. La société est arriérée, donc elle doit changer ! L'Etat doit faire ses propres investissements tout en encourageant l'entreprise privée. Mais Mustafa Kemal note avec inquiétude l'apparition d'un modèle capitaliste où se manifesteraient des divergences susceptibles d'entraîner des incompatibilités de classes sociales. Il critique le capitalisme et l'imperialisme mondial. Il voit le réveil de tous les peuples opprimés de l'Orient. Dans un certain sens, Atatürk est la voix qui annonce la fin de l'ère des colonies classiques.

La crise mondiale des années 1930 marque l'étape où le socialisme kémaliste cède la place au kémalisme réaliste. La totalité de l'indus-

trie héritée par la Turquie de la guerre d'indépendance ne consiste qu'en trois cent quatre-vingt-six établissements, dont la plupart sont de simples ateliers employant seulement soixante-seize mille deux cent soixante ouvriers au total (3). La Turquie n'est alors autre qu'une société agricole servant de marché au monde extérieur. La République doit moderniser sa structure économique comportant de profondes inégalités de développement. Entre 1923 et 1930, on essaie d'abord le libéralisme pour constater finalement qu'il conduit à une impasse. La révolution kémaliste cherche une autre issue. Le tableau s'éclaircit après un voyage qu'effectue le premier ministre, Ismet Inönü, compagnon fidèle de Mustafa Kemal, en Italie et en Union soviétique. Le mouvement vers une sorte de capitalisme d'Etat est imposé par la conjoncture nationale et internationale. L'Etat commence à faire des investissements industriels, dans le cadre des plans quinquennaux, en établissant de grandes unités de production dans les domaines de la sidérurgie, des textiles, du sucre, du ciment, etc.

le 12 mars 1971, qui a entraîné le deuxième intervention militaire importante qu'a connue la République. La réaction du secteur rural et des éléments petits-bourgeois des zones urbaines contre la société de transition est la vraie cause de l'instauration du régime de 1971 en Turquie.

D'après la fameuse classification (6) des stades de croissance de Walt W. Rostow, en la cinquantième année de sa République, la Turquie est une société qui a depuis longtemps dépassé la phase du take-off.

Une toute nouvelle société d'une quarantaine de millions d'âmes a pris le place de la Turquie des années 20, qui comptait à peine dix millions d'habitants. C'est une société qui a réussi à élever son revenu national per capita (impossible à déterminer exactement pendant les vingt-cinq premières années de la République), à 510 dollars en 1973. Le revenu per capita croît malgré une explosion démographique spectaculaire. Le revenu national de la Turquie, qui n'avait augmenté que d'un quart pendant les douze années entre 1938 et 1950, accuse dès le début du processus d'industrialisation une augmentation de 300 % entre 1950 et 1969. Pendant ces mêmes vingt années, la part des investissements dans le revenu national s'éleva de 9,4 % à 20 %. Cette période voit la part de l'agriculture dans le revenu national baisser d'un tiers, tandis que l'industrie prend les devants, à tel point que pendant une période de douze années, la valeur ajoutée par l'agriculture sur le revenu national décroît de

Lutte pour le pouvoir

L'ECLATEMENT de la seconde guerre mondiale et le nouvel équilibre international qui en résulte rompent la continuité de l'économie turque.

1° La guerre interromp l'application du deuxième plan quinquennal industriel, à la suite de la réaffectation des ressources limitées de la Turquie aux besoins militaires. D'autre part, on confisquera, par des moyens divers, une partie de la production agricole en guise de réserve de guerre. C'est le déclenchement d'une inflation violente et d'une époque vertigineuse de marché noir, suscitant le mécontentement de l'ouvrier et du paysan envers le régime.

2° La fin de la guerre marque la naissance d'un nouvel équilibre mondial bipolaire. La Turquie avait réussi à rester plus ou moins neutre avant la guerre, mais la situation internationale la pousse vers un de ces pôles. L'apport de l'Occident à la Turquie ne sera pas uniquement son système politique, mais aussi ses « idées de raisonnement économique » (4).

insuffisances structurelles de l'économie turque par l'apport d'importants crédits étrangers. Ces ressources externes ont rendu possibles à la fois une mécanisation rapide de

YAPI ve KREDİ BANKASI

Fondée en 1944



Capital (Nouveau chiffre).....L.T. 225.000.000
 Réserves (Nouveau chiffre).....L.T. 222.780.426
 Dépôts (31.12.1972).....L.T. 8.177.552.841

DIRECTION GÉNÉRALE Initial/Kad. 285, Beyoğlu-Istanbul B.P. 259, Beyoğlu
 Adr. Télégr.: GENKREDI Istanbul Téléx: 22825 YALM TR Codes: Peterson 3ème et 4ème éditions; Bentley's Second Phrase

DEPARTEMENT ÉTRANGER 153, Toubay, Beyoğlu-Istanbul B.P. 434, Beyoğlu Adr. Télégr.: FOKKREDI Istanbul Téléx: 22321 YADI TR

REPRÉSENTATION POUR L'EUROPE 31, Nischelerstrasse, Zürich-SWITZERLAND Adr. Télégr.: YAPIBANK - Zürich

REPRÉSENTATION POUR L'ALLEMAGNE Münchener Strasse 17, Etage 4 8 Frankfurt/Main-GERMANY Adr. Télégr.: YAPIBANK - Frankfurt

401 SUCCURSALES EN TURQUIE ET DES CORRESPONDANTS DANS TOUS LES PAYS

YAPI ve KREDİ BANKASI



La Türkiye Vakıflar Bankası se fait un plaisir de saluer tous ses amis à l'occasion du cinquantième anniversaire de la proclamation de la République Turque et se tient à leur disposition pour toutes opérations bancaires.

La Türkiye Vakıflar Bankası accorde les meilleures conditions possibles sur les comptes de dépôts, contribue au développement industriel et constitue le centre de dépôts des contributions des travailleurs indépendants pour un fonds de sécurité sociale mutuelle (Bag-Kur), elle assure également la gestion de fonds charitables destinés à des œuvres sociales et artistiques. (Vakıf).

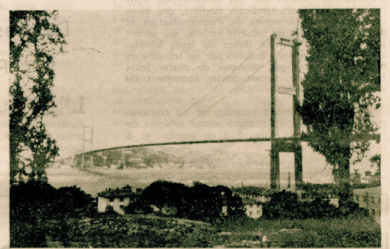
TÜRKİYE VAKIFLAR BANKASI

Succursales dans toutes les grandes villes de la Turquie.

Société Anonyme Turque - Constitué en 1924
 Capital Versé 100.000.000 L.T. - Adresse télégraphique: Vakıfbankum-ANKARA

Entre 1950 et 1970, le développement économique a créé le tableau suivant (5) :

— On a essayé de remédier aux



LE PONT SUR LE BOSPHORE, QUI SERA INAUGURÉ LE 23 OCTOBRE À L'OCCASION DU CINQUANTIÈME DE LA RÉPUBLIQUE



LA CHARRETTE, MOYEN DE TRANSPORT TRADITIONNEL DES PAYSANS KAGNI

l'agriculture et les grands investissements d'infrastructure. L'Anatolie une fois dotée de routes, de ponts, de barrages, de centrales électriques, etc., a cessé d'être une unité atariquar pour ouvrir ses portes à la production de marché :

— La limite extrême de l'utilisation des terres arabes étant atteinte, l'accélération de l'accumulation du capital a éliminé les petites entreprises et permis la création des premières entreprises modernes.

— L'étendue des entreprises urbaines a été élargie. Le fait que l'industrialisation ait été prise dans le cadre des plans de l'Etat, depuis les années 1960, permettra plus facilement à la bourgeoisie industrielle d'atteindre une supériorité relative comparée aux bourgeoisies agricole et commerciale ;

— L'accumulation et la concentration du capital ainsi que les tentatives à la monopolisation indiquent qu'avec les années 70 nous abordons une nouvelle étape. La profonde divergence entre les différentes classes sociales crée de nouveaux problèmes politiques et sociaux.

Aujourd'hui la Turquie assiste à une lutte stratégique pour le pouvoir, qui oppose les éléments traditionnels et archaïques de la société, qui voudraient perpétuer leur ancienne position, et les classes dominantes en quête d'une nouvelle hégémonie.

Ces conflits et contradictions ébranlent la société parfois jusqu'au fin fond de ses racines, tout comme la grande anarchie interne précédant

40 % à 22 %. Tandis que la contribution de l'industrie, qui était de 18,3 %, est désormais de 25 % en 1973 (7). C'est ce tableau économique que nous observons à travers deux coups d'Etat : deux dévaluations, d'importants mouvements ouvriers et étudiants, des États d'urgence, des sentences politiques, voire des condamnations à la peine capitale, qui ont marqué l'histoire de la Turquie pendant les vingt dernières années.

Pourtant, ces résultats qui constituent des progrès selon les normes propres à la Turquie républicaine, s'avèrent insuffisants comparés au niveau de développement mondial contemporain. Le capitalisme turc aura, au cours d'une année épineuse qui se prolongera jusqu'à l'an 2000, à surmonter ces insuffisances. La nouvelle stratégie de l'organisme de planification de l'Etat couvrant une période de vingt-deux ans (1973 à 1995) fixe de nouveaux objectifs : il s'agit de faire parvenir la Turquie de 1995 au niveau de développement de l'Italie de 1970. Ni la période de vingt-deux ans ni l'exemple de l'Italie ne sont des complaisances ; car pendant cette période la Turquie désire réaliser l'union douanière avec la C.E.E. et devenir membre à part entière de l'union économique et politique de l'Europe occidentale. L'objectif est de dépasser un revenu per capita de 1500 dollars. Il faut assurer à la Turquie (soixante-dix millions d'habitants au début du vingt et unième siècle) un taux annuel de croissance d'une moyenne de 9 %.

Les problèmes qui surgiront pendant cette période sont :

(1) Omer Lütfi Barkan, « XVI, Atatürk İhtisarı », Türkiye'nin Geleceği İçin Atatürk İhtisarı, Vakıflar Bankası Vakıflar Konferansı, İstanbul, 1963, p. 29.

(2) İdris Kılıçkörü, Düzeyin Yükselmesi, İstanbul, 1969, pp. 30-31 et passim.

(3) A. Gündüz Okulu, Osmanlı Sarayı, İstanbul, 1971, p. VIII.

(4) Ali Hallı (Geçmiş), Atatürk'ün Devleti, İstanbul, 1968, p. 244-245.

(5) Ali Gündüz Okulu, Türkiye'nin Sosyal Sınıfları, Sosyal Sınıflar Konferansı, İstanbul, 1972, pp. 62-63.

(6) Walt W. Rostow, Türkiye'nin Gelişiminin Haritası, Ankara, 1966, p. 9.

(7) Dr. Hakkı Çilav, « 1973 Milli Gelirinin Mühtesemi », 23 août 1973, p. 6.

à la société industrielle

ÉCONOMIE



dent la nouvelle étape seront fort probables :

1° La nécessité d'accroître la part des investissements à une vitesse vertigineuse : le taux qui est de l'ordre de 20 % pendant les années 70 doit atteindre au bout de vingt-deux ans le niveau extraordinaire de 40 %. C'est une décision qui n'est certes pas irréalisable, mais il est certain qu'elle posera des problèmes démocratiques et politiques très ardues. L'accroissement du revenu national par capita se situe en Turquie à un niveau très faible, en rapport au Japon, à la Bulgarie, à l'Espagne et à Israël. Toutefois, par rapport à la plupart de ces pays, les Turcs ont dû réaliser leur développement en se fiant principalement à leurs propres ressources. Pour donner un exemple, pendant la période de 1960 à 1969, le rapport des ressources extérieures aux investissements (8) était de 13,5 % en Turquie, 32,8 % en Grèce, 65 % en Israël et de 109,1 % en Jordanie.

La création d'une structure administrative, politique et économique, efficace et acceptable pour la bourgeoisie revêt une importance particulière dans ce contexte : les masses peuvent être convaincues de l'épargne, soit forcées à le faire. La persuasion démocratique peut sans aucun doute réussir par des méthodes sociales visant l'avenir et s'intégrant aux aspirations de progrès, de développement, etc., des masses populaires.

La contrainte peut être exercée de différentes manières. Pareille aventure fut tentée entre 1971 et 1973, quitte à porter partiellement préjudice aux droits démocratiques, au prix du mécontentement des masses populaires. Le peuple turc ne souffrira certainement pas de la même manière que le régime de 1971.

2° Pour arriver dans l'espace de vingt-deux ans au niveau de l'Italie actuelle, il faudra modifier la structure de l'industrie turque. Contrairement à la méthode soviétique qui met l'accent sur l'industrie lourde, l'industrie turque est axée sur la consommation. Les importations en 1973 dépasseront 2 milliards de dollars dont le quart, seulement, en produits de consommation. Les biens d'investissement constituent à peu près la moitié des importations. C'est pour cette raison que le socialisme turc, qui a fait son apparition dans l'arène politique à partir des années 60, accuse le modèle d'industrialisation turc d'être subordonné à l'étranger.

Suivant les projections de la Nouvelle Stratégie (9), dans la Turquie de demain la contribution de l'agriculture au revenu national ne devrait pas dépasser le dixième, tandis que l'industrie en assurera 40 %, la moitié excédant le revenu national étant assurée par le secteur tertiaire.

3° Les plans turcs à long terme

prévoient également des changements fondamentaux dans les relations avec le monde extérieur, afin de réduire le degré de subordination de l'économie aux crédits étrangers. L'importation toujours croissante de machines et de matières premières et l'infériorité constante des revenus d'exportation causent des déficits continus du commerce extérieur et de la balance des paiements. La Turquie du cinquantenaire a des exportations de 1 milliard de dollars, contre 2 milliards d'importations. Mais la Turquie, qui jusqu'aux années 70, était fondamentalement exportatrice de produits agricoles, se transforme rapidement en exportatrice de produits industriels. Ceux-ci, et plus particulièrement les textiles, obtiennent un grand succès

aussi bien sur les marchés de la C.E.E. que sur ceux d'Asie, d'Afrique et du Proche-Orient. Cette année, la part des produits industriels dans les exportations turques s'élève à 40 % : il s'agit donc d'un développement non négligeable pour un pays dont les exportations de produits industriels, cinquante ans auparavant, étaient nulles. A long terme, le pays veut porter à 1 milliard de dollars les exportations de produits industriels, qui atteignent 400 millions en 1973.

Un autre facteur très important sur lequel compte le pays dans sa tentative de réduire la subordination de son économie aux crédits extérieurs est constitué par les revenus transférés par un million d'ouvriers turcs travaillant à l'étranger.

Trois questions

1. QUELLE sera la destinée du monde turc ? La réponse que fournit la grande bourgeoisie en orientant vers le capitalisme industriel repose sur l'hypothèse que la Turquie pourra traverser avec dynamisme les passages difficiles grâce à une politique efficace d'investissement et d'épargne.

Les hypothèses peuvent posséder des fondements objectifs. Encore faut-il considérer les nouvelles formes d'organisation sociale et les changements structurels qui permettraient de les réaliser. On pourrait se demander :

a) Quelle sera la réaction du secteur rural qui verra, dans les vingt années à venir, diminuer son pouvoir économique, et partant politique ? Plus particulièrement certains anciens milieux ruraux traditionnels

ne voudront-ils pas accepter passivement de se laisser dominer par la bourgeoisie industrielle des frictions qui ont bouleversé la scène politique turque au début des années 70 ne vident-elles d'ailleurs pas de la profonde contradiction qui existe entre les conceptions de vie des deux secteurs urbain et rural ?

b) D'autres problèmes surgiront lors des efforts pour la fusion des petites entreprises rurales, ce qui provoquera le transfert vers les villes de la main-d'œuvre excédentaire. L'urbanisation rapide, le besoin croissant de logements, le problème grandissant des transports et des communications, et enfin le poids historique de la classe ouvrière... Voilà les grands points du puissant mouvement progressiste de gauche en Turquie ! Dans quelle mesure la



grande bourgeoisie turque parviendra-t-elle à faire face aux demandes d'amélioration des conditions de vie des masses dans un processus de développement dans lequel il faudra constamment procéder à des économies ?

c) Le capitalisme turc a défini tous ses projets d'avenir selon des conditions extérieures déterminées ; mais quelle sera l'évolution du monde pendant la même période ?

L'histoire brise les cadres statiques. Les minarets ornent toujours les quatre coins de la Turquie ; mais plus seulement les minarets ! Les chemins de fer, les routes, nouvelles

usines les côtoient maintenant ; avec toute l'impatience et tout l'enthousiasme d'un peuple dont les profondes aspirations au progrès et au développement ont trop longtemps attendu dans la salle des pas perdus de l'histoire...

Le monde matériel des masses populaires turques qui ont depuis longtemps déjà dépassé les premières aspirations du kémalisme, porte dans son potentiel sans égal les secrets de tout un avenir. Tout autant que les minarets, un monde nouveau humain, juste et démocratique sera la seule lumière salvatrice, à la fois à leur mysticisme et à leur

réalisme. Et c'est là que réside, plein de promesses inconnues, le plus beau dilemme turc.

ALI GEVGLILI
chroniqueur économique du Milliyet à Istanbul.
(Traduit du turc par Hasan Akkelen et Timurhan Saglik.)

(8) Dr. prof. Dr. Ömer Celal Barç, « Türkiye'nin Geleceği Hakkında Fikirler », « Türkiye İşleri Gazetesi », 2 août 1973, pp. 1 et 2. Hakkı T. Çetiner, « Growth and Structural Change », Finance and Development, septembre 1971, tableau II.

(9) Yeni Strateji ve Kalkınma Planı, Üçüncü Beş Yılı, 1972-1977, Organisme de planification d'Etat (D.P.T.), Ankara, 1972, p. 109.

L'association de la Turquie à la C.E.E. a préparé son adhésion à part entière

Par TEVFIK SARACOLU, ambassadeur, délégué permanent de la Turquie auprès de la C.E.E.

L'ANNEE 1973 marque à la fois le cinquantième anniversaire de la fondation de la République de Turquie et la dixième année de son association avec la Communauté économique européenne. Cette coïncidence est d'autant plus significative qu'un lien de cause à effet relie les deux événements. Le 24 juillet 1963, à Ankara, il y a dix ans, de l'accord d'Ankara par lequel la Turquie n'est, en effet, que la consécration de l'aspiration séculaire du peuple turc à faire partie de l'Europe, dont la pensée et les principes démocratiques avaient inspiré la grande œuvre d'Atatürk.

La décision de la Turquie delier étroitement son destin à celui des pays désireux de constituer l'Europe de demain émane de cette aspiration et s'appuie sur sa confiance dans les institutions

et les formes de coopération de ces pays.

L'objectif poursuivi par l'Association C.E.E.-Turquie était et demeure éminemment politique. À l'instar de la voie adoptée par les signataires du traité de Rome pour parvenir à l'intégration politique, les parties à l'accord d'Ankara ont adopté la coopération et le rapprochement dans le domaine économique comme le principal moyen d'assurer cet objectif. Toutefois, cet accord devait également tenir compte des réalités de la Turquie, qui devait trouver des solutions à ses problèmes et de surmonter les difficultés entravant son développement économique. Les « architectes » de l'association ont alors conçu un certain rythme de progression dans le rapprochement de l'économie turque avec celle de la Communauté, rapprochement devant mener à l'union douanière et aboutir à l'intégration proprement dite.

Trois étapes successives ont été prévues pour y parvenir : la phase préparatoire, la phase transitoire et la phase définitive. La phase préparatoire devait permettre à la Turquie, avec l'aide de la Communauté, de renforcer son économie afin de pouvoir assumer les obligations qui lui incombent au cours des phases ultérieures.

Au moment où la Turquie, en 1963, concluait l'accord d'Ankara, elle se trouvait au seuil de l'application de son premier plan quinquennal. Son économie souffrait d'un déficit chronique de la balance des paiements, le volume de ses exportations était insuffisant et, ses autres ressources en devises étant négligeables, elle était tributaire de l'aide extérieure pour le financement de ses exportations de biens d'investissement. Durant les dix années que la Turquie a parcouru un chemin appréciable dans le domaine du développement économique ; elle ne connaît plus de difficultés de balance des paiements, ses exportations dépassent les prévisions les plus optimistes, les recettes invisibles augmentent rapidement et le recours à l'aide extérieure n'est plus une nécessité vitale. Cet aspect positif de son développement lui permet de s'engager maintenant dans la voie d'une industrialisation réelle et accélérée.

L'heureuse évolution de son économie a aussi permis à la Turquie de parcourir la première étape de son association avec la C.E.E. dans des délais plus courts que ceux prévus par l'accord d'Ankara. Quatre ans après l'entrée en vigueur de cet accord, il fut possible de rechercher conjointement les conditions, modalités et rythme de réalisation de la phase transitoire, prévoyant la mise en place d'une union douanière et le rapprochement des politiques économiques de la Turquie de celles de la Communauté. A l'issue des négociations entamées à cette fin, le protocole additionnel fut signé le 25 novembre 1970. Cet accord, dont les dispositions relatives aux échanges de marchandises furent mises en application dès 1971, entra en vigueur au début de l'année en cours.

Par ailleurs, il devint nécessaire, après l'élargissement de la Communauté, d'étendre l'association aux trois nouveaux Etats membres, tout en respectant l'équilibre économique des rapports déjà établis avec les six.

Le protocole complémentaire, qui fut conclu le 30 juin 1973, assure cette adaptation et marque un tournant décisif dans la poursuite du processus de l'intégration économique de la Turquie à la Communauté économique européenne.

Le développement positif de l'association a donné des résultats tangibles tout aussi remarquables dans le domaine commercial que dans celui de l'économie turque tout entière, mais plus importants encore sont les effets di-

rects de ce lien sur l'orientation de l'économie et de l'activité des institutions turques vers celles des pays de la C.E.E. Le processus d'adoption des principes et de la philosophie communautaires par la Turquie semble suivre un cours qui se rapproche constamment de leur évolution dans la Communauté même.

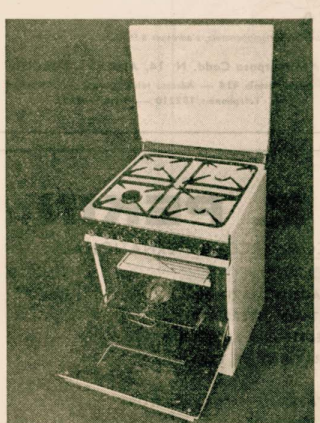
Tout cela permet d'espérer que l'adhésion de la Turquie à la Communauté pourra se réaliser dans les meilleurs délais. Le succès de l'association est essentiellement dû à cette volonté réciproque de bonne entente et de compréhension qui a toujours régi les relations de la Turquie avec la Communauté. Le caractère évolutif de l'association, qui lui a permis de s'adapter à tous les changements survenus depuis la signature de l'accord d'Ankara, y contribua beaucoup.

En ce moment où tous les aspects des relations internationales sont susceptibles d'être

profondément modifiés, et où la Communauté se voit obligée d'assumer de ses responsabilités mondiales croissantes, il ne faut pas perdre de vue la valeur toute particulière de notre association, tant pour la Communauté que pour la Turquie, car elle consacre non seulement la poursuite fructueuse des intérêts communs mais aussi le lien qui a toujours uni la Turquie à l'Europe, dont les idéaux et les conceptions fondamentales sont également les siens.

L'intégration économique de la Turquie à la C.E.E. est un processus irréversible qui sera concrétisé dans le temps, mais ne doit pas constituer un obstacle à sa participation active à la construction de l'unité européenne que les récents développements internationaux semblent avoir accélérée. La Turquie est prête à entrer dans une collaboration étroite avec ses partenaires européens pour l'édification de l'Europe politique. C'est la conséquence logique et naturelle de sa vocation européenne.

AUER IMALAT A.S.



Appareils de cuisine au gaz

23, Imam Sok. Beyoglu - ISTANBUL



LE SPECIALISTE DU TRICOT DE LUXE



LE SORT DES TRAVAILLEURS ÉMIGRÉS EN EUROPE

Une source de devises aussi importante que les recettes tirées de l'exportation

DEPUIS une décennie, des fils de la terre anatolienne s'agglèment, le soir venu, autour des gares de Munich, de Stockholm ou d'Amsterdam, ou gare de Lyon à Paris, comme si le train qui les emporta pas au pays, chaque soir, filait à l'unisson des chansons de « Gurbet » (mal du pays), si nombreuses, qui bourdonnent dans les têtes.

• O Allemagne, Allemagne, o toi !
• Tu n'auras pas pu en dénichier
• Jun de plus niels que moi !

es lamenté l'émigré turc de 1973, dans le pur style du disque populaire ; raccourci fulgurant, depuis des siècles, pour exprimer le goût de l'existence couleur de steppe du paysan anatolien.

La photo d'une famille turque d'Allemagne ornait la couverture d'un numéro récent de *Der Spiegel* portant le titre « Ghettoes en Allemagne : un million de Turcs ». Depuis quelques années, un Berlinois de l'Ouest sur vingt-cinq est de nationalité turque.

Au dernier rang des pays exportateurs de main-d'œuvre vers l'Europe industrielle en 1966, la Turquie se place à leur tête en 1973, avec près d'un million et demi d'émigrés « économiques » et autant d'inscrits sur les listes d'attente. Le pays, dont la population de trente-neuf millions d'habitants est appelée à doubler tous les vingt-cinq ans au rythme actuel de l'accroissement démographique, voit le cinquième de ses éléments actifs se tourner vers l'Europe

industrielle dans l'espoir d'y trouver les chances d'assurer la survie de leurs familles, rurales pour la plupart.

Considérée comme une affaire d'Etat dès les débuts, en raison de l'enjeu économique, cette émigration financière a entraîné des conséquences financières qui sont en passe de devenir le centre d'intérêt principal des gestionnaires de la Turquie de 1973 : cette année, les envois de fonds vers la Turquie atteindront le milliard de dollars, montant équivalent à l'ensemble des exportations du pays et auquel il conviendrait d'ajouter les 3 milliards de marks placés dans les banques, en majorité allemandes.

Des études récentes évaluent à 38 % des salaires la part des économies réalisées. Près de la moitié de cette épargne est placée dans une banque au pays d'accueil, le reste étant envoyé en Turquie.

Fondus depuis les premiers envois dans le circuit de la consommation, cette injection massive de devises fortes au sein de l'économie turque est considérée à la fois comme une des raisons principales de l'inflation galopante dont les causes profondes devraient être plutôt recherchées dans le déséquilibre structurel de cette économie depuis une décennie.

2,4 millions de dollars, soit 2.860 livres turques par émigré, au lieu des 5.000 à 8.000 livres turques prévues (1). Il est vrai que l'importance du nombre des départs par rapport à celui de l'ensemble des membres est de nature à suggérer cette évolution, transformant la coopération de production et d'investissement en un « office villageois d'émigration ».

Si l'utilisation actuelle des fonds envoyés par les travailleurs émigrés ne semble pas constituer une contribution efficace à la production nationale turque, les préoccupations du

supplémentaires de la part des autorités turques, pour rapatrier une part importante des 3 milliards de marks convertis.

Il convient cependant de se garder d'un économisme par trop hâtif et exclusif pour analyser un phénomène social de cette ampleur.

Certes, l'importance numérique des travailleurs turcs en Allemagne fédérale (qui, à elle seule, accueille près de 80 % de l'ensemble des émigrés), ainsi que les conséquences d'ordre économique et politique induites au niveau de la société globale turque

cessus de « non-retour à la culture d'origine » à moyen terme, sans que cela laisse préjuger une insertion dans la société d'accueil.

Le nombre des immigrés turcs en France dépasse quarante mille désormais, et les entrées atteignent un chiffre record en 1973, avec près de treize mille personnes contre cent onze en 1962, mille six cent cinquante-huit en 1968 et huit mille deux cent treize en 1972. Répartis principalement dans les secteurs du bâtiment (38 %), de la métallurgie (45 %) et du forage (14 %), leur niveau de qualification est relativement élevé par rapport à celui des immigrés d'autres nationalités : près de 41 % des Turcs sont des ouvriers qualifiés (bâtiment) ; le tiers sont des O.S. regroupés dans le secteur automobile (Simca, Citroën) et 29 % sont des manoeuvres. L'Alsace et la Lorraine accueillent plus de 30 % de l'émigration turque, le reste étant réparti notamment entre la région parisienne (17 %) et la région Rhône-Alpes (17 %).

En raison de l'absence d'une tradition d'immigration turque vers la France, ainsi que des proportions réduites de l'immigration familiale, on ne saurait considérer l'état de cette

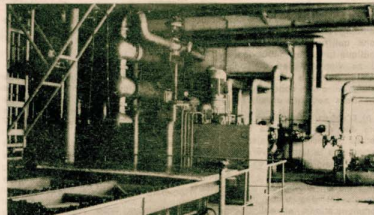
émigration en France que comme provisoire. Aussi, est-ce à travers l'expérience de l'Allemagne fédérale en cette matière, en fonction des connaissances approfondies des données propres à l'immigration turque, que l'on pourrait s'interroger sur la devenir de cette immigration dans notre pays.

On peut raisonnablement s'attendre que l'histoire économique et sociale de l'Europe industrielle soit fortement marquée par les problèmes de l'immigration dans les quinze années à venir, et tout suggère que l'immigration turque ne manquera pas d'occuper une place considérable dans un tel contexte.

ALTAN GOKALP, ethnologue, chargé d'études au Service social d'aide aux émigrés.

(1) Catherine Gökalt, in *Population*, 1972, n° 2, pp. 242-244.
(2) *Milletler*, Istanbul, 22 juillet 1973.

• INFORMATIONS PRATIQUES. — Le Service social d'aide aux émigrés (391, rue de Valenciennes, Paris-19) vient d'édition un Recueil d'Informations pratiques pour les travailleurs turcs en France, qui dresse la liste des dispositions légales concernant leur séjour et leur travail en France et en turc. Chacun aura ainsi mieux connaître ses droits et ses obligations dans le pays d'accueil.



UNE VUE DES ATELIERS DE L'USINE DE FORMICA DE BOLU. L'insuffisance des emplois contraint un cinquième des travailleurs à partir pour l'Europe occidentale.

Un «capitalisme populaire»

UNE expérience originale, tentée dès 1966, illustre, par son échec, cette tendance : le nombre de prêts au départ pour l'Europe ayant rapidement dépassé celui des demandes en provenance de ces pays, les autorités turques recoururent une priorité aux candidatures des membres de coopératives villageoises d'investissement. Chacun des membres partis à l'étranger, bénéficiaire de la priorité accordée, garantissait l'embauche de 300 à 500 dollars par an à la coopérative, dont le capital et les possibilités d'investissements pro-

ductifs auraient atteint le niveau optimal dans les meilleurs délais. Les statuts de ces coopératives prévoyaient également des dispositions de nature à empêcher l'apparition d'actionnaires cumulés.

Le bilan de l'opération, en 1970, ne semble guère convaincant : la création de deux cent quatre-vingt-seize coopératives villageoises, groupant douze mille neuf cent soixante-cinq actionnaires, permit le départ de dix mille sept cent trente-deux travailleurs actionnaires à l'étranger. Les envois de fonds n'atteignirent que

gouvernement d'Ankara quant au rapatriement des 3 milliards de marks détenus dans les banques allemandes reflètent la volonté de promouvoir un « capitalisme populaire » en favorisant, entre autres, la création d'un nombre important de sociétés du secteur privé orientées principalement vers la production de biens de consommation ou vers l'immobilier, les perspectives de profits immédiats déterminant en priorité le choix des futurs investisseurs. Déjà, quatre-vingt-huit sociétés de financement à capitaux turcs officiellement inscrites sur les registres de commerce allemands, et une centaine d'autres existaient sans être inscrites. Trente mille actionnaires seraient ainsi groupés autour de ces sociétés, de financement nouvellement constituées (2), dans l'attente d'une conjoncture favorable de garanties

tendent à déterminer les modalités de conduite, les problèmes ou les projets d'avenir vécus par les immigrés turcs dans les autres pays de l'Ouest européen. Il n'en demeure pas moins qu'il serait erroné de considérer cette période de vie à l'étranger comme une sorte de parenthèse dans la vie de l'émigré, une rationalité économique centrée autour de l'épargne forcée lui fournissant en permanence les normes de références : plus de 13 % des immigrés turcs en Allemagne déclarent ne plus vouloir rentrer au pays ; cent vingt mille enfants d'âge scolaire (deux mille en France) ne suivent aucun enseignement dans leur langue maternelle, et les relations qu'ils entretiennent avec leur culture d'origine se résument à la plupart du temps en un sentiment de gêne distant à l'égard des manières de vivre et de penser de leurs parents.

Un processus de non-retour

EN un mot, loin de constituer cette période éphémère aux motivations exclusivement économiques, il semblerait qu'il s'agisse véritablement d'un « fait social total », concept cher à Marcel Mauss : l'expérience de l'émigration, en transformant radicalement et avec une rare violence la manière dont le paysan d'Anatolie centrale (pour ne prendre que le cas de l'immigration turque en France) se situe par rapport à sa propre société, n'ayant aucune expérience préalable des relations du type colonial, c'est avec une absence totale de « complexité coloniale » et une croyance naïve à la valeur des relations inter-individuelles personnalisées qu'il affronte un réseau de relations qui ne sont encore lourdement grevées d'un passé et des guerres coloniales trop récentes. Si l'on ajoute à cela que le comportement de l'immigré turc est souvent perçu à travers le prisme déformant d'un islam maghrébin mal appris, toute intelligence du migrant ou de l'immigration turque semble raisonnablement exclue. Il n'en demeure pas moins que cette démarche logique bancaire prédomine souvent dans les rapports de l'immigré turc avec sa société d'accueil ; dans les relations de travail comme dans la vie quotidienne en général, à telle enseigne qu'il est difficile à l'observateur qui l'approche ou lit ses lettres de doléances de ne pas être surpris par la fréquence élevée du mot « dignité », jusque dans les contextes les plus insouppés.

La stabilité relative des relations inter-individuelles de la société traditionnelle anatolienne, succédée rapidement une susceptibilité inquiète en pays d'immigration. Cette rupture avec la culture d'origine semble encore plus patente dans le cadre de l'immigration familiale : témoin cette jeune paysanne de la mer Noire, installée dans les Vosges avec son mari et ses enfants, qui envisage négativement et avec détermination l'arrivée de sa belle-mère en France.

« Pour une fois que je suis enfin maîtresse chez moi, cette mère de mes propres enfants, je ferai tout pour que personne ne franchisse le seuil de cette maison jusqu'à ce que mon dernier enfant obtienne son bac ; ce n'est qu'après que nous pourrions faire des projets... » Ce passage à la famille conjugale étroite n'est pas

sans conséquences : partageant l'autorité paternelle avec ses aînés, au pays d'origine, le chef de famille se découvre rapidement obligé d'assumer des responsabilités qu'il ne peut plus partager qu'avec sa femme, en émigration.

Certes, l'immigration familiale turque en France garde encore des proportions réduites : cinq cent trente-quatre familles entrées en 1972, plus d'un millier au total à la même date. Toutefois, même à cette échelle, on peut déceler les signes des transformations fondamentales provoquées par l'émigration. On a pu parler de « chaîne de non-retour à l'industrie » pour qualifier l'émigration turque. Tout suggère également un pro-



Sümerbank

Capital : LT 2.000.000.000



LA PLUS GRANDE ORGANISATION INDUSTRIELLE DE TURQUIE

Exploite 38 fabriques de :

- cotonnades
- lainages
- coton filé
- tapis
- soie artificielle
- cuir et chaussures
- cordes, sacs et toiles industrielles

- céramique industrielle et sanitaire
- faïence et porcelaine décorative, vaisselle
- ciment
- briques réfractaires
- briques de chromo-magnésium
- vêtements de confection
- huile de soja, etc...

Sümerbank

Direction générale Ulus Meydanı n° 2, Ankara Turquie

TÜRKİYE ŞEKER FABRİKALARI A.Ş. MAKİNA FABRİKALARI



SUCRERIES DE TURQUIE S.A. FABRIQUE DE MACHINES

Production de sucre et fabrique de machines selon les principes de la technologie moderne.

Nanti d'une expérience de nombreuses années, avec notre personnel de premier ordre : ingénieurs et experts en ingénierie, nous effectuons un travail précis selon standards européens et américains.

Nos usines fabriquent toutes machines et installations pour les industries suivantes :

- Sucre
- Ciment
- Pétrole
- Pétri-chimie
- Azote
- Energie

Pour tous renseignements, s'adresser à :

Mithatpaşa Cadd. N° 14, ANKARA TURQUIE
Boîte Postale 414 — Adresse télégraphique : TURKSEKER
Téléphone : 182210 — Télex : 42422

SADI Z. PEKIN

TRANSITAIRE - COMMERCE INTERNATIONAL

AGENT MARITIME
COURTAGE INTERNATIONAL
EXPÉDITEUR - AFFRÈTEUR
OPÉRATIONS DE TRANSIT

REPRÉSENTATION - IMPORT - EXPORT
Assure la liaison entre

L'ASIE ET L'EUROPE

Pour toutes informations, écrivez :

ADRESSE
SADI Z. PEKIN
Gümüşsuyu Cad. 77 2
Ankara Palais, Ayazapa
ISTANBUL

ADRESSE TELEGRAPHIQUE
SADIPEKIN
ISTANBUL

TELEPHONE 440827
TELEEX 22598 Sep TR

Renault en Turquie

L'idée de départ : développer l'industrie automobile turque pour accélérer l'essor de la République de Turquie.

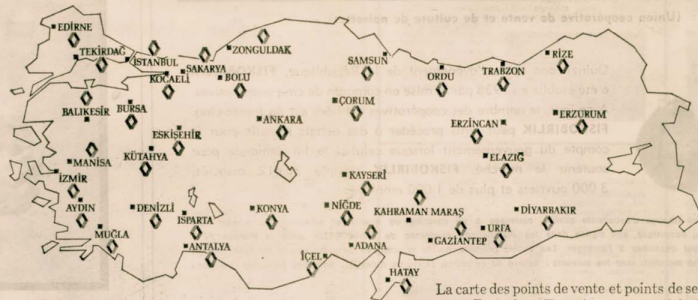
Les fondateurs : la Régie Nationale des Usines Renault, OYAK (Ordu Yardımlaşma Kurumu, c'est-à-dire : Caisse de retraite de l'Armée) et la Yapi ve Kredi Bankası AS (Banque de Construction et de Crédit). Cette dernière occupe dans l'économie turque une place importante, avec ses 323 succursales et ses gros investissements dépassant les 6 milliards.

Les moyens : 500 000 000 de livres turques ont été investies. Le capital de base de l'entreprise est de 250 000 000 de livres turques.

Le résultat : un complexe industriel s'étendant sur 350 000 m², à Bursa. Ce sont les usines Oyak-Renault, raison sociale de l'entreprise.

L'intégration locale est dans un premier temps de 67%, mais doit rapidement atteindre 85%. Oyak-Renault produit actuellement 20 000 Renault 12 par an environ, strictement identiques en qualité et en performances aux Renault 12 sortant des usines françaises. Le choix de ce modèle s'explique par sa conception : la robustesse de la Renault 12 répond bien aux problèmes posés par l'étendue et le réseau routier du pays. Parallèlement, pour assurer le marketing, la vente et le service après-vente de ces Renault 12, la MAIS (Motorlu Araclar İmal ve Satış AS : fabrication et vente de véhicules motorisés) a été créée. C'est cette société qui doit assurer en Turquie la diffusion et l'entretien des voitures. Elle s'engage ainsi à soutenir la réputation acquise par le service Renault. Pour cela, la MAIS forme des techniciens qui, répartis dans les 40 concessions Renault de Turquie, assureront le service et l'entretien des voitures. Ces 40 concessions couvrent le territoire turc tout entier, et il est probable que leur nombre croîtra encore.

Oyak-Renault illustre parfaitement la conception Renault de l'internationalisation : une adaptation aussi complète que possible aux impératifs du pays, et une collaboration étroite avec ses habitants, dans le domaine des investissements comme dans celui de la main d'œuvre. En Turquie comme partout, Renault produit des voitures et assure un service, étudiés pour répondre aux besoins locaux.



La carte des points de vente et points de service Renault en Turquie : un réseau déjà dense.



1. La chaîne de montage Renault 12 à l'usine Oyak-Renault de Bursa.
2. L'usine Oyak-Renault en vue générale : 20.000 Renault 12 par an.

 **RENAULT**



LA LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE LA DROGUE

Les quantités considérables d'opium enterrées par les paysans annulent l'effet de l'interdiction de la culture du pavot

Le pavot n'a pas fleuri cette année en Turquie, mais la guerre contre le trafic d'opium se poursuit sans relâche. L'interdiction de la culture du pavot, entrée en vigueur l'année dernière sous la pression des Etats-Unis, est parvenue avec succès à empêcher la production de ce qui fournissait l'essentiel de l'opium vendu aux drogués américains. C'est, dit la fleur blanche caractéristique du pavot, était absente des campagnes anatoliennes pour la première fois depuis deux mille huit cents ans, et les agriculteurs mécontents se sont tournés sans plaisir vers des cultures moins lucratives. Mais il y a des monnaies d'opium brut en plaques enfouies dans la terre d'Anatolie, cachées par des générations de fermiers en prévision des temps difficiles ou d'une dot éventuelle.

En l'absence d'approvisionnement frais et alors que les prix de l'opium montent rapidement, les paysans ont commencé d'acheter leurs trésors enfouis et de vendre aux trafiquants à des

tarifs records. Selon l'expression d'un agent américain, cela a obligé la police, la gendarmerie rurale et les membres des services secrets américains à « remonter la pente ».

Pour rendre les choses encore plus difficiles pour les agents qui luttent contre la drogue, il est désormais possible que l'interdiction frappant la culture du pavot soit prochainement levée. Dans la course aux suffrages pour les élections générales, aucun des huit partis politiques n'a encore soulevé l'interdiction, et la plupart d'entre eux s'engagent au contraire à autoriser la culture du pavot s'ils arrivent au pouvoir.

Sous la pression des Etats-Unis...

L'INTERDICTION avait été annoncée par le gouvernement du Dr Nihat Erim, dans les premiers jours du coup d'Etat militaire qui avait renversé le premier ministre Süleiman Demirel en mars 1971. Le Dr Erim, personnalité indépendante qui pouvait se permettre une décision impopulaire, avait suivi de fortes pressions de la part des autorités américaines, y compris de l'ambassadeur d'alors, M. William Handley, récemment nommé directeur de la puissante Commission américaine de contrôle international des narcotiques. Au cours des six années précédant l'interdiction, le gouvernement dominé par le Parti de la justice, le groupe politique auquel appartient M. Demirel, avait progressivement réduit de quarante-deux à quatre le nombre des provinces autorisées à cultiver de l'opium, au sud-ouest de la Turquie d'Asie.

La « récolte officielle » (149 tonnes en 1971) était achetée par un organisme d'Etat et expédiée à l'étranger sous un contrôle

severe, pour être transformée en morphine et codéine à usages médicaux. Mais les fermiers vendaient chaque année environ un tiers de leur production aux trafiquants.

Depuis que la culture est prohibée — les quelques fermiers qui ont tenté de défrayer la loi ont vu leurs champs retournés par les gendarmes, — le montant des compensations versées par le gouvernement américain n'a pas suffi à rallier les agriculteurs turcs à la cause des Etats-Unis. Il n'y a pas de drogués en Anatolie — une particularité souvent mentionnée sur le compte de l'exceptionnelle vigueur du paysan turc, et les agriculteurs ignorent les conséquences mortelles de l'héroïnomanie. Au contraire, ils voient dans l'opium un médicament qu'ils utilisent à petites doses pour combattre les rhumatismes et d'autres affections. Alors qu'ils ne comprennent pas les raisons de l'interdiction, les fermiers ont dû faire face à un bouleversement important de leur

mode de vie. Le pavot représentait — davantage qu'une simple cent mille familles qui le cultivaient dans le sud-ouest de l'Anatolie. C'est une fleur aux usages multiples. A côté de l'opium, elle produit des graines qui entrent

utilisées pour le feu ou comme ingrédient de base dans une poudre à canon de fabrication artisanale.

Aucune autre culture n'était aussi lucrative, facile à soigner dans un sol pauvre, deman-

de telle la fourniture gratuite d'une graine de blé d'hiver d'un type nouveau — n'ont pas été tenues. Malgré les dédommements versés par les Etats-Unis, l'Union des chambres d'agriculture turques (U.C.A.T.) estime que les fermiers ont perdu 3,2 millions de livres sterling durant la première année d'interdiction. Les projets qui devraient être financés par des fonds américains n'ont pas encore été mis en route par les autorités turques dont elles dépendent.

Durant la période précédente, le Bureau des produits du sol payait 140 dollars le paquet de 10 kilogrammes d'opium brut. Les trafiquants en offraient 500 dollars. Les compensations proposées par les représentants de l'Agence américaine pour le développement international ne tenaient évidemment pas compte du bénéfice

supplémentaire tiré des ventes illégales. Mais, par là même, chaque producteur a perdu de l'argent.

L'U.C.A.T. estime qu'il faut d'urgence reprendre la culture du pavot avec un nouveau système de récolte qui empêcherait l'opium de parvenir aux trafiquants. Cette proposition a été soutenue par un des partis d'opposition, le parti républicain du peuple.

Les villageois détiennent de grosses quantités de graines de pavot et pourraient les planter dans la minute même où le gouvernement lèverait l'interdiction. Même le Bureau des produits du sol en conserve 8 tonnes, à titre de précaution.

Pour l'instant, la première question à laquelle les équipes de lutte contre la drogue souhaitent pouvoir répondre est celle de la quantité d'opium enterrée dans le sol turc. « Il me faudrait une bouteille de cristal pour le dire, déclare un des huit agents détachés auprès de la police turque ; tout ce que nous savons, c'est que l'opium enterré peut rester enfoui pendant des années sans s'abîmer, pourvu qu'il ait été convenablement enveloppé. »



FUMEURS DE NARGUILE, AU TEMPS DES CARAVANES

Il n'y a pas de drogues en Anatolie.

dans la composition d'une huile de cuisine utilisée par près d'un million cinq cent mille personnes, du fourrage pour le bétail, des ossements pour l'exportation, des feuilles de salade et des branches

dont si peu de travail et résistant si bien à l'atmosphère rigoureuse du climat anatolien. Les agriculteurs sont désormais invités à se tourner vers des cultures de remplacement. Mais certaines des promesses qu'on leur avait faites —

Les voies d'acheminement

La police turque, qui a installé des bureaux de lutte antidrogué bien équipés dans trente-trois provinces, estime que l'opium est entré principalement dans trois endroits : dans le centre de la région de Konya, à Malatya, dans le Sud-Est, et à Amasya-Merzifon, au nord-est d'Ankara. A partir de là, la drogue quitte la Turquie par différentes voies. Les chargements provenant de Konya sont généralement passés en contrebande dans d'énormes camions et toujours destinés aux laboratoires de Marseille. L'opium de Malatya est le plus souvent chargé à bord de bateaux vers le marché du Proche-Orient. Enfin celui d'Amasya-Merzifon transite par les villes situées au bord de la mer Noire vers l'Iran, où la consommation est importante.

Les services de lutte antidrogué surveillent de près cinq réseaux

et de nombreux trafiquants turcs qui font aussi bien de la contrebande d'opium que de cigarettes américaines, de parfums français ou d'armes. Leurs profits sont astronomiques. Cette année, 10 kilos d'opium brut achetés 600 dollars dans les villages anatoliens, une fois raffinés (au kilo d'opium pure), environ 580 000 dollars dans les rues de New-York. La police turque a lancé récemment plusieurs grandes opérations qui ont permis notamment de découvrir 2 tonnes d'opium brut.

Mais, comme la plupart des autres services de lutte contre la drogue dans le monde, elle se rend parfaitement compte qu'elle ne fait qu'effleurer la surface d'un énorme iceberg.

ÖZGEN ACAR, correspondant de l'agence Reuter à Ankara.

Hazelnut Agricultural and Sales Cooperation Union

FISKOBIRLIK

(Union coopérative de vente et de culture de noisettes)

Quinze ans après l'avènement de la République, FISKOBIRLIK a été établie en 1938 par la mise en commun de cinq coopératives. A ce jour, le nombre des coopératives affiliées est de trente-cinq. FISKOBIRLIK peut ainsi procéder à des achats massifs pour le compte du gouvernement lorsque celui-ci le lui demande pour soutenir le marché. FISKOBIRLIK compte 78 412 associés, 3 000 ouvriers et plus de 1 000 employés.

Une production importante de noisettes turques d'excellente qualité, soumises à un contrôle de qualité et sélectionnées suivant leur taille est exportée soit à l'état brut ou décortiqué, soit traitée dans les installations modernes de FISKOBIRLIK sous la marque FKB 95 % des ventes de FISKOBIRLIK sont destinées à l'étranger. Les autres produits, traités et préparés dans les usines de FISKOBIRLIK pour être commercialisés sur le marché mondial, sont les suivants : beurre de noisettes, farine de noisettes, noisettes émincées, noisettes salées et « crokan ».

Le siège social de FISKOBIRLIK est à Giresun, le Société possède une agence à Istanbul, un bureau de liaison à Samsun, ainsi que dix-sept centrales de distribution dans diverses villes turques et un certain nombre d'agences à l'étranger.



ALLEMAGNE : Ludwig SPIES, 2 Hambourg 183, Téléx 02-11908 et 214102.
ETATS-UNIS : André L. CAUSSE, 100 Hudson Street, New York, N.Y. 10013.
FRANCE : SOMERCOM, 16, place du Havre, Paris-9^e.

LES LIQUEURS EXQUISES
PREPAREES AVEC LES SUCCULENTS FRUITS BIEN MURS
DE L'ANATOLIE



Monopole d'Etat de Turquie

Importateurs en France :

Etablissements PAX
21, rue Mademoiselle,
PARIS-15^e

UNE DIPLOMATIE ACTIVE ET SOUPLE

(Suite de la page 21)

L'Empire n'est plus alors en mesure de faire face par ses propres moyens aux menaces extérieures et aux dangers auxquels il est exposé. Il est obligé, pour assurer sa sécurité, de rechercher l'appui de l'étranger.

C'est ainsi qu'au cours de cette période sa politique internationale dépend de celle d'alliés puissants qui changent selon les époques et qui entraînent l'Empire à leur gré.

En dehors des facteurs d'ordre général communs à la politique internationale de tous les pays, les politiques étrangères de la République turque se sont fondées sur deux grands principes nationaux solides.

Le premier est celui qui a été posé par le fondateur de la jeune République turque : paix dans le pays, paix dans le monde. Son application la plus franche consista à passer l'éponge sur les anciennes rivalités, à placer les moyens de sauvegarder la paix au-dessus de toute autre préoccupation. Il vise, en outre, à contribuer à résoudre les différends internationaux de la région sans mettre en cause la sécurité du pays et sans altérer les amitiés acquises.

Le deuxième principe national qui oriente la politique de la République turque est lié au souci constant de veiller à ce qu'aucune action se rapportant à la sécurité et à l'avenir de la Turquie ne vienne contrarier son objectif inébranlable d'accéder à la civilisation européenne occidentale et d'en faire partie.

L'Empire ottoman, dévasté et ruiné à l'issue de la première guerre mondiale, connut l'occupation de son territoire, Istanbul en tête, par les pays civilisés de l'Occident. Ce sont, en effet, ces derniers qui ont fait débarquer les Grecs à Izmir pour les lancer sur l'Anatolie, où leur aventure s'est soldée par une lourde défaite. C'est sous les captivités imposées par ces mêmes pays occidentaux qui ont été la cause principale de l'appauvrissement de la Turquie. C'est toujours contre ces pays qu'Atatürk a mené une lutte constante, aussi bien sur les champs de bataille que sur le plan économique. Si, en apparence, ce sont la Grèce et les compagnies étrangères privilégiées qui ont connu la défaite, ce sont, en réalité, les desseins et les buts de l'Europe occidentale qui l'ont

subie. Mais, dès la fin de la guerre, c'est encore Atatürk qui chercha à instaurer de bonnes relations avec les ennemis d'hier, y compris les Grecs.

A l'intérieur du pays, certains groupes attachés au passé, de même qu'à l'étranger les peuples qui, s'inspirant de la guerre d'indépendance turque, menaient leur propre lutte de libération, n'ont jamais pu saisir le secret d'un oubli aussi rapide du passé.

Or, si on analyse le génie politique d'Atatürk, ainsi que sa qualité de grand réformateur, les causes de ce revirement heureux n'apparaissent immédiatement. Atatürk n'était pas opposé à l'occidentalisation ou à la civilisation, mais à l'impérialisme. Or l'impérialisme est le nom d'un courant historique dans lequel non seulement les Etats occidentaux, mais aussi ceux qui leur sont opposés, se sont trouvés engagés beaucoup plus que les premiers.

L'occidentalisation, selon Atatürk, revêtit une importance capitale pour la Turquie. C'est ainsi que, dans le discours historique qu'il prononça à l'occasion du dixième anniversaire de la fondation de la République, il déclara : « Nous élevons notre société au-dessus du niveau de la civilisation contemporaine. »

Selon Atatürk, les nations diffèrent mais le monde de la civilisation est un et, pour progresser, une nation doit absolument participer

à ce monde, à la civilisation duquel elle se trouve associée. Les considérations suivantes traduisent clairement son opinion à ce sujet :

« Fermons les yeux et supposons que nous vivions isolés. Nous ne pourrions vivre en enfermant notre peuple dans un cercle sans rapport avec le monde. Au contraire, dans la sphère de la civilisation, nous vivons en tant que nation rénovée et progressiste. Quel est le peuple qui, désireux d'accéder à la civilisation, ne s'est pas tourné vers l'Occident ? »

Ces paroles montrent que par « monde civilisé » Atatürk entendait le « monde occidental ». Par conséquent, lorsqu'on étudie l'orientation et les éléments des politiques étrangères turques, quelle que soit la période considérée, il faut avant tout tenir compte de ce point de repère les objectifs primordiaux que nous avons essayé de décrire plus haut, à savoir la recherche de la sécurité extérieure dans un équilibre solide, la vigilance à l'égard des puissances voisines, la recherche de la paix intérieure dans la paix internationale et la détermination inébranlable d'occidentaliser et de s'intégrer à la communauté occidentale. On ne peut, en effet, saisir le sens de la politique étrangère turque et son évolution, dans toutes ses nuances, si l'on ne tient pas compte de ces faits essentiels.

Sécurité et coopération économique

La politique étrangère de la Turquie, conformément aux facteurs traditionnels, se dessine en fonction de deux objectifs essentiels : d'une part, assurer pleinement la sécurité du pays et, d'autre part, développer ses relations internationales sur la base de la réciprocité d'intérêts.

Comment assurer la sécurité extérieure du pays ? On ne saurait dire que, pour un pays, le fait d'avoir comme voisins des Etats beaucoup plus puissants que lui-même soit une chance. Mais on ne choisit pas ses voisins. Comme d'autres pays européens, la Turquie n'est pas à même, à elle seule, de faire face aux menaces éventuelles de ceux-ci. La nécessité de remédier à ce besoin a contraint la Turquie à un choix décisif.

Un des moyens de résoudre ce genre de situation en cherchant à établir l'équilibre en s'orientant tantôt vers l'Est, tantôt vers l'Ouest, selon les cas et les conditions politiques toujours changeantes. Mais, au cours de son histoire, l'Etat ottoman n'a jamais su décider d'une manière définitive laquelle des deux affiliations — avec l'Est ou avec l'Ouest — serait plus avantageuse pour son avenir.

L'être républicain a mis un terme à ces tergiversations. Le besoin d'équilibre était tout aussi inévitable. Mais, pour la défense du pays, les allies devaient être soigneusement et définitivement choisis. L'évolution des relations internationales en fonction des intérêts de la Turquie et l'ouverture d'Atatürk vers la civilisation contemporaine ont imprimé à la politique étrangère de la République

sa marque indélébile. La conviction que le salut, la sécurité et la paix intérieure ne peuvent être assurés dans cette partie du monde qu'à travers une communauté de destin et une coopération avec l'Ouest, a déterminé de façon irrévocable et définitive l'origine de l'appui extérieur dont la Turquie a un vif besoin pour sa sécurité.

La participation de la Turquie à la lutte commencée en Corée pour la sauvegarde des libertés et des droits de l'homme, de même que son désir de participer au système de défense collective contre l'Est sont les résultats de cette détermination.

Le deuxième grand facteur qui détermine la politique étrangère turque et qui vient tout de suite après la nécessité d'assurer sa sécurité est le besoin d'entretenir des relations internationales de nature à contribuer à l'essor de ce grand pays en voie de développement. De même que la Turquie a choisi son destin politique et s'est liée à l'Ouest, de même, pour des raisons identiques, elle a définitivement décidé de faire partie de la communauté occidentale dans le domaine économique.

C'est dans cette évolution historique que se trouvent les raisons fondamentales qui ont fait de la Turquie depuis vingt et un ans un membre actif de l'O.T.A.N. et, depuis une décennie, un Etat associé dynamique de la C.E.E.

Les nations qui ont créé l'O.T.A.N. et le Marché commun l'ont fait non pas parce qu'elles appartenaient à une certaine zone géographique, mais parce que, ayant opté pour un régime fondé sur les idéaux de liberté et de démocratie, elles se sont unies autour de ces idées, décidées à sauvegarder conjointement, en tant que peuples du monde libre, ce mode de vie, et se sont groupées dans un système de défense commune et de coopération économique.

Lorsque, dans le régime politique de l'un des pays membres, apparaît l'éventualité de difficultés de nature à compromettre une certaine sensibilité et une tension se font sentir à son égard.

De temps en temps, la Turquie a fait face à de tels comportements. Ces réactions sont nées immédiatement. La Turquie n'est pas un pays qui se laisse pour la démocratie à déjà dans ce pays un long passé, sa mise en

pratique date à peine d'un quart de siècle. Ce n'est qu'en 1950 que la Turquie a ouvert l'ère des élections libres et du système politique multipartite. Cette période est trop courte pour qu'un régime démocratique ne reste pas seulement dans les articles de lois, mais devienne une tradition, une éthique. Si l'on considère le passé, souvent marqué par des épreuves sanglantes, des pays dont le régime démocratique solidement établi fonctionnait sur d'autres bases heurtés et le temps qu'il leur a fallu pour atteindre cette phase, il conviendrait de ne pas douter ni de désespérer de la démocratie turque mais bien au contraire, de croire en elle, de lui faire confiance. La Turquie n'a pas su se faire connaître comme il se doit. Il n'est pas certain, en effet, que ses amis de l'Ouest aient pleinement saisi le sens de son choix national décisif de s'associer à l'Ouest et de vivre dans la Communauté européenne. C'est pourquoi, lorsqu'on discute de l'orientation de la politique étrangère turque, il est nécessaire d'avoir toujours en vue son évolution telle que nous avons essayé de la définir plus haut.

Nombreux sont les avantages matériels et moraux que la Turquie a retirés du fait qu'elle soit membre de l'O.T.A.N. Cependant, les lourdes charges qu'elle a dû assumer pour la défense ont provoqué des discussions intérieures, des discussions souvent injustes et inopportunes. Il ne faut pas s'en étonner. La même situation s'est répétée, en effet, pour le Marché commun. Mais le développement rapide, au cours de ces dernières années, du potentiel économique de la Turquie a ramené ces discussions à leur juste proportion.

La Turquie suit attentivement le changement encourageant qui s'est amorcé dans la conjoncture politique internationale. Elle entend suivre une politique étrangère s'adaptant aux éventuelles surprises que pourrait réserver celle-ci. Elle respecte scrupuleusement ses obligations et engagements internationaux et politiques qu'économiques. Mais, au-delà de cette sphère, elle s'efforce d'établir un équilibre d'intérêts réciproques et de contribuer à la réalisation de cet équilibre.

Elle ne poursuit pas une politique de blocs.

C'est avec assurance, mais aussi

avec prudence, que la Turquie estime que l'Organisation se maintiendra encore au cours de la prochaine décennie, mais que la nécessité d'importantes modifications s'y fera sentir.

La grande expérience du passé a enseigné à la Turquie que la défense d'un pays ne dépend que de sa propre force nationale et de sa propre détermination et qu'elle ne peut être confiée à un entrepreneur, quelles que soient la force et la bonne volonté de ce dernier.

La Turquie est sincèrement un partisan de la création d'une Europe unie. Elle est convaincue qu'une Europe unie ayant harmonisé sa politique extérieure et unifié son potentiel économique, renforcera une alliance qui — aussi forte que les liens qui lient l'Union européenne, d'un côté, un grand et, de l'autre, une association de pays dont les buts sont communs, mais dont les voies divergent. L'opinion publique turque considère que l'union des forces politiques et économiques des Etats européens engendrera, du point de vue de la politique générale mondiale, un nouvel et important facteur d'équilibre, est aussi en Turquie.

Après le démantèlement de l'Empire ottoman, seize nouveaux Etats sont nés sur le territoire qui se trouvait sous la souveraineté des Turcs. Les Turcs ont vécu côte à côte et pendant des siècles en Afrique méditerranéenne, au Proche-Orient et dans les Balkans avec les peuples des nouveaux Etats qui ont vu le jour. La Turquie est un pays qui connaît de très près les conditions et le potentiel politiques, sociaux et économiques de ces régions, ainsi que le caractère et l'âme des peuples qui y habitent. Ces avantages permettent à la Turquie de contribuer aux relations entre ces pays voisins et l'Union européenne. Cela permettra en même temps d'accroître le rôle politique de la Turquie dans la région et de développer sa puissance économique, qui est en voie d'une saine évolution.

En évaluant l'orientation future de la politique étrangère turque, il y a lieu de prendre ces facteurs en considération.

HISAN SABRI CAĞLAYANLI



le plus grand des fabricants et exportateurs d'équipement ménager en Turquie



Série complète de réfrigérateurs
Machines à laver. Climatiseurs
Chauffe-eau. Radiateurs. Aspirateurs
Cireuses. Plans de travail. Rafraichisseurs de boissons

ARÇELİK A.Ş.
ISTANBUL-TURQUIE

HOTELS EEK EN TURQUIE

EMEK İNŞAAT VE İŞLETME A.Ş.

Kavaklıdere, Bestekör Sokak N° 40 ANKARA, Turquie

BUYUK EFES OTELI - Izmir
Téléphone : 29500 - Efec Telex : Efec 41
Hôtel catégorie luxe au cœur de la ville dominiée par le quartier Efes, à proximité des ruines d'Éphèse. Trois cents chambres et appartements avec bains, balcon, radio et téléphone. Air conditionné. Piscine-aquarium. Parc et jardin. Snack-bars. Restaurants avec cuisine turque et internationale. Night-club. Salle de conférence. Parcs de jeux. Salle de sport. Salon privé. Salon de coiffure et esthétique. Galerie commerciale.

BUYUK TARABYA OTELI - Istanbul
Tel. : 6210 00. Ad. tél. : Hoteltarabya Telex : 203 Ist. Motarab
Hôtel catégorie luxe, sur les rives du Bosphore. Entièrement air conditionné. Deux cent soixante et une chambres avec bains, balcon, radio et téléphone. Merveilleuse vue sur la mer. Splendides salons et salles de conférences avec équipements modernes. Restaurants, piscines, salles de conférence, salle de sport, salle de réception, Night-club. Galerie commerciale. Plage privée avec vestiaires pour tous sports nautiques.

CELIK PALAS OTELI - Bursa
Tel. : 3405 Ad. tél. : Celiqpalas Telex : Bursa 1
L'hôtel le plus chic de Bursa. Cent trente-quatre chambres et appartements avec bains, balcon, radio et téléphone. Cuisine internationale. Salles de réunions. Galerie commerciale. Salles de conférence. Piscine chauffée. Salles de coiffure et esthétique. Night-club. Garage.

MARMARA OTELI - Ankara
Tel. : 2313 Ad. tél. : Hotelmarmara
Hôtel catégorie luxe dominant la magnifique ferme d'Atatürk. Trois cents chambres et appartements avec bains, balcon, radio et téléphone. Salles de réunions. Salles de conférence. Cuisine internationale. Night-club. Garage.

STAD OTELI - Ankara
Tel. : 1166 44. Ad. tél. : Stadol Telex : HO Stad 248 Ankara
Un nouvel hôtel de vingt étages en plein centre et de deux cent vingt-cinq chambres avec bains, balcon, radio et téléphone et cuisine internationale. Salle de réunions. Galerie commerciale. Salle de spectacle. Garage.

MAÇKA OTELI - Istanbul
Tel. : 4010 53
Hôtel de première classe au centre de la ville. Cent quatre-vingt-huit chambres et appartements chacun avec bains, radio, téléphone, balcon, snack-bar, Night-club. Salles de banquets. Air conditionné.

Village de vacances
Tel. : Darcica 61
Un magnifique village de vacances sur la mer de Marmara. Cent trente-cinq chambres chacune avec douche, balcon ou veranda. Restaurant, snack-bar, Parking. Plage privée. Discothèque. Baignoire à remous. Tennis de table, ski nautique. Bateau de plaisance. Ouvert du 1^{er} juin au 30 septembre.
Pour les réservations, s'adresser au : **BUYUK TARABYA OTELI, Istanbul.**



Un barde anatolien : VEYSEL SATIROGLU

VEYSEL Satiroglu, du village de Sivralan, dans le département de Sivas, est mort au début de cette année. Ce vétéran des « bardes » anatoliens avait soixante-dix-neuf ans. Il venait de cette lignée de « maîtres de la parole » qui, le plus souvent « illettrés », assumaient la mission de chanter les joies et les peines des masses populaires « incultes » : paysans, nomades, artisans, soldats... On les désignait par le terme d'« âsik » (amoureux) parce que chacun d'eux était censé avoir acquis le don poétique à la suite d'une vision initiatique où lui apparaissait la bien-aimée, à la recherche de laquelle il devait parcourir le monde. La légende s'empare de l'œuvre et de la vie de beaucoup d'entre eux et faisait naître des romans d'amour que d'autres, « âsik » eux-mêmes, contaient pendant les veillées.

Veyssel avait perdu la vue à l'âge de sept ans. Il a près de trente-cinq ans, en 1930, quand il commence à chanter ses propres poèmes. C'est seulement en 1933 qu'il quitte son village pour entreprendre son « voyage initiatique ». « Nous avons mis trois mois pour arriver à Ankara », raconte-t-il dans une interview. De 1933 à 1940, toujours accompagné de son jeune disciple, il parcourt le pays et fait des séjours prolongés à Ankara.

De 1940 à 1946, il s'associera, à titre de « monteur artistique », aux activités des « instituts de village », écoles normales où se formaient les futurs instituteurs ruraux, tous enfants de paysans. Ainsi il sera en contact permanent avec toute une équipe d'intellectuels : enseignants, écrivains, jeunes paysans avides d'idées nouvelles. Veyssel profitera de ces rencontres, non seulement pour informer ses auditeurs, mais aussi pour s'instruire lui-même et s'enrichir de tout ce que peut lui apporter la connaissance de ses interlocuteurs.

Cette collaboration de la « culture intellectuelle » et de la « tradition populaire » marquera profondément la poésie de Veyssel.

La poésie traditionnelle turque, elle aussi, avait ses racines dans la pensée mystique et dans les thèmes merveilleux. Veyssel, que son infirmité avait rendu timide — il était resté très longtemps replié sur lui-même et n'avait quitté son village qu'à l'âge mûr — a pu échapper au moule des prototypes de sa confrérie. Ses contacts fréquents avec les milieux intellectuels progressistes l'ont persuadé de la nécessité et des possibilités d'une régénération de la poésie populaire. Il en a tenté l'expérience : rompre avec le transcendental et la mystique de la tradition tout en

conservant les techniques de la création et de la transmission : formes prosodiques, accompagnement musical.

Appartenant à la communauté alevi-kizilbas, qui, bien qu'ouverte à une plus grande tolérance spirituelle, avait ses propres préjugés, il en condamne le sectarisme avec toutes les autres formes de fanatismes religieux et raciaux.

- Qu'importe que l'un observe le [Coran, l'autre l'Evangile] ?
- Les Quatre Livres disent, tous, [la même vérité]
- Qu'est-ce de discriminer telle [race ou telle autre]
- Sinon une honte noire sur le [front] ?
- Qu'est-ce le Yezid, qu'est-ce la [Kizilbas] ?
- Ne sommes-nous pas tous des [frères] ?
- C'est notre propre feu maudit [qui nous dévaste]
- Seul moyen de salut, c'est de [s'éteindre]
- Qu'est-ce l'alévisme ou le sum- [nitisme]
- Sinon des intrigues de vil pro- [fite] ?

Il rejette les vieilles règles du métier qui imposaient une appréciation sur l'artiste en fonction de son don d'improvisation. « Je n'improvise pas », dit-il. Car un poème improvisé est forcément dénué de sens et de force, et de ce fait ne peut survivre. Comme je ne peux manier la plume, je ne compose pas très facilement. Mais je ne mets pas pour autant trop long temps : les vers se succèdent dans ma pensée, je les répète plusieurs fois pour les retenir. Si j'ai l'intention de chanter un poème, je lui adjoints la mélodie qui convient, sinon, je le fais écrire sous ma dictée dans un cahier. Comme ça, le poème devient mon bien... »

Il raille la vieille légende qui veut faire croire que tout poète aurait une « bien-aimée », à lui prédestinée et résidant dans un pays lointain : il fustige en même temps les âsik modernes qui s'en vantent et qui ne se lassent pas de répéter les mêmes clichés trépassés sur la beauté féminine.

- Ils voient un miroir dans le noir
- et le prennent pour la Lune...
- Ils n'ont pas encore une épouse
- qui lave leur vaisselle.

- Et ils racontent des histoires sur les Bien-aimés
- qui les attend au Pays de l'Inde...
- Une boiteuse ne leur suffit pas,
- ils ne se contentent pas d'une [boigne]
- ils sont en quête de beautés [aux sourcils arqués]...

Dans l'un de ses plus beaux poèmes, Veyssel a donné, pour ainsi dire, l'essentiel de sa pensée rénovatrice. Son message y est d'une simplicité magistrale : « Tournez vos regards vers la terre et non vers le ciel ! », nous dit dans ce chant le paysan Satiroglu de Sivralan :

- Je me suis accroché à beau- [coup de choses]
- Espérant trouver en elles des [lamies]
- La seule amie qui m'est demeu- [rée fidèle]
- C'est la terre noire (...)
- Je lui tendis le sein à coups de [pioche et de bêche]
- Je lui déchirai la joue avec les [ongles de ma main]

- Elle, elle m'accueillit en me [tenant une roste]
- Ma seule fidèle amie, c'est la [terre noire]
- Si je m'adresse au ciel, [je]
- Si je soigne la terre, j'aurai la [bénédiction]
- Où pourrai-je m'abriter si [l'abandonne ma terre] ?
- Ma seule fidèle amie, c'est la [terre noire]
- Cherches-tu la Vérité ? Elle est [un point lumineux :]
- Dieu est proche de l'homme et [l'homme est en Dieu]
- Le trésor caché de la Vérité est [enfouï en terre]
- Ma seule fidèle amie, c'est la [terre noire]
- A qui que ce soit révéla le secret [de la terre]
- Celui-là laissera une œuvre [immortelle après lui]
- Le jour viendra où elle prendra [Veyssel dans ses bras]
- Ma plus fidèle amie, la terre [indira...]

P. N. B.

voyagez avec les chemins de fer turcs les seuls à desservir deux continents



C'est le meilleur moyen pour découvrir la Turquie, terre chargée d'histoire.

Des services fréquents sont assurés dans des trains confortables, modernes et rapides qui vous permettent d'aller à la rencontre d'un passé millénaire en vous laissant tout loisir pour de passionnantes excursions.

Découvrez la Turquie avec les chemins de fer turcs.

Circuits touristiques de 15 jours pour 200 livres turques et d'un mois pour 350 livres turques du début juin à la fin novembre.

T.C.D.D. Exploitation des Chemins de Fer d'État de la République Turque

TURBAN CHAINE D'HOTELS EN TURQUIE

KILYOS
Kilyos-Turkovic Tesisleri
Kilyos-Istanbul, Turkey. Tél. : 62 00 88

DILSON
Dilson Oteli
Yakindir-Istanbul, Turkey. Tél. : 45 40 00

YENIKÖY CARLTON
Yeniköy Carlton Oteli
Yeniköy-Istanbul-Turkey. Tél. : 49 10 30

MARMARIS
Marmaris Tatil Köyü
Marmaris-Muğla, Turkey. Tél. : 200-200-200

AKÇAY
Akçay Tatil Köyü
Akçay-Erdemli-Akçay Ispid Köyü
Tél. : 2 Erdemli-Akçay Ispid Köyü

ÇESME
Çesme Oteli
Ilica-Çesme, Turkey. Tél. : 3104 270

HOTEL KILYOS
Kilyos vous offre une accommodation complète avec un restaurant au panorama magnifique, une terrasse, un bar, un cinéma, une discothèque et une plage qui s'étend devant la porte de votre hôtel. Le complexe de Kilyos comprend aussi un terrain de camping tout confort.

LE VILLAGE DE VACANCES "MARMARIS"
Le village de vacances de Marmaris avec ses 380 lits, met à votre disposition une plage privée, des bungalows ébriés sous les pins, un restaurant, self-service, un bar-snob, une discothèque, des courts de tennis, un terrain de volley-ball et un mini-golf.

HOTEL "YENIKÖY-CARLTON"
Situé sur le Bosphore à 15 kms. du centre-ville, l'Hotel Yeniköy-Carlton offre 120 chambres confortables avec bain ou douche, radio, téléphone et un panorama magnifique, un restaurant élégant et raffiné avec des spécialités turques et internationales, une salle de conférence, un snack-bar à une plage privée. Une piscine de plein air est à la disposition des visiteurs dans le Motel annexe.

HOTEL ÇESME
un court de tennis, une piscine olympique, une discothèque et une boîte de nuit. Toutes ses 124 chambres ont douche, radio et téléphone.

HOTEL DILSON
Hotel Dilson vous accueille dans 89 chambres avec bain ou douche privé, radio et téléphone, son restaurant, cuisine de la cuisine turque et internationale, un snack et son lobby spacieux pourvu d'un bar.

LE VILLAGE DE VACANCES "AKÇAY"
Dans ce village de vacances vous trouverez un ciel toujours bleu, une vaste plage au sable doré, un excellent restaurant, un café terrin, un bar, une discothèque et des chaises confortables qui comprennent 300 lits.

T.C. TURİZM BANKASI A.Ş. Atatürk Bulvarı 151 Ankara TURQUIE

UN VASTE TRÉSOR ARCHITECTURAL SANS SOLUTION DE CONTINUITÉ

Villes mortes et vivantes de Turquie



C'EST un privilège de la Turquie de posséder les plus anciennes traces de la civilisation et de conserver une suite ininterrompue d'œuvres architecturales, produits de peuples tout différents, et échelonnées, presque sans solution de continuité, entre la préhistoire et l'époque contemporaine.

Bien qu'il y ait des facteurs communs aux arts de l'Anatolie et du Bosphore, facteurs géographiques, climatiques et sans doute historiques, nul sol ne présente peut-être une telle diversité d'œuvres : quoi de commun en fait entre, un standard hittite, un temple grec, un caravansérail seldjoukide, une grande mosquée ottomane et le tombeau d'Atatürk ? Quoi de commun entre des civilisations mortes, que l'archéologue s'efforce à sortir de l'oubli, et celle, déjà presque millénaire, de l'Islam dont le peuple vit encore ?

La visite des grands sites archéologiques est parfois austère pour le non-spécialiste. A Catal Hüyük cependant, il ne peut manquer d'être sais d'étonnement songant qu'il se trouve devant la plus ancienne ville du monde (vers 6500 avant Jésus-Christ).

Certes, la terre montre encore bien des tumulus qui n'ont pas été fouillés, mais jusqu'alors il n'y a été trouvé nulle part une cité plus ancienne : il s'en faut encore de dix-huit siècles pour que naisse la première ville égyptienne !

Cette métropole, qui nous révèle une religion riche et complexe, la domestication des animaux, l'invention de la poterie et du tissage, un outillage complet, est l'aboutissement d'une urbanisation lente, commencée au huitième millénaire. Hadjar ou des lieux comparables ne sont pourtant encore que des villages, avec des maisons de briques crues, parfois posées sur des sous-bassements de pierres et recouvertes d'enduit de plâtre.

Si Kaneş n'a pas autant de prestige, c'est cependant, devant des trous informes, aux dizaines de milliers de tablettes en cunéiforme qu'il faut penser. Antérieure aux Assyriens, elle les accueillit et leur permit d'établir un quartier commercial (géométrique).

Située dans un site ravissant, Hattouşa (Bogaz-Köy), capitale des Hittites, à l'Est, comme Alaca Hüyük, une partie du matériel conservé au musée hittite d'Ankara et des témoignages sur les divers peuples minoritaires de l'Anatolie, en particulier sur les Hourrites et sur les Indo-Européens, installés, ici et là, au deuxième millénaire. C'est d'Indo-Européens que relèvent au moins les dernières villes de Troie, elles aussi, bien ingrates : Troie VI (1850-1280), tournée entièrement vers le monde mycénien, et Troie VII (1280-1240) qui donne l'impression d'avoir été brûlée et pillée, ce qui prouverait qu'elle est bien l'Ilion d'Homère.

La Grèce d'Asie

L'A ruine consécutive aux invasions barbares du deuxième siècle prend fin vers l'an 300 quand se fonde, aux confins de la Turquie et de la Transcaucasie soviétique, le royaume d'Ougarthou (foilles d'Antioche, Erebunna, etc.) et, au sud-est, les petits Etats neo-hittites. C'est pourtant alors vers les Phrygiens et vers les Lydiens qu'il faut tourner ses regards. La capitale des premiers a été retrouvée à Gordion et a montré l'habileté de leurs bronziers et de leurs ivroliers. A Yazılıkaya, un monument fut élevé par eux à la gloire du roi Midas. Celle des seconds fut Sardes, dont les fouilles confirment la légendaire richesse de son souverain, Crésus. Dernière manifestation de leur puissance : l'immense site, dans un paysage

supérieur de montagnes et de mer, ses falaises trouées de tombes.

Crésus vaincu par les Perses, c'est la rencontre de l'Iran et du monde méditerranéen. Que de fois, au cours des siècles, cette rencontre ne s'est-elle pas affirmée sur le sol anatolien par l'art : le monument d'Antiochus, au sommet du Nemrud Dag, en est un illustre exemple. Mais déjà tout est partie de la Grèce et de l'antiquité classique.

Ni en ancienneté, ni en richesse historique, légendaire ou artistique, la Grèce d'Asie ne le cède à la Grèce d'Europe. Faut-il rappeler qu'Hérodoté est né à Halicarnasse, que Thales est de Milet, Strabon d'Amasya ? Faut-il encore se souvenir que le mont Ida, que le bœger Paris se fit l'arbi-

tre de la beauté des déesses ? Que c'est en Lycie que Bellerophon combattit la Chimère ? Que c'est le Bosphore que franchit lo, transformée en génoise ?

Comme ailleurs, les ruines grecques parlent, à combien mieux ! que les ruines préhistoriques ! Aspens possède un des deux plus beaux théâtres ; Ephèse sort de terre plus séduisante d'année en année. Mais il est impossible d'énumérer même les principales villes antiques de Turquie : il en est trop. Cnide, célèbre par son Aphrodite, chef-d'œuvre de Praxitèle, Phocée, chère, aux Marseillais, Aphrodisias, la rivale d'Ephèse, Halicarnasse qui possédait le tombeau de Mausole, une des sept merveilles du monde, Priène, Milet, Pergame.

Partout, Rome se mêle à la Grèce d'Asie. On verra jusqu'à Hierapolis, jusqu'à Ankara, les signes de son empire. Mais ce qu'elle nous apporte en Turquie plus qu'ailleurs, c'est son visage chrétien. Il ne reste pas grand-chose des premiers moments de notre ère : rien à Tarse, la ville où naquit saint Paul ; à Antioche, où selon les Actes des apôtres les disciples reçurent le nom de chrétiens, un sanctuaire creusé dans la montagne et qu'on prendrait être la première église ; à Ephèse une émouvante chapelle qui aurait été la maison de la Vierge.

Tout change après 324 quand Byzance-Constantinople devient la deuxième capitale et quand le christianisme triomphant décide d'y célébrer ses victoires. L'art qu'il y crée reçoit des traditions hellénistiques et puissantes influences de l'Iran. Si à Nicée, où fut proclamé le Credo en 325, l'édifice n'a plus grand caractère, Constantinople conserve quelques-uns des monuments les plus éblouissants du premier millénaire chrétien : Sainte-Sophie, inaugurée en 537, Saint-Eusèbe-Stoudios (463), les Saints-Serge-et-Basile (VI), Sainte-Trénice et le monastère de Chora, érigés aux XI^e et XII^e siècles, mais qui doit sa célébrité aux mosquées des XIII^e et XIV^e siècles.

Les provinces ne présentent pas moins d'intérêt, que ce soit Trébizonde, Korykos, Myra ou les mille et une églises (Bin bir kilsise) de Lycoson, ou, surtout, le monastère d'Alahan, connu sous le nom de Kalyon, à Kalyon (IV). Déjà, dans ces contrées an-

toliennes, se remarquent quelques-uns des traits qui peuvent avoir influencé l'art roman ou du moins qui constituent avec lui un étonnant parallèle. Ils apparaissent mieux encore dans les églises arméniennes, compromis entre les styles byzantin et iranien (Ani, Aghthamar).

Le site le plus célèbre de toute

la Turquie est peut-être celui des églises de Cappadoce. Dans la vallée de Paristréma et dans les environs d'Urgüp, un tuf tendre, qui se prête aux installations troglodytiques, a reçu des centaines de sanctuaires rupestres : leurs peintures constituent une des collections les plus prestigieuses de l'art médiéval (VI^e-XIII^e siècles).

Le Moyen Age seldjoukide

VICTOR Hugo disait : « Les Turcs ont passé là. Tout est ruine et déuil. » On le crut au XIX^e et au début du XX^e siècle, alors même que les innombrables vestiges du passé auraient dû prouver qu'ils n'avaient pas plus détruit que d'autres. Or il se trouve justement que l'arrivée des Seldjoukides au XI^e siècle, et avec eux, celle de l'Islam, ne marque pas une véritable rupture avec le passé.

Sans doute la nouvelle religion imposa ses lois, mais un certain esprit purement anatolien parvint à subsister. Les Seldjoukides étaient d'ailleurs des gens fort tolérants et de surcroît passionnés d'antiquités. Non seulement ils remployèrent les matériaux des cités abandonnées, mais encore ils entreprirent de véritables collections de sculptures.

Ce goût fut peut-être pour quelque chose dans un des faits qui caractérisent le plus leur art : l'usage systématique du répertoire humain et animal sur stuc et sur pierre pour orner les édifices laïcs (murailles de Diyarbakir) et religieux, y compris plusieurs mosquées, nonobstant les plus fermes tendances, voire les prescriptions, de la religion musulmane (mosquée de Divrik, mosquée de Diyarbakir).

Bien que croyants orthodoxes et ardents défenseurs de l'Islam, ils prenaient avec lui d'assez grandes libertés, ainsi en s'adonnant à l'art funéraire ou en donnant la préférence aux édifices profanes sur les édifices religieux. Leurs mosquées, de plan dit arabe, à nefs antécroisées, sont en général des monuments austères, parfois indigents. Par contre, les medreses, écoles, universités, observatoires, hôpitaux, érigés sur un plan iranien à iwan et cou centrale, mais en pierre, sont beaucoup plus soigneusement traités et respectueux sur leurs porches, un décor magistral à fort relief, ten-

dant à l'exubérance (medrese de Sivas, Konya, Kayseri, Erzurum).

Ce sont pourtant les caravansérails qui sont les plus belles réalisations des architectes seldjoukides. Il en reste plus d'une centaine le long des routes d'Anatolie, qui se signalent par la beauté de leur entrée, par leur cour majestueuse, la puissance de leur construction, la grande nef en voûte brisée que flanquent un ou deux bas-côtés. Les plus célèbres sont ceux des deux Sultan Han, mais on peut leur préférer le Han de Karatay, ou encore l'extrême Indir Han, auquel nul ne semble plus s'intéresser. Ils font irrésistiblement penser à des basiliques construites pour le commerce et c'est là un fait à souligner qu'un peuple médiéval consacra plus d'activité architecturale à la célébration de ses affaires qu'à celle de sa religion.

Une lente évolution, dont les étapes sont déjà remarquables à l'époque d'es principautés, conduisit l'art turc du Moyen Age seldjoukide au classicisme ottoman. Peu à peu, la sculpture figurative est abandonnée ; elle se réfugie sur les tombes : dans le centre, des stèles et des sarcophages peuvent porter des figures humaines ou des scènes à animaux. Les reliefs s'amenuisent ; les formes deviennent plus molles, la faïence, qui décorait jusque-là les intérieurs (foilles de Kütahya), prend une place plus grande. Elle s'étale sur le mur, à l'imitation des tapis qu'on y suspendait. On a d'ailleurs le souci du volume architectural, de la silhouette. Sans qu'on puisse encore parler d'urbanisme, on a le goût des ensembles (kalye) ; on cherche à marier le monument et la nature.

Bien qu'on manque de points de comparaison, on ne semble pas que les palais antiques de grande

innovations : le Tchinnil Kiosk d'Istanbul (XV^e siècle) est très iranien d'esprit ; Top Kapı, splendidement situé à l'avance d'Istanbul sur la mer, est une œuvre trop transformée par deux générations successives pour qu'on puisse y lire un plan. Les caravansérails perdent leur caractère basilical pour devenir purement fonctionnels. La medrese fait de moins en moins figure de monument indépendant. Les mosquées deviennent les édifices essentiels.

Elles subissent en deux siècles une évolution capitale. Celles qui conservent le plan traditionnel se couvrent de petites coupes. Celles des villages, qui n'étaient que des cubes coiffés en dômes, s'éclaircissent. Les deux types finissent par se combiner. L'école de Brousse fonde des monuments à salles multiples précédées d'un narthex (Mosquée Verte). Après la prise de Constantinople en 1453, les Turcs entrent dans une ère de grand humanisme. Leurs artistes interrogent tous les pays, de la Chine à l'Italie.

Les recherches des architectes sont stimulées par l'exemple de Sainte-Sophie. Ainsi naît la Grande Mosquée ottomane, édifice pyramidal, à immense oratoire clair et dégagé, coiffé d'une vaste coupole qui bûte sur deux ou sur quatre demi-coupes. Sinan donne à ce style ses plus grandes lettres de noblesse avec les mosquées Selimiye d'Edirne et Süleymaniye d'Istanbul (XVI^e siècle). Non sans une certaine injustice, c'est pourtant à l'incarne souvent aux yeux des voyageurs occidentaux le génie ottoman.

A partir du XVIII^e siècle, l'influence européenne provoque la naissance du baroque et du rococo turcs, styles non sans mérite, desquels aurait pu naître un art islamique si, en Turquie comme ailleurs en islam, on n'avait pas tourné le dos aux traditions artistiques. Aujourd'hui, les architectes appartenant au monde moderne et entendant marcher avec lui, il reste à savoir si le patrimoine si riche de la Turquie demeurera sujet d'admiration et d'études ou s'il sera à même d'inspirer à nouveau les artistes.

JEAN-PAUL ROUX,

maître de recherche au C.N.R.S., professeur à l'École du Louvre.

Un pays, deux continents

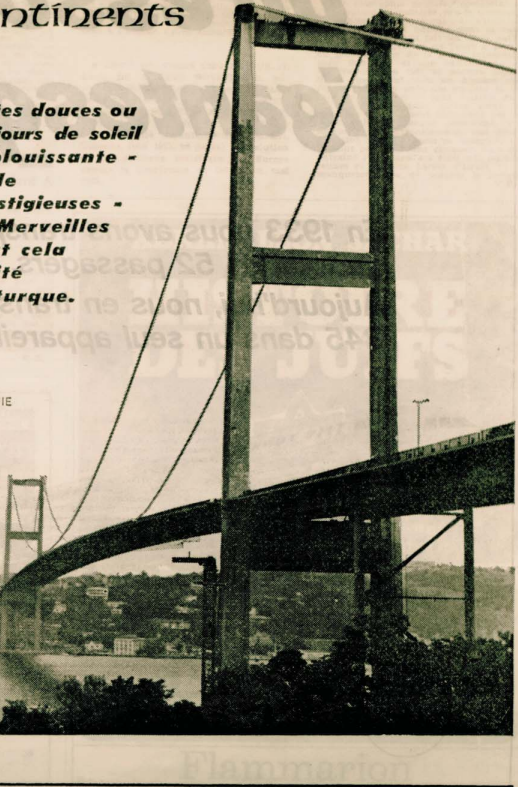
7200 km. de côtes douces ou sauvages - 300 jours de soleil - une nature éblouissante - une vingtaine de civilisations prestigieuses - deux des Sept Merveilles du Monde - tout cela dans l'hospitalité traditionnelle turque.

renseignements :
LE BUREAU DE TOURISME
ET D'INFORMATION DE TURQUIE
PARIS, 102, CHAMPS-ÉLYSÉES,
Tél. : 256-26-10, 225-78-68.

la Turquie en DC 10 par
Turkish Airlines
34, avenue de l'Opéra,
PARIS-2^e, Tél. : 073-60-85.

la meilleure qualité aux meilleurs prix

cuivres
écume de mer
onyx
bijoux en argent
céramiques turques
et tous autres articles
de l'artisanat turc
sont en vente
dans le hall du ministère
du tourisme
et dans les bureaux
de tourisme
et d'information
de toute
la TURQUIE





Espoirs du théâtre et du cinéma

EN 1923, le théâtre turc en est déjà à la quatrième période importante de son histoire. Il a vu s'éteindre à petit feu le théâtre traditionnel et disparaître ainsi plus de trois siècles de traditions populaires et originales. Jusqu'en 1908, il a vécu son calvaire avec la censure d'Abdül Hamid II, dictature qui laissa place à la monarchie constitution-

nelle, à l'appogée de l'influence européenne et à la consécration des premiers grands comédiens.

La plus grande « révolution » de la république fut la montée sur les planches des premières comédiennes turques, auparavant brimées par les interdits religieux : « L'apport principal du régime à parti unique sera

l'aide financière et matérielle accordée au théâtre. Parmi les grandes dates, retenons : en 1914, la création de Darübedayi, d'abord école puis compagnie théâtrale ; en 1934, la fondation du premier Conservatoire national, projet cher à Atatürk, et, en 1949, celle du Théâtre d'Etat, qui monta des spectacles de grande qualité dans six salles de la capitale,

mais qui est toujours resté dépendant des gouvernements en place.

L'expérience la plus intéressante fut, sans aucun doute, celle des « Maisons du peuple » (Halkevleri) créées en 1931, au nombre de cent trois en 1935 et de quatre cent soixante-dix-huit en 1950. Ces institutions groupaient neuf branches d'activités, dont le théâtre, publiaient des textes — de 1923 à 1950 plus de cent pièces inédites furent publiées, — organisaient des cours et des spectacles dans les villes et en Anatolie. Elles furent interdites en 1951 par le gouvernement Menderes.

En outre, la république assista à une considérable montée du taux de fréquentation. A partir de 1950 commença la prolifération des théâtres privés, qui ont tôt fait d'opérer un grand émiettement dans leurs rangs et de multiplier les troupes, provoquant ainsi une carence sur le plan qualitatif et faisant peu à peu du théâtre un lieu réservé aux couches aisées. Le théâtre amateur, qui avait débuté dès 1935 dans le cadre des Halkevleri, se développe en 1954 au sein des troupes néo-organisations étudiantes ; mais, en cette matière, le mérite de la réussite revient surtout entre 1967 et 1970 aux troupes de théâtre de rue, dont le but était de faire un théâtre politique, d'agitation et d'information des masses populaires. Ces expériences eurent beaucoup à souffrir et se sont parfois mal terminées, comme dans le cas des « Comédiens populaires », en 1968, dont plusieurs membres furent maltraités par la police et manquèrent d'être lynchés par une partie de la population de Tunceli, conduite par des fanatiques religieux.

Depuis 1971, date de l'intervention des militaires, le théâtre est réduit au silence : les théâtres de rue se sont démantelés, de bonnes compagnies ont fermé leurs portes, de nombreuses pièces ont été interdites, dont, entre autres, *Grande peur et misère du III^e Reich* et *la Complainte du fantôme lusitanien* ; des écrivains, des comédiens, sont emprisonnés, comme le metteur en scène et auteur Vasfi Ongören, condamné à six ans et huit mois de prison. Aujourd'hui, la prédication de la majorité des théâtres privés et du Théâtre d'Etat va vers le « boulevard » ou l'opérette, sous genres à faire reculer de stupeur de la bourgeoisie citadine ;

quant aux autres, ils cherchent refuge dans les classiques ou bien, comme c'est le cas pour le Théâtre des Compagnons, qui avait fait acte de bravoure en montant *l'Instruction de Weiss*, en 1972, ils s'imposent une sévère autocensure afin de pouvoir survivre.

UNE production annuelle de deux cent vingt à deux cent quarante films. Un public assidu. On fait beaucoup de films en Turquie et beaucoup pour servir les vœux. Est-ce assez pour proclamer que le cinéma turc se porte bien ?

Il faut tout d'abord parler du rôle de l'Etat, qui a ignoré un moyen d'expression qui est un des passages favoris des Turcs : en 1966, on comptait neuf cents salles de cinéma, la moyenne annuelle d'entrées par tête d'habitant était de 2,8 et pour 500 000 la population égale de quinze à quarante-neuf ans déclarait qu'elle allait régulièrement au cinéma.

Pourtant, dès la fin de 1966, on rejetait des films dans les brasseries, les cafés ou les salons d'attente. Mais il a fallu attendre 1968 pour que la première salle proprement dite ouvre ses portes au public et 1969 pour que le premier long métrage soit réalisé.

Depuis, toutes sortes de gens se sont intéressés au cinéma : hommes de théâtre, qui en ont fait une chasse gardée jusqu'aux années 40, imposant un mauvais goût rarement égalé ; exploitants qui, devenus producteurs, présidaient régner avec leurs comptes d'apothicaire ; banquiers, avides de « faire de la culture », intellectuels lassés tous ont eu leur mot à dire, sauf l'Etat.

Il n'existe toujours pas d'organisme compétent en matière de cinéma, ni d'aide à l'industrie cinématographique. L'enseignement est pratiquement nul, la technique est bannie des quelques cours qui sont donnés.

La réglementation en cours permet l'interdiction de « anarcho » et dont, tant les prétextes sont abondants. Ainsi les *Sentiers de la gloire*, film américain de S. Kubrick, fut interdit parce qu'il « discréditait un pays ami », les Etats-Unis. Tous les ans, une vingtaine de films étrangers sont ainsi frappés d'interdiction. La censure s'abat aussi sur la production nationale. La *Route sans fin* (D. Sagiroglu, 1965) n'a été autorisée qu'après recours au Conseil d'Etat, et la *Vengeance des serpents* (M. Erksan, 1962) ne fut également autorisée qu'après l'intervention personnelle du président de la République.

L'acteur et réalisateur Yilmaz Guney, accusé d'avoir matériellement aidé des « anarchistes » et dont le procès continue, est en prison depuis dix-huit mois. Ce cinéaste, le plus doué que la Turquie ait jamais connu, s'était déjà vu interdire, totalement ou partiellement, cinq de ses neuf films, dont *Espor*, qui amorce actuellement une carrière internationale.

EI pourtant, tel Lütfi Ö. Akad, qui a su le mieux maîtriser le langage cinématographique, de bons cinéastes, de bons techniciens surtout, ont réalisés depuis cinquante ans un certain nombre de films dignes d'intérêt. Mais, depuis 1967, l'heure est à la dangereuse tendance populiste, qui, une fois de plus, annonce que l'exception ne fait pas la règle.

G. et J. SALOM.

TARIS

UNION DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES POUR LA VENTE DES FIGES DES RAISINS SECS, DU COTON ET DE L'HUILE D'OLIVE D'IZMIR — TURQUIE

QU'EST-CE QUE TARIS ?

Un organisme créé en 1914 réunissant aujourd'hui un certain nombre de sociétés coopératives agricoles pour la vente de figes, raisins secs, coton, et huile d'olive de la région d'Izmir. Actuellement, TARIS a près de 50 000 associés dans la région égéenne, groupant 107 coopératives agricoles.

Les principales fonctions de TARIS sont :

- Développement du marché des produits agricoles et promotion des ventes.
- Conditionnement et distribution des produits.
- Amélioration et normalisation de la qualité.

Les exportations de TARIS, un augmentation constante, atteignent 30 à 35 millions de dollars par an.

Les opérations concernant les figes sont centralisées à Izmir, Ortaaklar et Odemis. Les figes sont traitées sous vide, calibrées, nettoyées et conditionnées pour l'exportation ainsi que les autres produits tels que la pâte de figes.

Les raisins secs sont traités et conditionnés suivant les spécifications des acheteurs dans deux usines situées à Izmir.

Le coton est traité dans 25 usines ayant une capacité totale de 180 000 tonnes. Les balles de coton sont classées, vérifiées et entreposées sous contrôle gouvernemental jusqu'à l'embarquement.

TARIS exploite une usine de traitement de la graine de coton pouvant produire de la margarine, de l'huile de coton et des sous-produits tels que beurre, tourteaux, etc.

L'huile d'olive est raffinée à Izmir et dans douze autres usines réparties dans les districts de la coopérative.

TARIS
B.P. 220, Izmir, Turquie
Yadigar Sokak 14, Izmir, Turquie
Télex : 47 - Izmir Téléphone : 32220/3

Adresse télégraphique :
INSTASKO Izmir (pour figes et pâte de figes).
TARIS Izmir (pour tous autres produits).

La femme turque est-elle libérée ?

DES son arrivée, le voyageur occidental veut découvrir la Turquie. Il a probablement affaire à une employée de sexe féminin à l'aéroport ou à la banque. S'il participe à un voyage organisé, son guide aura toutes les fois le plus à l'esprit une jeune femme turque bilingue, vêtue d'un ensemble sportif à la toute dernière mode.

S'il va passer une soirée dans une boîte de nuit, il apercevra, aux tables voisines, des Turques en robes décolletées, sirotant un rakı et soufflant des ronds de fumée avec leur cigarette.

Cette image de la femme citadine, élégante et délicate, ne représente cependant qu'une face de médaille dans ce pays riche en contradictions.

La libération est venue pour l'heure à la minorité des citadines avec les réformes lancées par Kemal Atatürk. Mais les paysannes, qui représentent 60 % de la population féminine, continuent à labourer les champs, sont toujours vendues en mariage (et souvent contre leur gré) et vieillissent prématurément à force de grossesses répétées.

La Constitution turque garantit l'égalité des sexes, ce que les femmes américaines ne sont pas encore parvenues à obtenir. Aux termes du code civil turc le mari est le chef de la famille et doit satisfaire ses besoins, et la femme lui doit obéissance. Mais elle est pourtant libre de choisir son mari, ce qui n'est pas le cas des femmes mariées sans le consentement de leur mari.

L'Instruction est la clé magique qui ouvre aux femmes les portes d'une carrière. Il n'existe aucune trace évidente de discrimination sexuelle au niveau de l'emploi, moins que partout ailleurs dans les professions libérales.

Plus de la moitié des enseignants turcs sont de sexe féminin, ainsi que 11 % des ingénieurs et 16 % des médecins. Ces pourcentages tendent à s'accroître, car les femmes qui accèdent à l'enseignement supérieur sont de plus en plus nombreuses. Au cours des trois dernières années, un tiers des étudiants admis au doctorat en médecine étaient des femmes.

Le taux d'alphabétisation particulièrement bas de la population féminine (10 % des femmes sont illettrées, contre 40 % des hommes) vient essentiellement des campagnes, où l'on continue à ne pas envoyer les petites filles à l'école. Bien que cinq années d'école primaire soient théoriquement obligatoires.

Les femmes turques se sont vu accorder les droits civiques en 1926 et les droits politiques en 1935. La première femme admise à une fonction officielle fut Gül Hanım, élue en 1933 chef du village de Demirtepe, dans la province occidentale d'Aydın.

Une société de suffragettes fut fondée en 1930 sous les auspices d'Atatürk. Ses dirigeantes faisaient d'ailleurs partie de son entourage immédiat : sa sœur en était une des fondatrices. La société se déclara dissoute dès qu'elle eut accompli sa mission.

Dix-huit femmes figurèrent sur la liste présentée aux élections de 1935 par le parti unique (le Parti républicain du peuple). Le choix de ces femmes avait été à chaque fois soumis à l'approbation per-

sonnelle de Kemal Atatürk. Elles furent élues en bloc, et 4,1 % des députés se trouvèrent être des femmes.

Depuis la représentation féminine à l'Assemblée n'a cessé de décliner : elle a atteint son chiffre le plus bas (0,6 %) en 1961 à la suite des premières élections multipartites, qui permirent au Parti républicain d'Atatürk, Adnan Menderes de ravir la majorité et le gouvernement au Parti républicain du peuple.

A l'heure actuelle, le Parlement turc compte cinq députés turcs contre cinquante députés (soit 11,2 %) et trois des cent quatre-vingt-trois députés sont de sexe féminin (soit 1,6 %). L'une des femmes-sénatrices appartient au contingent spécial de quinze membres désignés par le Président.

La Turquie n'a jamais eu qu'une seule femme ministre, Mme Turkan Akkol, qui détint le portefeuille de la santé publique pendant onze mois, en 1971, au sein d'un cabinet qui se situait en dehors de toute politique partisane. Voici quelques mois une femme a été pour la première fois élue vice-présidente de l'Assemblée nationale.

Les femmes se sont fait une place éminente dans les arts et dans la littérature. L'autre le plus à l'actuellement en Turquie est la nouvelle. Fructueuse, elle a talents les plus originaux qui soient apparus à la scène littéraire turque au cours des vingt dernières années. La majorité des artistes turcs de renom international sont de sexe féminin : parmi eux, les visionnaires Suna Kan et Ayta Erduran, le réaliste İdil Biret. La liste comprend des écrivaines, des céramistes, des peintres, et la danseuse étoile Meric Sunen, qui a ébloui le public soviétique l'année dernière lorsqu'elle dansa avec le Bolchoï.

Mais les traditions sont encore fortes en Turquie, et imposent même aux femmes des villes de sévères restrictions. A l'exception d'une minorité qui reste confinée aux villes les plus importantes, les Turcs continuent à sacrifier scrupuleusement au culte de la virginité.

Un paysan moyen attend de sa femme qu'elle accomplisse le plus gros des tâches ménagères et du travail agricole. Si la femme est stérile, ou si elle ne lui donne pas d'enfant de sexe masculin, le paysan en prendra une deuxième. Des statistiques récentes indiquent qu'il y a en Turquie deux cent soixante-deux mille six cent soixante et onze femmes mariées de plus que d'hommes mariés, ce qui signifie qu'autant d'hommes ont plus d'une épouse.

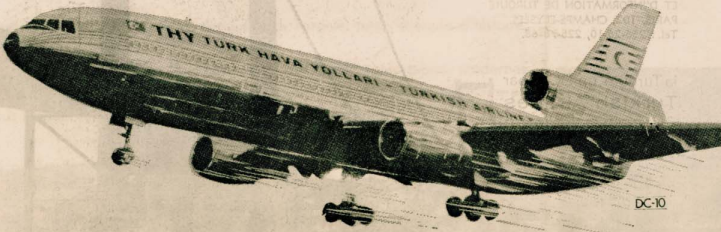
La Turquie a fait de considérables progrès dans le domaine de la santé publique, mais le contrôle des naissances a été négligé. D'un des milieux les plus riches de femmes, surtout des paysannes, succombent chaque année à la suite de tentatives d'avortement. Isolées dans les petits villages, les femmes n'ont aucun moyen d'accès au planning familial.

Il n'existe pas pour l'instant en Turquie d'organisation vouée à l'amélioration du sort des femmes dans les régions rurales. Le seul moyen d'améliorer progressivement leurs conditions d'existence est l'industrialisation, avec l'urbanisation qui en découle.

EMEL ANIL

Un essor gigantesque

En 1933 nous avons transporté un total de 52 passagers. Aujourd'hui, nous en transportons 345 dans un seul appareil.



TURKISH AIRLINES

Les livres du mois

“LA REVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT”, de Max Nicholson

Par YVES FLORENNE

L'HOMME a désormais, à défaut du droit, le pouvoir de vie et de mort sur la terre. Mais c'est, du même coup, sa propre mort qu'il est en train de s'administrer. Ainsi se serait-il finalement inscrit — finalement est le mot — sur la liste des espèces qu'il détruit, en cela le plus stupide des animaux : celui qui se dévore lui-même. A cet animal-là, on ne jurerait pas que, d'une certaine façon, Max Nicholson, qui fut d'abord, et demeure, un grand ornithologue, ne préfère pas les oiseaux. Du moins le laisserait-il volontiers entendre, avec un amour des bêtes et un humour également bien anglais. Mais puisqu'il ne dépend malheureusement pas de nous que la création se fut arrêtée au cinquième jour, il nous faut tenter de sauver, avec toutes les autres, la malaisante créature du dernier jour.

Il n'y faudra pas moins qu'une révolution : dans les conduites, et d'abord dans les esprits, dans l'esprit collectif de l'humanité. Or, notre « révolutionnaire » se méfie du mauvais usage des révolutions : si nous voulons que notre révolution de l'environnement ne soit pas un désastre comme les autres, il nous faut dresser correctement le bilan des causes et des forces à l'œuvre. C'est l'objet même du livre, qui n'est pas un exposé de recettes ou un catalogue de vœux, mais ce bilan, précisément, éclairé à la lumière non seulement de la science écologique — d'ailleurs encore incertaine d'elle-même, — mais aussi de l'histoire et des mentalités humaines.

Il est mal et sans origine : les systèmes écologiques ont commencé d'être affectés quand l'homme, maître du feu, s'est mis à brûler sans mesure les forêts. De la préhistoire et de l'homme faber à l'histoire et à l'homme très relativement sages, ce mal originel n'a cessé de s'aggraver. D'autant qu'il est paradoxalement à son service la plus puissante et conquérante des religions. Max Nicholson montre le rôle funeste du christianisme, professant la domination limitée sur la nature, liée au non moins néfaste : Croquer et multiplier. Et qui sont devenus purement et simplement mortels quand la domination destructrice et la croissance démographique ont connu, de plus en plus, puis avec une soudaineté tragique, des possibilités trop réellement illimitées ; ce qui fait que croissance et domination sont tout simplement devenues les voies les plus directes vers le suicide. Ce qui avait été présenté par quelques-uns, est aujourd'hui l'inquiétude instinctive d'un grand nombre, mais encore obscure, inorganisée, dépourvue d'une volonté contraignante. Car, non moins que la masse des hommes, ceux qui la conduisent ou l'agissent ont le plus grand besoin d'être éclairés ; d'un ce guide à l'usage des nouveaux maîtres du monde : moins les politiques que les technocrates. Quant à ceux qui ne veulent rien comprendre et rien savoir, il importerait — c'est le plus

urgent et sans doute le plus difficile — de les y conduire et de leur en faire sentir la nécessité, que le débat marxisme-capitalisme qui, aux yeux de l'auteur, est semblable à celui sur le sexe des anges dans une Byzance promise à la destruction immédiate.

La révolution de l'environnement a contre elle toutes sortes de forces réactionnaires qui ont la suprême habileté — en cela comme en d'autres choses — de se faire passer pour le contraire. Des slogans comme : « On n'arrête pas le progrès » sont d'abord ceux de l'exploitation et du profit. En ce matière, les mots mêmes servent les champions du « progrès » : Quoi ! une révolution pour la conservation ! En fait, le « conservationnisme » de la biosphère face à la technosphère n'est rien d'autre que le contournement de tout progrès authentique et sans arrière-pensées.

De cette vérité vitale, le livre tout entier est une démonstration convaincante, pressante, chaleureuse. Max Nicholson nous rappelle que cette planète dont l'exploration est épuisée n'en demeure pas moins terra incognita : beaucoup moins connue de nous que la Lune. Il entend de nous la faire voir, précisément comme d'un vaisseau spatial : telle qu'elle est, qu'elle est devenue, qu'elle a été cultivée, mais plus encore dépolluée, dégradée, ravagée dans sa beauté et sa vie. Il écrit l'histoire de la « conservation », à travers différentes expériences, notamment la britannique et l'américaine, jusqu'à l'action à l'échelle mondiale qui est en train de se constituer. Peut-être serons-nous surpris et encouragés par l'opinion de Nicholson sur la France, qui, devant aux plus hauts niveaux, apporte à la conservation de l'environnement une contribution qui ne le cède à nulle autre. L'affaire de la Vanoise est, à ses yeux, exemplaire.

En traçant les perspectives d'un avenir qui doit être pris en main sans tarder, Nicholson se montre d'un optimisme très tempéré. A propos d'un cas particulier, il met en accusation ceux-là mêmes qui ont en charge la conservation : « C'est en des mains aussi peu dignes que résiste le pouvoir de décider si le monde de demain vaudra ou non qu'on y vive. Cependant, la « phase critique et déterminante », celle de l'« exhortation et de l'esprit missionnaire » est franchie, nous sommes entrés dans la phase d'une « participation responsable et constructive à la gestion de la planète ».

Par une vision finale qui n'est pas que métaphorique et poétique, Nicholson désigne dans la terre, telle que nous l'avons faite — ou plutôt, le monde qui l'homme pourra, ou non, se regarder « en face ». Il est vrai que dans la seconde terre de l'alternative, il pourrait ne plus y avoir ni miroir ni face à regarder.

Callimard, « Bibliothèque des sciences humaines », Paris, 1973, vol. 10476, 472 pages, 37 F.

COMMUNISME

SOCIALISME ET CRISE NUCLEAIRE. — Alain Joxe

« L'Hercule, Paris, 1973, 564 pages, 45 F. De sa chaire de l'Ecole pratique des hautes études, M. Alain Joxe a gagné une tribune où ses études et ses idées trouveront plus de retentissement et même l'occasion de se mettre en pratique. D'où le surcroît d'intérêt de son livre, dont le seul chapitre de son titre, la crise de Cuba en 1962 et la vue originale qu'il en a eue, sans parler de la pédagogie en faveur de la coexistence pacifique. La pédagogie ne va pas sans risques, celui-ci surtout. M. Alain Joxe en tire un enseignement général — la crise cubaine étant, à la fois, un archétype et un déterminant — pour l'analyse et la compréhension de l'ensemble de relations mondiales et de la Crise en soi. Si les deux chapitres de son titre sont une histoire de la crise cubaine, quelque chose qui se dérobe, infiniment ne cesse d'apparaître en illimité, et de façon explicite dans la dernière partie — qui porte le titre même du livre.

Explicite, mais subtile. A la question très claire : « Est-il possible d'accepter la guerre ? », M. Joxe répond : « Non, à condition (...) l'internationalisme pratique de pages pour le trouver, l'ensemble, que cette réponse non moins claire : « Prendre le risque d'une destruction totale est peut-être désormais le passage obligé de toute révolution socialiste. » Pédagogie du « passage » au socialisme, ou au néant ?

Y. F.

CHINE - U.R.S.S. 1950-1972. — François Fejtó

« Seuil, Paris, 1973, 486 pages, 9 F. Bien plus que « géopolitique » spécialisée quoique peu provinciale et de stricte « géographie », ce livre de François Fejtó est un « communistologue » parmi ceux qui font le plus autorité. Il se devait donc de reprendre et d'étendre ce grand sujet en deux volumes sur la Chine et l'Union soviétique, pour conduire jusqu'à son terme actuel, au moment où la mode rejette la politique pour faire de la Chine le centre, sinon du monde, au moins de l'intérêt mondial. Voici donc regroupés en un très gros volume l'essentiel des deux précédents et la matière d'un troisième. Si ce vaste ouvrage énumère fidèlement les faits internes des deux Etats, il a pour objet leur relation avec le monde extérieur, de la Chine populaire à l'U.R.S.S. au-delà de la « stratégie » révolutionnaire, jusqu'à ce que ce partage devienne opérationnel, la situation qui, étant donné le caractère « métropolitain » de l'Union, revêtira l'aspect et la réalité d'un schisme.

La fin de la religion unique et la dispute autour des deux aspects un démenti à Marx et à Lénine sur le dogme selon lequel l'homme national et l'impérialisme sont d'origine bourgeoise ; et, par conséquent, sur la certitude qu'un prolétariat international organisé en Etats instaurerait automatiquement un « internationalisme fondé sur la solidarité de classe et l'identité de la conception du monde ». Ce fait, entre autre, est dans l'analyse du rapprochement — respectif, et non moins écarté — de la Chine populaire et l'U.R.S.S. avec les Etats-Unis. C'est la nouvelle fin provisoire de cet ouvrage au moment où les perspectives paraissent à l'auteur « plus rassurantes ».

Y. F.

DEUX OU TROIS CHOSES QUE JE SAIS DE L'UNION SOVIETIQUE, par Marine Monod (Editions sociales, Paris, 1973, 217 pages, 130 F.)

CHANGING SOVIET OBJECTIVES IN EUROPE, par Franklin Griffiths (Canadian Institute of International Affairs, Toronto, juin 1973, 88 pages) : l'évolution de la politique soviétique en Europe depuis la conférence de Gènes en mai 1922.

L'OMBRE DES DEUX T. — Giulio Ceretti

« Julliard, Paris, 1973, 416 pages, 42,50 F. Le livre a été écrit en français parce que « pensé en français ». Ceretti, avant d'être ministre et sénateur, avait été sous le fascisme un militant communiste en Italie et membre du parti communiste français, cette « double appartenance » explique qu'il ait écrit et travaillé si étroitement près des deux T. (« L'ombre » est un traité de modeste) et que son témoignage sur Touliat et Thores ait autant de valeur qu'il est intéressant et instructif. L'histoire du moins la chronique vivante et spontanée de quarante ans de communisme — un communisme non sans débats, contrastes et contradictions, à la recherche d'un « équilibre » difficile. Notons pour mémoire des vues plus que stimulantes sur certains aspects de la politique française et sur certains hommes, Louis Rabin, par exemple. Et une observation d'une grande franchise : « On s'est tous des dilettantes. Mais avant tout des portraits et des souvenirs agissant vivants, tracés, retracés avec chaleur, vigueur et savoir. — Jusque dans l'erreur. »

Y. F.

L'HERITAGE DE LENINE. — François Fejtó

« Castelman, Paris, 1973, 400 pages, 45 F. C'est à l'histoire et à l'analyse de la tradition marxiste-léniniste que s'attache François Fejtó : dans sa « pureté » originelle (ou telle qu'elle fut fixée rétrospectivement) et dans sa phase organisationnelle ; puis dans ses avatars, et enfin dans ses crises idéologiques et organisationnelles du stalinisme : « déviations » majeures (révisionnisme, maoïsme) et mineures (gauchisme) dans les positions, nuances, squibres et « diables » des partis communistes occidentaux. Il nous expose les thèses officielles, l'auteur pense qu'il est à lui que le socialisme authentique ne peut se trouver que dans des sociétés « libres, pluralistes et « à haut degré de développement ». Le reste n'est que « socialisme primitif ». Le mot est de Marx. La conclusion implicite est que l'Union soviétique, et même Lénine ont inféché le marxisme, d'autres diraient : détourné.

Y. F.

EUROPE

VADE-MECUM DE L'EUROPEEN. — François Vigne

« Vanden Looven, 1973, 216 pages. 1910-1920, rupture de l'équilibre européen, problèmes monétaires ardu, exécution progressive des Etats-Unis, appuyant sur des documents et des textes écrits par D. Arnaud, l'auteur, entre autres, qu'à cette date commence le « défilé américain » ou « réimpression », qui a pour conséquence la dévaluation de la monnaie française et pratique, qui part de la dévaluation de l'Europe pour aboutir à toutes ses institutions. On y trouve l'essentiel.

ISRAËL

MOSHE DAYAN. — Shabtai Teetsh

« Plon, Paris, 1973, 248 pages, 34,25 F. Une biographie fouillée, complète, où l'admiration se partage pas le jugement. Les lecteurs trouveront à l'informateur d'aujourd'hui un héros national, et un homme de guerre de six jours, à nous au premier plan de la scène internationale, son rôle et son influence et modérateurs, en 1967 et parfois même répété pour son goût de risques et des solutions de force — sont éclairés dans le détail, cependant qu'il peut un caractère certainement attachant par un individualisme presque provocant, une indépendance intrinsèque, une détermination à agir « selon sa nature », qui ne son, pas allés sans choquer, mais ont entraîné l'adhésion des dirigeants, les plus jeunes et les plus hardis d'Israël, et ne manqueraient pas de séduire le lecteur.

Y. F.

EDITIONS FRANCAISES ET ETRANGERES

- SOCIÉTÉ**
 - LES ALLIANCES DE CLASSE, par Pierre-François Asp (Maspero, Paris, 1973, 221 pages, 28 F.) : étude sur l'articulation des modes de production, « suite de » Matériaux historiques et luttes de classes, avec textes à l'appui.
 - LES FEMMES SALARIEES (Editions sociales, Paris, 1973, préface de Georges Séguy, 247 pages, 7,50 F.) : travaux de la IV^e conférence nationale de la C.G.T., tenue à Paris les 17 et 18 mai dernier.
 - GOVERNANTS ET GOUVERNES, par Jean-Marie Colferet (Presses universitaires de France, Paris, 1973, 178 pages, 17 F.) : sur l'importance du phénomène de communication en France. Chez le même éditeur : LES HOMMES POLITIQUES, par Guy Hocquelandt, 1973, 113 pages, 13 F.
 - UNE VIE TRIBALE, par Verrier Eliez (Payot, Paris, 1973, traduit de l'anglais, 388 pages, 45 F.) : la vie d'un anthropologue britannique parmi les tribus aborigènes hindoues.
 - L'AMENAGEMENT CONSTITUTIONNEL DES ETATS DE PEUPLEMENT COMPOSITE, par Bernard Thériault (Presses de l'université de Laval, Québec, 1973, 239 pages).
 - PARTIE POUR L'AGRICULTURE ET LES PARTIES ENTRE L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE (collection scientifique de la Faculté de droit de l'université de Liège, Maritain Nijhoff, La Haye, 1973, 226 pages) : essai critique sur la politique des revenus agricoles dans les pays membres de la C.E.E.
 - PSYCHANALYSE DES PEUPLES ET DES CIVILISATIONS, par Guy Dingspey (Armand Colin, Paris, 1973, 600 pages, 40 F.).
- ECONOMIE**
 - UNE VIE MEILLEURE POUR DEUX MILIARDS D'HOMMES, par Robert McNamara (Denoel, coll. « Regards sur le monde », Paris, 1973, 124 pages, 18 F.) : le point de vue du président de la Banque mondiale sur les possibilités de transformation économique et sociale du tiers-monde.
 - CLÉF POUR LE POUVOIR MONDIALE, par Philippe Simonnot (Denoel, Paris, 1973, 224 pages, 13,40 F.).
- DROIT**
 - COMMENTAIRE DU REGLEMENT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE - INTERPRÉTATION ET PRATIQUE, par Gesteire Gaspard (Pedone, Paris, 1973, préface de S. Bastid, 525 pages, 60 F.) : ouvrage publié avec le concours du C.N.R.S.
 - LA COOPERATION SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE, par Jean Foucaud (Editions sociales, Paris, 1973, 389 pages, 60 F.).
- AFRIQUE**
 - Deux études sur l'Algérie : DE LA DÉCOLONISATION À LA RÉVOLUTION CULTURELLE, par Ahmed Taleb Ibrahim (Editions sociales, 218 pages, 28 F.) ; ADMINISTRATION PUBLIQUE ALGÉRIENNE, par Maurice Hénin (Mastet littérature, Paris, 375 pages, 58 F.).
 - ANNÉE AFRICAINE 1971 (Pedone, Paris, 1972, 810 pages, 110 F.) : une analyse des problèmes juridiques, économiques et sociologiques de l'Afrique noire contemporaine réalisée par le Centre d'étude d'Afrique noire.
 - L'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU ZAÏRE, par Mpingu Kuzanda (Pedone, série « Afrique noire », Paris, 1973, 316 pages, 45 F.).

ARMORIAL
GRAVEUR - MAROQUINIER

Résidents hors de France commandez tous vos livres à inter-livres

tel. 535.08.46
38-40, av. des godolins - Paris 15

Vous ouvrez un compte par une provision de 100 franc minimum (hors zone franc en devises par chèque ou mandat).

Vous recevez tous les livres disponibles chez les éditeurs dans les plus brefs délais par poste en recommandé (par avion à votre demande).

Vous les paierez moins cher. Délai immédiat de remboursement 7%. Pas de frais de dossier pour toute commande de plus de 100 F sinon forfait de 4,50 F. Frais réel de port en recommandé facturés.

Facture "relevé de compte" jointe à l'envoi.

Clients résidents en France nous consulter.

98, F. S. HONORÉ 26, AV. VICTOR-HUGO
PARIS 27^e, B. S. RASPAIL DEUILLEVILLE

ABRAM LEON SACHAR

HISTOIRE DES JUIFS

Par l'un des fondateurs de Brandeis University
L'histoire exhaustive du peuple juif.
Un succès sans précédent aux Etats-Unis

Collection Science
LEON POLIAKOFF
LES JUIFS ET NOTRE HISTOIRE

Flammarion

De la futilité traditionnelle au réquisitoire

LORSQUE la Détermination (Al Azima), de Kamal Selim est sorti sur les écrans du Caire, le public égyptien a senti que ce film, sans danses ni chants, sans futilités, marquait une ère nouvelle, une esthétique qui enfin le parvenait à retrouver le réalisme populiste tourné vers les problèmes du pays, vers un quotidien dur et tendre, face à l'envasement des esprits par la culture étrangère qui triomphait alors sur le sol national. Créé en 1938. La production cinématographique avait commencé en Égypte au début du siècle et avait vu, en particulier, en 1927, la sortie de Zelnah, de Mohamed Karim, d'après le roman populiste de Mohamed Heykal (1914), tourné vers des problèmes locaux, outrageusement romanesque et larmoyant. La Détermination a eu une influence durable. Car ce premier grand film égyptien décrivait les contradictions de la petite bourgeoisie urbaine dans les années 30, et son ascension au détriment d'une aristocratie sur le déclin.

En 1943, malgré la censure de Farouk et des Anglais, Kamel El Tilmisany produisit l'un des premiers films politiques du pays, avec le film *Ché noir*, qui dénonçait la spéculation effrénée de pachas venus. Mais c'est Salah Abouseif, le « plus égyptien des cinéastes arabes », ancien assistant de Kamal, qui portera à son apogée le « réalisme égyptien ».

Les années de guerre provoquent un « boom » sans précédent. Le cinéma égyptien, étroitement lié au pays, devient, au lendemain de la guerre, le deuxième industrie du pays (après le coton). Sa production passe de dix-neuf à quarante-huit films entre 1943 et 1945. Le groupe financier Misr, de Talat Harb,

avait déjà créé en 1935 les prestigieux studios Misr, ultra moderne Hollywood de l'Orient et des l'introduction du parlant, donc du « chantant », très appréciée par les foules arabes, avait permis la production de plus de cent cinquante films. La prospérité de la bourgeoisie et le prolétariat urbains au rang de consommateurs de films. Mais les chercheurs avant tout films, « œuvres », toujours aussi prolifiques aujourd'hui. Cependant, d'un autre côté, une bourgeoisie nationaliste et ses cinéastes travaillaient dans l'ombre pour créer un cinéma plus « national », sur les traces de Selim et de Tilmisany.

Révolution de la petite bourgeoisie nationaliste. 1952 amène les « officiers libres » au pouvoir, ceux-ci créent, entre autres, un ministère de la culture, complété en 1956 par l'institution d'une chambre de consolidation du cinéma, destinée à primer des cinéastes, à encourager la production nationale sous l'égide de l'Etat, et à concentrer les quatre principaux studios. En 1958 est créé l'Institut supérieur du cinéma, très bien équipé, qui peut recevoir une soixantaine

Ces mesures réduisent l'emprise des grands monopoles et permettent entre 1955 et 1961 la production des cinéastes dans les années 60 égyptien. Mais des lois promulguées en 1972 renouent avec les traditions. L'année 1952 rendent le cinéma au secteur privé, pour ne laisser au secteur public que la production de cinq ou six films par an.

Les autorités, c'est la bureaucratie de l'Union socialiste arabe qui fut la cible de ses critiques acerbes dans le Procès 68.

De son côté, Youssef Chahine (voir article ci-dessous), le cinéaste arabe le plus doué de sa génération, produit *Bab El Hadid*, à la fois introspectif et manifeste politique. En 1970, le très belle fresque de la Terre, dont les héros sont les fellahs du Nil, le fera connaître dans le monde entier comme un égal de Indira Satyajit Ray.

Tewfik Saleh, qu'on appelle de cinéaste « marxiste », réalise en 1962 le *Complot des héros* contre l'obscurantisme et le féodalisme, suivi par l'un des films égyptiens les plus « forts », en 1968, les *Révolutionnaires*, illustration de la lutte de classes à travers le symbole d'un camp de malades qui est en fait un camp de concentration. Il faut aussi citer, d'après la nouvelle de

Youssef Idris, le tournage, par Henri Barakat, en 1965, du *Pêcheur*, beau chant sur une carrière agricole écrasée de travail et de soucis, image des femmes du tiers-monde. De son côté, le roman de Naguib Mahfouz, *Le Voler et les Chiens*, Kamal El Cheikh tire en 1962 un film qui dénonce l'ordre social, puis, en 1969, adapte, toujours de Mahfouz, l'excellent *Miramar*, critique arabe du nazisme. Le jeune Hussein Kamal, en 1968, dans le *Facteur*, veut illustrer l'étendue du gouffre qui sépare les intellectuels égyptiens des masses paysannes.

Ainsi, bien que le « cinéma loukou » continue de sévir, un cinéma tourné vers des préoccupations sociopolitiques s'est développé, surtout depuis le début des années 60, les hommes en colère » font entendre leur voix, comme Sayed Issa, Mamdouh Choukri, Khalil Chawki, Ali Abedi Khalek, auteur du sobre *Chant*

sur le passage (1971), sur la guerre de 1967, mais surtout Ghadi Abdessalam, auteur de la *Momie* (1970), est le cinéaste du choc des civilisations.

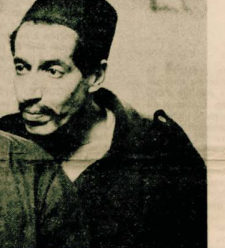
Avec plus de mille cinq cents longs métrages depuis ses débuts, l'une des premières productions du monde, le cinéma égyptien doit lutter à la fois contre les tabous de la société, contre le conformisme auquel l'incident des exportations vitales pour lui, vers des pays moins développés, a conduit.

YVES THORVAAL.

LA MOMIE, ou le choc des civilisations

DANS un cinéma égyptien qui se dégage difficilement du folklore vocal ou dansé et du mercantilisme, le film de Ghadi Abdel Salam, *La Momie*, brille de tout l'éclat du diamant rare. C'est

Abdel Salam par trois traits authentiques, se dissimule — à tort peu — une fable sur la tragédie des cultures nationales que la décadence et l'oppression étrangère conduisent à une longue dégradation, à un



UNE SCENE DE « LA MOMIE ».

Rempire avec des traditions périmées, s'ouvre aux idées modernes.

scandale qui n'est pas encore été distribué en France, malgré le prix Georges Sadoul reçu en 1970.

Nous sommes en 1881. L'Égypte vit encore sous le joug ottoman. Au Caire, l'Égyptologue français Maspero réunit ses collaborateurs autochtones, on vient enfin de trouver la piste des trafiquants qui chassent à pié d'or sur le marché parallèle des pièces et des pierreries somptueuses ayant appartenu aux sarcophages qui avaient mystérieusement disparu de leurs pyramides au cours des siècles. Les recherches mènent à la montagne de la tribu des Horrabat, au bord du Nil. On trouve un bateau et une troupe pour l'inhumation. Mais la tribu garde jalousement son secret, s'enferme dans un mutisme obstiné.

Sur ces entretiens, le chef des Horrabat, le vieux Selim, meurt. Le conseil des anciens révèle à ses deux fils la cachette où dorment depuis des lustres les célèbres pierreries au milieu de leurs richesses. Ces héritiers découvrent ainsi avec stupéur que leurs pères ont vécu de rapines qui, à leurs yeux, constituent un acte de sacrilège. L'un refuse ce legs, on le tue aussitôt. L'autre, Wannis, torturé par le doute, hésite... Après une longue expectative, guidé par un ami d'un village voisin, il décide d'aller tout raconter à l'égyptologue français.

détournement folklorique et mercantile. Le peuple, par une sorte de sagesse immémoriale, sent confusément l'importance des trésors culturels dont il est le dépositaire, mais il ne cherche pas la signification actuelle et pressé par les nécessités matérielles (les Horrabat pillent pour survivre pendant les disettes), il les aliène...

MONIQUE HENNEBELLE.

LE MOINEAU : l'épreuve de la défaite

CINÉASTE du renouveau, Youssef Chahine, né en 1926, domine le cinéma égyptien et arabe de ces dix dernières années. Tourné vers l'introspection, comme il l'a magistralement montré dans *Bab El Hadid* (1970), drame de la frustration sexuelle, ou dans le *Choix* (1970), symbole, à travers un cas de déboulement de la personnalité, du gouffre qui sépare les masses égyptiennes et les intellectuels carriéristes, est surtout comme cinéaste de l'épopée populaire que Chahine a su s'imposer dans le monde arabe.

En 1958, il produit *Djamila*, passion de l'héroïne algérienne torturée par l'armée française, dominée à la lutte d'un peuple. En 1963, il tourne le meilleur film historique arabe, *Soldat*, épopée en couleurs de la lutte musulmane contre l'envahisseur franc, film objectif et sans chauvinisme, hommage à la résistance égyptienne sur le canal lors de l'attaque triomphale de 1956. Mais c'est *La Terre*, d'après le roman de Charokwi, qui, en 1970, fait de Chahine le témoin du combat des paysans du Nil contre le féodalisme et le colonialisme étranger.

En 1971, une coproduction soviéto-égyptienne, *Les Gens et le Nil*, lui est confiée pour illustrer l'amitié entre les deux peuples à l'occasion de la construction du barrage d'Assouan. Parfois très beau, ce film a été un échec auprès du public, à cause de son aspect décousu et dérivatif.

Cette année, Chahine représentait une fois encore l'Égypte au Festival de Cannes, avec *Le Moineau*, sur un thème très simple : que faisaient, que pensaient les Égyptiens pendant la défaite de 1967 ? Ce film est celui « d'un choc, de la défaite, puis de l'abandon par un chef, Nasser ». Premier cinéaste arabe à avoir franchement la défaite de 1967, Chahine défend le témoin de l'histoire méditerranéenne de l'Égypte, lors de la journée cruciale du 9 juin 1967, le peuple du delta converge vers la

pour se joindre à celui de la ville, descendant dans la rue pour rappeler Nasser démissionnaire.

Si, apparemment, le *Moineau* est l'histoire de la lente et confuse prise de conscience d'un jeune policier d'un journaliste « bourgeois » et d'une jeune fille « moderne », ce n'est là qu'apparence car le film a pour pivot Bahyey, l'ouvrier qui travaille sans répit et que ses camarades tiennent à l'écart des problèmes. Mais c'est elle qui, dans le grand désastre de juin 1967, sera le catalyseur qui entrainera les jeunes dans les rues du Caire pour retener le leader de la révolution.

Y. T.

UN APPEL EN FAVEUR DU MOINEAU. Le dernier long métrage de Youssef Chahine, *Le Moineau*, coproduction égypto-algérienne, a été extrêmement mal accueilli par les autorités du Caire, qui ont notamment refusé sa présentation au Festival de Moscou en juillet. Réunis à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'ensemble francophonique, une centaine de cinéastes, critiques et journalistes ont signé une déclaration qui presse instamment les autorités d'interdire le *Moineau*.

Pour des projections-débats

Depuis plusieurs années, il existe en France un circuit spécialisé dans le film arabe (essentiellement égyptien), fréquenté par les travailleurs immigrés, la majorité des films ainsi distribués ont été réalisés par des auteurs très vécus, un distributeur, Youssef Chahine, *Les Dupes*, de Tewfik Saleh (qui, après un premier échec, connaitra une seconde sortie dans le film de Salah Abou Selim, *Le Second Épisode*).

La dénonciation des drames sociaux

DES 1952, pour la première fois, Salah Abouseif écrivait le *Contremaître Hassan* qui dénonçait le maître de Boulak, où lui-même était né, puis Youssef Chahine, l'année suivante, donnait *Ciel d'acier*, clair réquisitoire contre le féodalisme dans les plantations de cannes à sucre de haute Égypte; le féodalisme dans la même région sera fustigé par Abouseif dans *Montre*, en 1956, tandis que Henri Barakat s'inspire de l'agression de Suez dans le film *Le Caire*, de Tewfik Saleh, dans la Rue des Jeunes (1956), donne une description soignée de la misère de certains quartiers du Caire.

Le *Quartier de Palestine* (1948), Suez (1956), le sous-développement du pays, les luttes syndicales; tous ces nouveaux thèmes font irruption dans le cinéma égyptien.

À partir de la révolution nassérienne, c'est une innovation, les

intellectuels, qui jusqu'alors boudaient le médium cinématographique, commencent à s'y intéresser. Il en est ainsi des grands romanciers sociaux, Salah Abouseif, Youssef Idris, Abdelrahman El Charikawi et, dans une certaine mesure, Yahya Fakki, Ihsan Abdel Oudoud. De cette époque à nos jours, tous les romans marxistes du pays sont portés à l'écran. En 1957, Abouseif produit un de ses films les plus politiques, *Costaud*, qui traite de spéculations allemandes, suivi, en 1960, de l'excellent *Début* et *El Biday* de Naguib Agha Mahfouz, bon film « sociologique » traitant de la chute d'une famille petite bourgeoisie urbaine dans les années 30.

Sur la période fiévreuse du nationalisme égyptien au temps du Ward, Abouseif donne un intéressant *Le Caire 30* et, en 1967, une profonde critique de moeurs politiques et sexuelles avec la *Deuxième Époque*. Enfin, en 1968, quasiment censuré par

LES DUPES : le drame des Palestiniens

LES DUPES constitue un acte d'accusation sévère, une condamnation politique. Ce caractère est inhérent à toute l'œuvre de Tewfik Saleh, réalisateur qui, avec six longs métrages seulement, après une carrière de près de vingt ans, est considéré comme l'un des plus grands cinéastes égyptiens.

Si l'a voulu, dès ses deux premières œuvres, dénoncer les traditions arrières et les illusions des désertiers, aussi bien en ville qu'en campagne, dans (1953), qu'à la campagne, la *Lutte héroïque* (1962), Tewfik Saleh a cherché à approfondir son analyse sociale, dans les films suivants. Sans abandonner la critique des préjugés réactionnaires, il a essayé de mettre en évidence les racines profondes des maux qui souffrent la société égyptienne.

Une loi et une justice de classe, incompatibles avec les aspirations du peuple, le *Journal d'un procureur* (1968); la répression brutale contre tous ceux qui veulent la reorganisation de la société sur des bases démocratiques, les *Révolutionnaires* (1967); enfin l'exploitation capitaliste dans une société qui se dit socialiste, *Monsieur El Bahl* (1969). Après ce réquisitoire courageux, Saleh décide de s'attaquer à un problème qui touche l'ensemble des peuples arabes, le drame palestinien.

Le thème des Dupes est simple: trois Palestiniens, désespérés de voir

un jour le dénouement du drame de leur peuple, tentent de trouver le salut individuel. Ils décident de se rendre au Koweït pour y travailler, mais, par les gouvernements impérialistes, par leurs propres chefs, ils trouvent la mort, empoisonnés dans un camion-citerne en plein désert.

L'œuvre est composée de trois parties distinctes: la première, plutôt historique, relate par photos-montages la seconde époque des déportations qui poussèrent les trois Palestiniens à partir, à la recherche de la vie; la troisième montre les événements qui ont entraîné leur mort, où Saleh a utilisé un style simple et direct d'autant plus impressionnant.

L'œuvre est composée de trois parties distinctes: la première, plutôt historique, relate par photos-montages la seconde époque des déportations qui poussèrent les trois Palestiniens à partir, à la recherche de la vie; la troisième montre les événements qui ont entraîné leur mort, où Saleh a utilisé un style simple et direct d'autant plus impressionnant.

Une loi et une justice de classe, incompatibles avec les aspirations du peuple, le *Journal d'un procureur* (1968); la répression brutale contre tous ceux qui veulent la reorganisation de la société sur des bases démocratiques, les *Révolutionnaires* (1967); enfin l'exploitation capitaliste dans une société qui se dit socialiste, *Monsieur El Bahl* (1969). Après ce réquisitoire courageux, Saleh décide de s'attaquer à un problème qui touche l'ensemble des peuples arabes, le drame palestinien.

Le thème des Dupes est simple: trois Palestiniens, désespérés de voir

BIBLIOGRAPHIE

- HISTOIRE DU CINÉMA EN É.G.P., par Galal El Charikawi. Pages 84 à 86 de l'ouvrage consacré par Georges Sadoul aux *Cinéma des pays arabes*, coédité par le Centre international du cinéma et de la télévision de Beyrouth et UNESCO. Il s'agit d'un résumé d'un mémoire présenté à l'IDREO, qui traite de l'histoire du cinéma dans la République arabe d'Égypte.
- LE CINÉMA EN É.G.P., par Farid El Mezroui. Publication du ministère égyptien de la culture, 1970.
- ASPECTS DU CINÉMA ÉGYPTIEN, chapitre II, pages 13 à 31, de l'ouvrage *Le Cinéma arabe* de 1972 (Société africaine d'édition).
- PERMANENCE DU CINÉMA ÉGYPTIEN, par Georges Sadoul, *Cinéma 85*, n° 1.
- FRANCE - PAYS ARABES. Cette revue 116, rue Augereau, 75007 Paris) a publié plusieurs articles et interviews réalisés au cinéma égyptien, sous la signature de Youssef Chahine.
- LE DRAME DU CINÉMA, par Aly Choubaqy, *Passif*, n° 151. Dans le même numéro on trouvera un article de Tahar Cheriai intitulé *Tewfik Saleh et les Dupes*.
- BULLETIN DE LA CENTRALE CATHOLIQUE ÉGYPTIENNE POUR LE CINÉMA ET LA TÉLÉVISION, hebdomadaire publié en arabe et en français, sous forme de dossiers thématiques, en un volume (9, rue Adly, Le Caire).
- L'AFRIQUE LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE (32, rue de l'Équateur, 75014 Paris). Cette revue illustrée a publié des entretiens avec Tewfik Saleh (n° 20), avec Salah Abou Selim (n° 27), avec Youssef Chahine (n° 31), avec Ghadi Abdel Salam (n° 35).
- BULLETIN DU CENTRE INTERNATIONAL DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION (32, rue de l'Équateur, Liban). Cette revue, qui paraît en arabe, français et anglais, publie régulièrement des informations et nouvelles sur tous les cinémas du monde arabe. Service gratuit.
- LES SIX GÉNÉRATIONS DU CINÉMA ÉGYPTIEN, par Samir Farid, *Revue*, n° 13. On trouvera également dans ce dossier un dictionnaire des cinéastes égyptiens et une liste des meilleurs films égyptiens réalisés par Tahar Cheriai.
- ENTRETIEN AVEC YOUSSEF CHAHINE, par Guy Braucourt dans *Revue du Cinéma* (3, rue Racine, Paris), dans le n° 228.
- DOSSIERS CINÉMA. Dans cette collection dirigée par Jean-Louis Bory et Claude-Michel Guiny (sous la direction de Tahar Cheriai), on trouvera des entretiens avec Kamel Selim (Guiny); *Bab El Hadid* et *Le Moineau*, de Youssef Chahine (par Claude-Michel Guiny); ainsi que sur cinéastes Salah Abou Selim et Tewfik Saleh (par Tahar Cheriai).
- ENTRETIEN AVEC YOUSSEF CHAHINE SUR *LE MOINEAU*, par Georges Sadoul dans le n° 31. On trouvera aussi dans le n° 27 de *Revue du Cinéma* un article de Halim Cherrati intitulé *Cinéma égyptien, rupture des peuples arabes*, et un article de Claude-Michel Guiny dans le n° 35. *Cinéma égyptien*, le refus du stéréotype, n° 2 d'Abouak, 75002 Paris).
- LE CINÉMA ÉGYPTIEN, par Yves Thorval, *Cinéma 73*, septembre 1973.

TDV ISAM
Kütüphanesi Arşivi
No ZE 008

AFRIQUE DU SUD

L'apartheid devient un frein gênant pour les hommes d'affaires

Par CARL T. BRECKER

TOUT régime s'efforce de préserver le statu quo doit créer l'illusion du changement, car c'est la meilleure manière d'éviter que les choses n'évoluent trop. L'Afrique du Sud ne fait pas exception à la règle : chaque fois que sont apparus, sous la pression sociale, de nouvelles formes de lutte menaçant dans ses fondements le système d'apartheid, la classe dominante de ce pays s'est "rabaissée" sur la vieille recette : créer une impression de changement, de mouvement vers l'avant.

M. Theo Gardener, ancien ministre de l'intérieur, qui est aujourd'hui l'un des animateurs de la Verligte Action (Action unie), estimait récemment que si rien n'était fait pour ranimer la politique du pays, l'Afrique du Sud se trouverait bientôt entraînée dans une situation révolutionnaire de type classique. Si le changement est devenu inévitable, mieux vaut le diriger et le contrôler d'en haut pour sauvegarder le système, plutôt que de le voir s'imposer d'en bas, sous la pression des masses. Le Financial Mail, organe influent des hommes d'affaires (qui pour la plupart appartiennent à la communauté anglophone), a pris nettement position : le pays a besoin de changement, d'un changement créatif et dans l'ordre.

L'E grand problème de l'Afrique du Sud aujourd'hui est de savoir comment assurer la stabilité de l'économie tout en élargissant le pouvoir de la minorité blanche, ses privilèges et son identité. Mais la classe dominante est divisée sur la manière d'envisager l'avenir. Les intérêts « éclairés » de la bourgeoisie ne coïncident pas avec ceux du gouvernement — dominé par les Afrikaners — en particulier lorsqu'il s'agit de définir les changements nécessaires et les limites que leur imposent les structures classiques de l'apartheid.

Le gouvernement, par exemple, se voit accusé de sacrifier la rigueur de l'économie à ses intérêts idéologiques étroits, de « faire passer la politique avant la productivité ». Au plus fort des grèves récentes, les revendications en faveur d'une modification de la législation d'apartheid ont contraint le premier ministre à réaffirmer publiquement devant l'électorat que tout changement serait soumis à une triple condition : garantie de l'identité blanche ; réduction des « frictions » interraciales ; respect de l'objectif nationaliste de développement

éparé. En bref, cela signifie, pour lui, que tout changement doit s'inscrire à l'intérieur des structures du système d'apartheid, de telle manière que le « mode de vie traditionnel » soit préservé — à tout jamais ».

ALONDRES, devant le South Africa Club, M. Harry Oppenheimer, président de l'Anglo-American Corporation — principale société d'Afrique du Sud, — a exprimé, quant à lui, l'opinion des capitalistes locaux et des investisseurs étrangers. La seule façon, dit-il, d'échapper au changement et de préserver ce qu'on appelle le mode de vie traditionnel sud-africain serait de se résigner à la stagnation et de se couper de nos amis. Industriels et hommes d'affaires de toutes tendances, aujourd'hui, savent que toute amélioration de la productivité permettra d'échapper à la stagnation. « L'économie sud-africaine est arrivée à un tournant. Les possibilités d'une croissance rapide et soutenue selon les lignes traditionnelles sont maintenant pratiquement épuisées. L'économie moderne est devenue si complexe (...) qu'elle ne peut se développer sur la base de l'utilisation d'une main-d'œuvre non différenciée et non qualifiée... »

C'est un point de vue qui se situe à l'opposé de la politique officielle de la main-d'œuvre telle que la définit le vice-président de la commission à l'administration bantou : « Le système de migration de la main-d'œuvre est tout le fondement de notre politique, en ce qui concerne l'économie blanche. » Le Financial Mail résume ainsi ces divergences d'opinion : « Les dirigeants ainsi que les investisseurs d'entreprises s'estiment paralysés dans leur gestion par la loi sur la réservation des emplois. Le gouvernement n'est pas du même avis... Pour lui, les « homelands » et leurs régions limitrophes offrent davantage de possibilités pour l'utilisation des travailleurs noirs que les zones métropolitaines. Le développement de l'emploi des Noirs ne dépend pas d'une modification de la politique gouvernementale, mais d'abord de l'état d'esprit des industriels, qui devraient accepter de décentraliser leurs activités en direction des « homelands » et des régions limitrophes ; il dépend aussi, en second lieu, de la compréhension dont doivent faire preuve les syndicats blancs dans leurs négociations avec les employeurs sur les ajustements qu'il convient d'apporter aux schémas traditionnels du travail. » De cette manière, le gouvernement cherche à perpétuer la ségrégation sociale et politique, tout en préparant "l'intégration économique d'un nombre accru de travailleurs dans une économie en expansion.

L'AFRIQUE du Sud est en train de franchir difficilement le seuil d'une révolution industrielle technologique. Durant les vingt-cinq années de pouvoir nationaliste, l'économie a subi des changements de structure considérables que seules les mesures imposées, en un court laps de temps, par les lois répressives et l'interdiction de toute organisation politique ou syndicale parmi la majorité noire ont permis à l'Etat de mettre en œuvre ses plans d'industrialisation forcée et d'entraîner des travailleurs noirs sur une échelle sans précédent. Depuis la seconde guerre mondiale, le secteur secondaire s'est considérablement développé, créant de nouveaux besoins en main-d'œuvre et soumettant les structures traditionnelles à de sévères tensions. Les activités minières ont cédé le pas aux industries manufacturières, notamment celles des textiles, des explosifs, des produits chimiques et alimentaires, de l'ingénierie, puis, à partir de 1960, de l'automobile. L'importance prise par l'industrie manufacturière ne se mesure pas seulement aujourd'hui par sa contribution croissante au produit intérieur brut, ou au nombre de plus en plus grand de travailleurs qu'elle emploie ; elle se reflète aussi dans la ventilation des investissements étrangers. En 1969, la plus grande part des investissements directs est allée à ce genre d'industries, représentant 78 % du total des investissements britanniques.

DURANT le « boom » de années 1965-1970, de livres sterling d'investissements nouveaux : cette période fut aussi celle du durcissement de la répression. Les capitalistes étaient attirés par la perspective des super-profits que le système d'apartheid rendait possibles grâce à l'emploi d'une main-d'œuvre noire docile et bon marché ; plus tard, ils devaient découvrir que la main-d'œuvre à bon marché pouvait aussi coûter très cher en raison des risques de révolution sociale et des baisses de productivité en cas de révolte ouvrière. C'est pourquoi, aujourd'hui, investisseurs, financiers et industriels protestent énergiquement contre certains aspects de la politique gouvernementale qui, selon eux, mettent en danger la stabilité du système en ris-

quant d'engendrer la révolte. Ce sont des arguments de poids, si l'on considère que 22 % des industries manufacturières sont la possession d'investisseurs étrangers, principalement de Grande-Bretagne et d'autres pays de la C.E.E. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le Parlement britannique ait fait écho à la campagne de presse dénonçant les salaires de famine payés par les firmes britanniques. Mais l'importance réelle que représentent 2 milliards de livres sterling d'investissements pour la stabilité de l'économie occidentale a pris toute sa signification à la dernière conférence du Commonwealth à Ottawa, qui a approuvé une évolution notable intervenue dans la politique étrangère britannique. Sir Alec Douglas-Home avait déclaré, devant le South Africa Club, que si l'on voulait éviter les chocs et les tensions, le droit de toutes les races devait évoluer en faveur d'une évolution progressive en Afrique du Sud. A Ottawa, le communiqué final affirma que, pour les Etats ayant des intérêts économiques dans ce pays, la meilleure façon de favoriser le changement était d'accorder une aide humanitaire aux efforts des populations indigènes en lutte pour conquérir leurs droits et leur autodétermination.

Le chef Butelezi, premier ministre du Zouloustan, a ainsi défini le sens de la campagne en faveur de l'augmentation des salaires : « Les citoyens noirs ont le droit d'hui pour satisfaire les aspirations du travailleur noir, c'est un gros investissement à long terme. Les dirigeants blancs ont le devoir de faire au pays une révolution sanglante en faisant comprendre à notre peuple qu'il aurait quelque chose à perdre si les événements prenaient mauvaise tournure. » Mais tous les investisseurs ont clairement fait entendre que l'élevation des salaires devait être liée à un accroissement de la productivité ; cela signifie que les Noirs doivent recevoir une formation plus poussée pour répondre aux besoins d'une économie industrielle moderne. Ce n'est qu'un aspect du problème. Les efforts en vue de produire les biens manufacturés destinés à l'exportation, et pour s'affranchir de la dépendance exclusive de l'or et des autres minéraux comme sources de devises étrangères, n'ont pas dans l'ensemble été couronnés de succès. Le Dr Riekert, ministre de l'Industrie, a déclaré que le gouvernement avait lancé cet avertissement que, même si l'on pouvait soudain surmonter le handicap du manque de ressources humaines de la nation, elle ne pourrait pas continuer à fonctionner de cette façon. La législation d'apartheid, qui écarte les Noirs des emplois qualifiés, n'a pas seulement empêché l'augmentation de la production, elle a exclu aussi du marché intérieur du fait de la faiblesse de leurs salaires ; d'où la stagnation de la demande de biens de consommation. Une telle situation est en contradiction directe avec les besoins de l'industrie manufacturière, dont la survie exige une expansion rapide. Le Star de Johannesburg écrivait dans un éditorial du 18 août : « L'existence d'une main-d'œuvre sans formation et sous-payée limite les possibilités d'expansion de l'industrie. Et elle favorise l'éclosion de germes encore plus dangereux risquant de détruire à la fois l'édifice des affaires et le régime d'apartheid à l'intérieur duquel il fonctionne. »

L'E gouvernement n'ignore pas cette nécessité de former une main-d'œuvre qualifiée, mais il doit compter avec les contingences de sa politique. A la différence des industriels, il ne peut oublier l'électorat dont il a acheté les voix en lui promettant de maintenir la domination blanche. Pour le Financial Mail, le nœud du problème est que « notre économie est totalement artificielle, obéissant à des impératifs tranchants et ouvertement conçus pour protéger les intérêts de la bourgeoisie ». Oppenheimer estime que si les travailleurs blancs bénéficient de salaires élevés, cela n'est économiquement possible que parce que les Noirs sont moins payés. Si l'on tient compte, en outre, de la loi sur la réservation des emplois — qui garantit aux Blancs le plein-emploi en limitant les possibilités d'avancement des Noirs — on voit d'emblée que les salaires versés aux Blancs n'ont aucun rapport avec la productivité des emplois qu'ils occupent. Au fur et à mesure que s'industrialisait le pays, la barrière de couleur a dû être levée pour satisfaire les besoins de main-d'œuvre. Mais cette évolution n'a nullement supé la suprématie des Blancs. Au contraire, plus on embauchait de Noirs à des tarifs artificiellement bas, plus il était possible d'augmenter les salaires des travailleurs blancs qui constituent l'électorat satisfait du parti nationaliste reconduit au pouvoir depuis vingt-cinq ans.

AUJOURD'HUI, l'économie exige donc davantage de travailleurs qualifiés. Le plein-emploi est assuré aux Blancs, mais il y a un chômage massif parmi les Noirs : les industries demandent que l'on forme des travailleurs noirs. Car le coût du travail des Blancs et de la main-d'œuvre qualifiée importée devient prohibitif. Les milieux d'affaires plaident que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée est artificiellement entretenue par la législation d'apartheid, qui les contraint à employer des ouvriers hautement spécialisés là où une telle qualification ne serait pas nécessaire. En clair, les chefs d'entreprise ne demandent pas la fin de l'apartheid, mais le droit de puiser plus librement dans la vaste réserve de main-d'œuvre noire. Loin de mettre un terme au système du travail à bon marché, cela va permettre de le développer. Car les emplois semi-qualifiés coûteront moins cher lorsqu'ils seront occupés par des Noirs. Le gouvernement, de son côté, ne s'oppose pas à ce que les industries forment des opérateurs semi-qualifiés, mais sa politique vise à rapatrier toute la main-d'œuvre « en excès » dans les « homelands », pour alimenter les industries implantées à leur proximité, et s'il accepte ainsi qu'une formation soit donnée aux Noirs, c'est dans l'espoir que l'accroissement de la productivité permettra de limiter leurs effectifs dans les régions urbaines de population blanche.

En même temps, pour l'industrie manufacturière, il faut que le marché intérieur se développe de manière qu'un accroissement de la production permette de réduire le coût des produits et d'améliorer ainsi la compétitivité des produits sud-africains sur les marchés internationaux. Or, la production industrielle des dernières années, la Financial Mail du 13 juillet 1973 rappelle que, durant les années 60, l'accroissement du rendement individuel dans l'industrie manufacturière en Afrique du Sud est l'un des plus faibles du monde, et il l'explique par une utilisation inadéquate de la main-d'œuvre noire surabondante.

En outre, le manque de débouchés à l'intérieur et à l'extérieur se voit aggravé par une inflation galopante. L'an dernier, elle a dépassé le taux de 8 %, les plus petits revenus étant le plus durement touchés. L'abaissment du pouvoir d'achat n'a pas eu pour seul effet de réduire encore le marché, il a mis tout le système en danger, avec le délestage des grèves, et ce qui a entraîné une dégradation des salaires. Pour une fois, les industriels et le gouvernement ont été d'accord pour satisfaire ces revendications : les premiers afin que cessent les grèves, et que l'élevation du pouvoir d'achat donne un nouvel élan aux affaires ; le second pour être en accord avec les revendications des Noirs.

D'E toute évidence, les intérêts « éclairés » de la bourgeoisie n'ont aucun rapport avec ceux de la majorité noire opprimée et les syndicats qui cherchent à mettre fin au système d'apartheid. Si la bourgeoisie est prête aujourd'hui à repousser un système d'apartheid qui elle juge sans importance, puisqu'il ne sert plus ses intérêts de classe, elle oublie qu, pour les Noirs, rien ne lui a jamais plus importé que le refus de reconnaître leur condition humaine pleine et entière. Quant aux nationalistes blancs, leur intransigence s'explique par la crainte de voir les concessions engendrer de nouvelles exigences et que, finalement, tout le système s'en trouve menacé.

La bourgeoisie estime, pour sa part, qu'elle peut contrôler et diriger cette évolution de manière à la maintenir dans des limites souhaitables. Mais elle n'acceptera que le minimum de changements nécessaires à la sauvegarde de ses profits, sans rapport avec l'ampleur des revendications des travailleurs noirs. L'inflation endémique, la crise chronique des monnaies et le rôle incertain de l'or dans le système monétaire international ont contribué à aviver son inquiétude et à la faire céder aux revendications des salaires.

Un autre facteur a joué un rôle déterminant dans son changement d'attitude : l'apparition de la guerrilla dans le sud de l'Afrique, longtemps considérée comme une forteresse impénétrable. Jusqu'au'il faudra-t-il aller dans la voie des concessions ? Tout indique que les luttes dans le monde du travail n'ont pas fini de se développer. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée ne pourra être surmontée qu'au prix d'un démantèlement de l'apartheid dans ses aspects les plus essentiels tels que l'éducation, la politique de migration de la main-d'œuvre, l'installation permanente des travailleurs noirs dans les villes, l'attribution de terres aux paysans, l'égalité de tous devant la loi...

Et lorsque, au prix de luttes sociales intenses, ces concessions auront été arrachées, d'autres problèmes surgiront pour la classe dominante, car la liste des revendications de la majorité opprimée sera loin d'être épuisée.

Dans ce numéro :

- P. 2 ET 3 : AVANT LES ELECTIONS EN ISRAEL, par Victor Cysgelman et Amnon Kapeliouk. La nouvelle diplomatie de l'Arabie Saoudite : crise pétrolière et résistance palestinienne, par Ibrahim Sus.
- P. 4 : Suite de l'article de Maxime Rodinson. Après la conférence des non-alignés, par Bruno Etienne.
- P. 5 : UN AN DE LOI MARTIALE AUX PHILIPPINES.
- P. 6 A 9 : LE CHILI SOUS LA BOTTE : Les démocrates européens face au coup d'Etat, C.J. ; Les conditions d'un redressement économique étaient réunies, par Frédéric Langer ; De la grande peur au prononcement malpropre, par Elena de La Souchère ; L'extrême gauche avait démasqué les démocrates-chrétiens, par Alain Labrousse ; Comment s'organisent les bases du « pouvoir populaire », par Maurice Najman ; Fidèle à lui-même, par Jean-Claude Buhner.

- ELECTIONS LEGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS.
- P. 10 : FRANCE AFRIQUE : LA FIN D'UN SYSTEME, par Bertrand Fessard ; COURRIER DES LECTEURS : Ethiopie, Madagascar.
- P. 11 A 14 : LA CHINE : NOUVEAU DEPART ? L'unité rétablie, un encadrement renouvelé, par Patrice de Beer ; Glissement prudent vers la gauche, par John Githings ; Trois Occidentaux devant le miroir chinois, par Jean Davière ; Réorganisation des syndicats sur des bases révolutionnaires, par Yves Vilhard ; Paris et Pékin devant le risque de guerre, par Philippe Devillers.
- P. 15 : UNION SOVIETIQUE : le stalinisme comme conséquence de la déviation économiste, par Bernard Féron.
- PORTUGAL : renforcement du dispositif antidémocratique avant les élections, par Alcides de Campos.

- P. 16 A 19 : L'ACTIVITE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES. LA TECHNOLOGIE EN U.R.S.S., par Neville Brown.
- P. 20 : LA CRISE ECONOMIQUE EN INDE, par Renée Isar. CARNET DES AMBASSADES.
- P. 21 A 36 : TURQUIE : CINQUANTE ANNEES DE REPUBLICQUE. SUPPLEMENT.
- P. 37 : LES LIVRES DU MOIS.
- P. 38 : POLITIQUE ET LITTÉRATURE : la grève dans le roman français, par Roger-H. Guérard.
- P. 39 : CINEMA POLITIQUE : réalisme en Egypte, par Yves Thoraval. Aï El Choubachy et Monique Hennebel.